



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Service de renseignement de la Confédération SRC

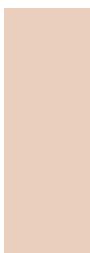
LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE



Rapport de situation 2016
du Service de renseignement de la Confédération SRC



La sécurité de la Suisse 2016



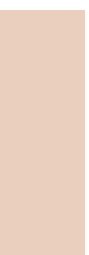
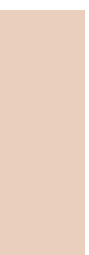


Table des matières

Sécurité et souveraineté en période d'incertitudes	5
Le rapport de situation en bref	7
Un environnement stratégique en mutation	13
Thème central : la Chine	24
L'extrémisme violent et le terrorisme pour motifs religieux et ethno-nationalistes	33
L'extrémisme de droite et de gauche	53
Prolifération	63
Service de renseignement prohibé	71
Liste des abréviations	85



Sécurité et souveraineté en période d'incertitudes

Face à un ciel qui s'assombrit, la politique de sécurité est sollicitée et se doit de fournir une orientation. Une des caractéristiques de notre environnement consiste en une rapide augmentation de sa complexité. Même le terme de « chaos » s'est peu à peu insinué dans le langage se référant à la politique de sécurité. Il traduit l'embarras face à la tendance de « fractionnement » lié au nombre croissant d'acteurs déterminants dans ce domaine par rapport à d'autres époques. Il est de plus en plus fréquent que des acteurs non étatiques soient à même d'exercer une influence positive ou négative sur la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse. Dans un tel environnement, des menaces et des dangers peuvent émerger très rapidement, sans signes précurseurs. Ils deviennent imprévisibles, le temps à disposition des responsables pour y réagir diminue. Cette évolution entraîne de l'insécurité et augmente la probabilité de surprises stratégiques.

Dans ces conditions, donner une orientation en matière de politique de sécurité est un défi de taille. Une appréciation fiable de la situation en est une des bases absolument indispensables. C'est sur elle que se fondent les décisions des organes de conduite pour éviter les surprises stratégiques et assurer la sécurité même dans un environnement de plus en plus incertain. L'appréciation de la situation de la menace du point de vue du renseignement, présentée sous forme non classifiée par le SRC dans son rapport annuel à l'aide de son radar de situation, est une contribution essentielle pour atteindre les objectifs que s'est fixés notre politique de sécurité.

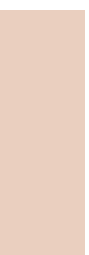
En mer agitée, chaque bateau ne fait confiance qu'à son propre radar. Lui seul relève et indique les menaces et les dangers qui sont pertinents pour lui. Cela n'exclut en rien les échanges avec d'autres

bateaux qui se trouvent en situation analogue et affrontent les mêmes risques. Il en va de même pour les Etats. Dans un environnement sécuritaire inconstant, un échange d'informations avec d'autres pays sur l'évolution de la situation, sur les risques et les conséquences que cela implique, va de soi. Mais la Suisse définit elle-même en toute indépendance sa position en matière de politique de sécurité face à l'extérieur ainsi que la configuration concrète des instruments de cette politique à l'intérieur. Sauvegarder cette indépendance implique la volonté et la capacité de pouvoir procéder à nos propres recherches d'informations et à leur analyse. C'est à ce titre que le Service de renseignement est un instrument très important pour assurer la souveraineté des décisions prises par la Suisse dans le domaine de la politique de sécurité. La nouvelle loi sur le renseignement va encore renforcer cette importance. Elle vise en premier lieu à améliorer la recherche d'informations lorsque des indications font état d'une menace imminente pour nos intérêts. Elle permet d'optimiser notre propre radar. La nouvelle loi sur le renseignement contribue ainsi à garantir à la fois notre sécurité et notre souveraineté.



Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports DDPS

Guy Parmelin
Conseiller fédéral



Le rapport de situation en bref

Le fractionnement de l'environnement de la politique de sécurité dû au nombre croissant d'acteurs déterminants dans ce domaine augmente la complexité des défis auxquels se voient confrontés les organes en charge de cette politique. Le radar de situation permet au SRC de refléter dans le présent rapport un certain nombre de composantes de la politique de sécurité, de renoncer à décrire les éléments d'une complexité inutile pour la présentation de la situation et de se concentrer, du point de vue du renseignement, sur les thèmes les plus importants pour la Suisse et sa population.

- L'environnement stratégique de la Suisse est marqué par les charges exceptionnellement élevées que font peser sur l'Europe diverses situations de crise. Majoritairement de longue durée, ces crises se sont pour ainsi dire simultanément renforcées : la crise politique et économique de l'intégration européenne, une nouvelle situation de crise avec la Russie ainsi que les conflits au Proche et au Moyen-Orient, dont les conséquences atteignent très directement l'Europe par le biais de la hausse massive des mouvements migratoires et de l'accroissement de la menace qui émane du terrorisme.
- Depuis quelques années, la Russie s'oppose à l'UE élargie et à l'OTAN en Europe de l'Est et vise à consolider sa propre sphère d'influence à sa frontière. L'Ukraine est un terrain stratégique et se retrouve au cœur même de cette ambition. Depuis l'annexion de la Crimée, le conflit recourt aux armes. L'économie et la population ukrainiennes sont marquées par le conflit armé. Des luttes intestines affaiblissent également le pays. L'influence russe est par ailleurs aussi observée en Moldova, au Bélarus et en Géorgie.

Le conflit avec la Russie représente selon toute vraisemblance une modification durable dans l'environnement stratégique de la Suisse. Les possibilités réalistes de développement en matière de politique de sécurité en Europe se limitent désormais à deux grandes catégories : l'une au sein de laquelle une entente entre l'Est et l'Ouest limite suffisamment tôt les conflits le long des zones d'influence qui se dessinent sur le continent, l'autre dans le cadre de laquelle la spirale de la violence va progressivement se renforcer dans les années à venir.

- La Syrie est à plusieurs égards l'épicentre de l'une de ces situations de crise. Aucun des pays de la région n'est parvenu à résoudre les problèmes fondamentaux à l'origine du Printemps arabe (à l'exception peut-être de la Tunisie) et de nouvelles crises se sont développées (comme au Yémen). Les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran comportent un potentiel de déstabilisation particulièrement élevé pour cette région. Mais c'est en Syrie, avec l'expansion de l'« Etat islamique » et les signes d'usure du régime de Bachar el-Assad, que l'internationalisation

de ce conflit a atteint une nouvelle dimension. La Russie a pris la décision de portée stratégique de combattre aux côtés du régime avec ses propres formations militaires. Cet événement et les attentats perpétrés par l'« Etat islamique » à Paris ont aussi donné un nouvel élan à l'influence exercée par les puissances occidentales : malgré un renforcement des opérations militaires, une décision qui permettrait de mettre fin à la guerre civile syrienne n'est pas en vue, pas plus qu'une solution politique durable.

- C'est l'organisation terroriste « Etat islamique » qui détient aujourd'hui le rôle de leader de la mouvance djihadiste. Elle a repris ce rôle à Al-Qaïda, dont le potentiel de menace n'a toutefois pas diminué pour autant. La menace qui émane du terrorisme djihadiste s'est encore accrue ces derniers mois, notamment en raison des personnes que l'« Etat islamique » envoie en Europe avec la consigne d'y planifier ou d'y commettre des attentats. La Suisse fait partie de l'espace européen assujéti à cette menace, qui s'est de ce fait aussi accrue pour notre pays.
- En 2015, les mouvements migratoires vers l'Europe ont connu une hausse très importante. Pour l'instant, la Suisse est moins touchée par cet afflux de migrants que d'autres pays européens. Bien que la migration ne soit pas un thème de politique de sécurité à proprement parler, divers de ses aspects la concernent néanmoins, par exemple les tentatives de groupes ou d'individus de se mêler au flux des migrants pour parvenir en Europe

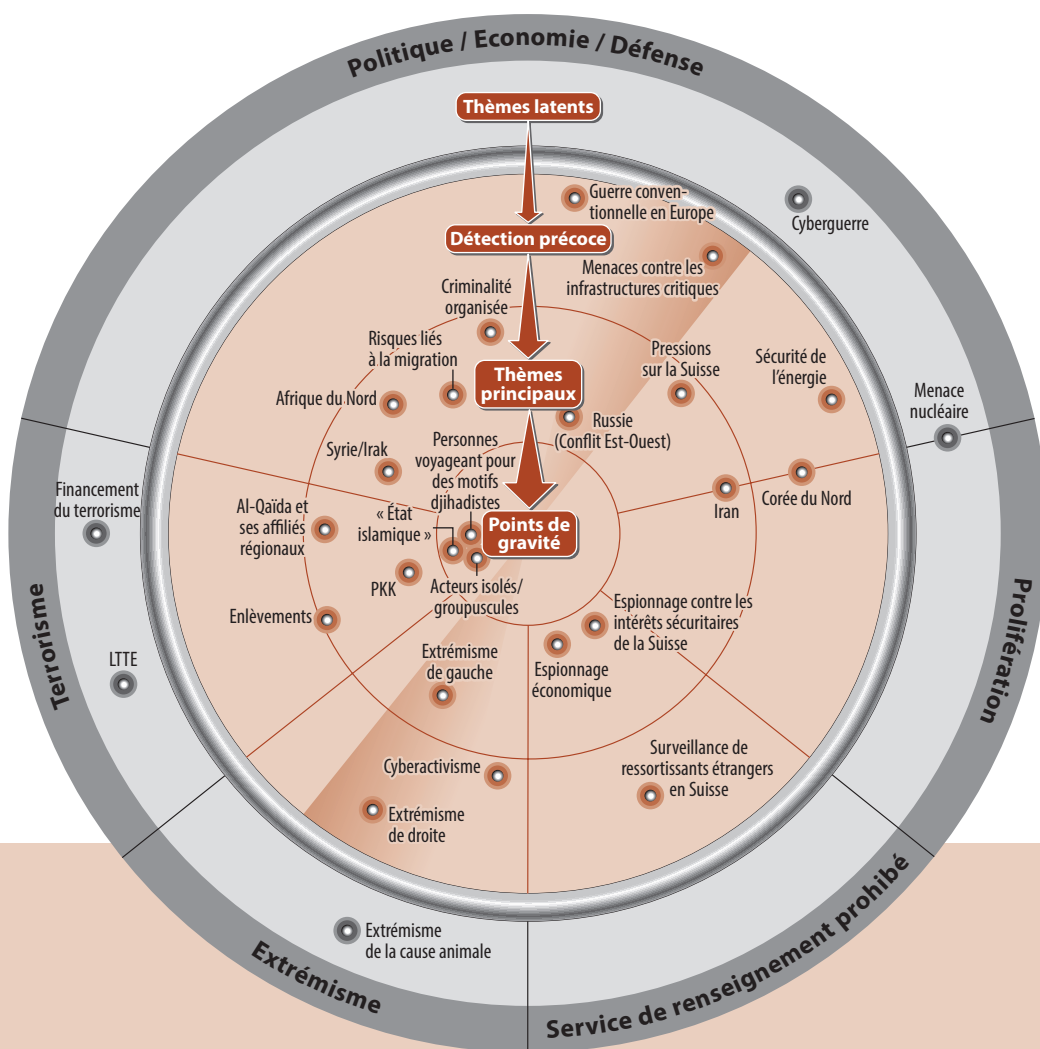
afin d'y perpétrer des attentats terroristes. Il importe aussi de suivre de près les réactions violentes des milieux de l'extrême droite et de l'extrême gauche aux développements dans le domaine de la migration et de l'asile, et cela même si la situation dans ces milieux en Suisse est relativement détendue comparée à d'autres pays en Europe. Un potentiel de violence est toujours une composante des milieux de l'extrême droite et de l'extrême gauche.

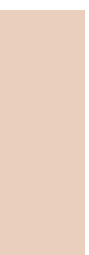
- Grâce au Joint Comprehensive Plan of Action, un accord a pu être conclu avec l'Iran, ce qui a permis de franchir un obstacle majeur sur le plan de la non-prolifération. Cet accord devrait empêcher que l'Iran se dote de l'arme nucléaire dans les dix à quinze prochaines années. La tâche de non-prolifération ne perd toutefois pas en importance, puisque, outre l'Iran, la Corée du Nord exige d'autres efforts dans ce secteur.
- Le service de renseignement prohibé est également pratiqué en Suisse. La fuite d'informations et les dommages qui en résultent n'illustrent que l'un des problèmes qui y sont liés. En effet, les accès que les services de renseignement ont à des personnes, à des institutions ou à des systèmes électroniques peuvent potentiellement être utilisés non seulement à des fins de récolte d'informations mais aussi à des fins de manipulation ou même de sabotage. Les informations récoltées par les services de renseignement peuvent également servir à des opérations d'information, dont l'importance ne cesse

de croître. Dans le domaine de la sûreté de l'information, les leçons tirées de l'affaire Snowden n'ont pas perdu en importance.

Le radar de situation

Le SRC utilise depuis 2011 l'instrument du radar de situation pour illustrer les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Dans sa version simplifiée, sans données confidentielles, il est une des composantes du présent rapport. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du domaine d'activité du SRC. Elle est complétée par des éléments importants en matière de politique de sécurité tels que les « risques migratoires » et le « crime organisé », deux thèmes qui ne sont pas traités dans le présent rapport. Nous renvoyons à leur sujet aux rapports des offices fédéraux compétents.





Un environnement stratégique en mutation

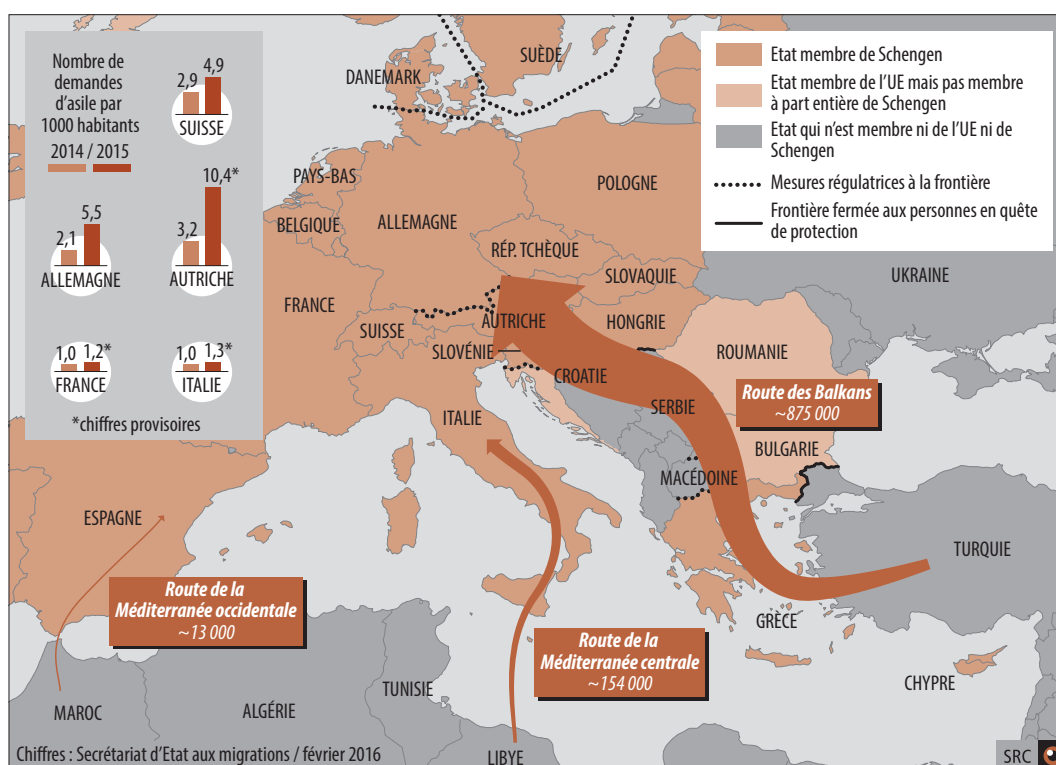
Crises de longue durée et tendances

L'environnement stratégique de la Suisse est marqué par les charges exceptionnellement élevées que font peser sur l'Europe diverses situations de crise. Ces dernières années, le rapport de situation du SRC les a régulièrement décrites. Majoritairement de longue durée, ces crises se sont pour ainsi dire simultanément renforcées : la crise politique et économique de l'intégration européenne, une nouvelle situation de crise avec la Russie ainsi que les conflits au Proche et au Moyen-Orient, dont les conséquences atteignent très directement l'Europe par le biais de la hausse massive des mouvements migratoires et de l'accroissement de la menace qui émane du terrorisme.

Le thème central du présent rapport est consacré à une autre tendance de longue durée qui revêt de l'importance pour la Suisse : le renforcement de la Chine et sa transformation en facteur global de puissance.

Fortes pressions de changements sur l'Europe

Les mouvements migratoires vers l'Europe, en augmentation constante depuis plusieurs années, se sont considérablement accrus au cours de la première moitié de 2015. Pendant le seul mois d'octobre 2015, le nombre des migrants arrivés en Europe pour y trouver protection a été identique au nombre total enregistré au cours de l'année record 2014. La majorité des migrants empruntent la route des Balkans après avoir transité par la Turquie et la Grèce. Plusieurs pays membres de l'UE ont décidé de rétablir aux passages des frontières intérieures de l'Union les contrôles temporaires prévus pour les situations d'urgence. Les accords de Schengen/Dublin, piliers de la libre circulation des personnes et l'une des avancées les plus marquantes de l'intégration européenne, se retrouvent ainsi soumis à de fortes pressions.



Les restrictions de la libre circulation dans l'espace Schengen ne sont toutefois qu'un des éléments les plus visibles des défis auxquels l'ordre politique européen doit aujourd'hui répondre. La crise de la dette en Europe et le danger qu'elle implique pour la stabilité de la zone euro et de la monnaie commune restent très intenses et sont tout aussi importants pour la persistance de l'intégration européenne que la problématique de la migration et du terrorisme. Ces dernières années, des mesures ont régulièrement été prises dans le domaine de la gestion de crise en vue de maîtriser la situation de la dette. Des réformes structurelles très strictes sont en cours, en particulier dans les pays de la périphérie. Mais des mesures supplémentaires, difficiles sur le plan politique, devront encore être décidées et appliquées avant la fin de cette décennie. Les crises politiques et économiques qui touchent depuis des années la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie ou Chypre ont en outre tendance à laisser libre cours aux spéculations sur la stabilité de la zone euro et de la monnaie commune et elles se répéteront très probablement dans les années à venir.

Seul l'avenir nous dira si la progression très importante des mouvements migratoires provoquera une crise susceptible d'enrayer le processus de l'intégration européenne, voire de mettre en danger l'ensemble des acquis de ce processus historique qui se déroule entre pays européens depuis la Seconde Guerre mondiale. Le renforcement de la menace terroriste agit aussi sur ce processus, pour l'instant avec un bilan mitigé : l'intégration et la nécessité de la collaboration transfrontalière dans le domaine de la sécurité sont très largement reconnues, mais

la menace favorise aussi des tendances vers de nouveaux renforcements des régimes frontaliers nationaux au détriment de la libre circulation des personnes. Or, indépendamment des réponses qui seront données aux défis mentionnés, la gestion des crises politiques et économiques, difficile depuis plusieurs années, a affecté la confiance entre les Etats membres. Même si l'UE, l'euro et le marché commun devaient survivre à cette longue série de crises, les charges qui pèsent lourdement sur les caisses étatiques et l'instabilité persistante du système bancaire européen retarderont la relance économique et augmenteront les tensions sociales. Dans plusieurs pays, certains segments de l'éventail politique se durcissent et le centre politique s'affaiblit. Il est de plus en plus difficile d'obtenir des majorités politiques pour des solutions qui concernent l'ensemble de l'UE. Une Europe à plusieurs vitesses est en passe de se concrétiser : les décisions prises unilatéralement par certains pays se multiplient, de même que les demandes d'exceptions nationales. Dans les cas de crise aiguë, la suspension de règles européennes communes est déjà devenue réalité. Le débat en cours au Royaume-Uni, où un référendum pour ou contre le maintien du pays dans l'UE est en attente, démontre que l'intégration européenne n'est pas irréversible.

La Suisse est directement concernée par la crise de l'intégration européenne. La stabilisation de la zone euro n'est cependant pas le seul élément qui revêt une très grande importance économique pour notre pays. La politique en fait également partie, et de plus en plus aussi la politique de sécurité. Pour la Suisse, dans de nombreux domaines partie intégrante de l'Eu-

rope, l'intégration européenne depuis la Seconde Guerre mondiale est aussi un garant pour la stabilité en matière de politique de sécurité. Une Europe en crise, uniquement tournée vers l'intérieur, ne parvenant que difficilement à assurer le marché commun et le développement de la solidarité intereuropéenne n'est pas bien armée pour faire face et maîtriser les importants défis que représenteront à long terme le renforcement de la Russie à l'Est et les crises sur ses flancs sud et sud-est.

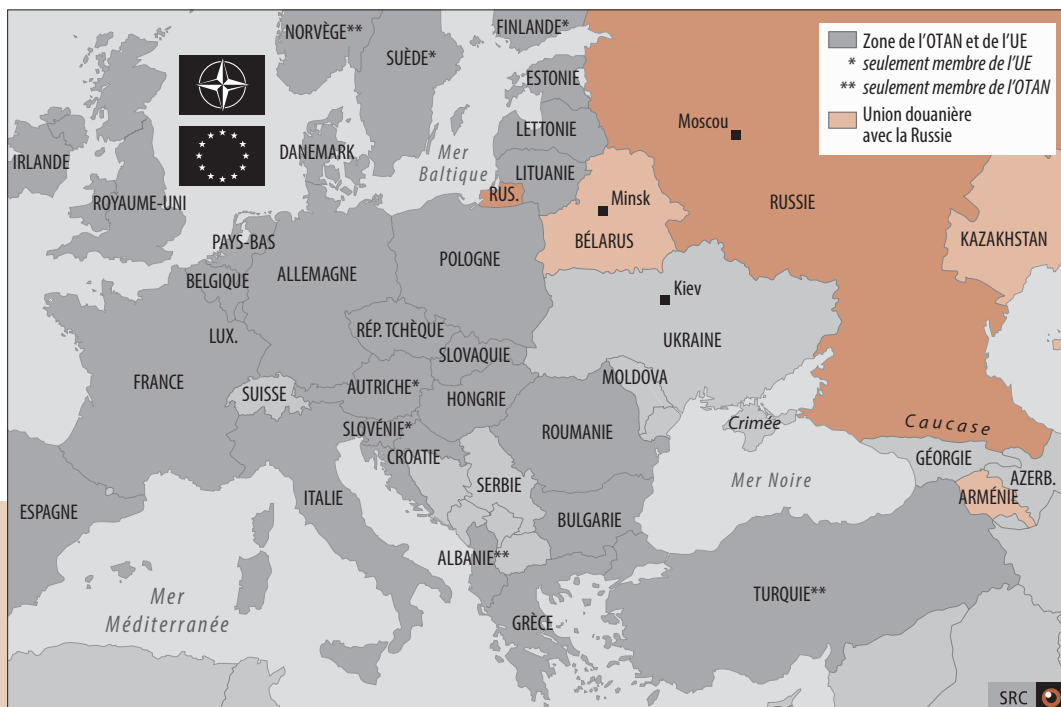
Russie : l'Europe à l'orée d'un nouveau conflit avec Moscou

Le renforcement de la Russie sur le continent européen est un processus qui perdure depuis plus de quinze ans. Le cœur de l'appareil russe du pouvoir, que le président Poutine a construit autour d'un petit cercle de fidèles, est très stable du point de vue du personnel, le mouvement d'opposition de la classe moyenne est endigué alors que la centralisation du système et les contrôles internes sont continuellement renforcés. L'économie russe souffre certes des

sanctions occidentales et plus encore de la forte chute des prix du pétrole. Le système corporatiste du pouvoir a toutefois été conçu de sorte à pouvoir supporter les adversités. Seul un maintien du prix du pétrole à un faible niveau sur une longue durée serait à même d'exercer une pression sur le système susceptible de menacer sa stabilité.

Depuis quelques années, la Russie, profitant d'une position à nouveau plus forte, s'oppose à l'UE élargie et à l'OTAN en Europe de l'Est tout en visant à consolider sa propre sphère d'influence à sa frontière. Cette politique de puissance en Europe est acceptée par une large partie de la population russe.

L'extension de l'influence russe est clairement identifiable. La Russie a commencé à mettre au défi le statu quo postsoviétique en Europe, sur le plan militaire également. Pour les ambitions russes, l'Ukraine est synonyme de terrain stratégique et représente le cœur même de sa propre zone d'influence. Depuis l'annexion de la Crimée, le conflit s'est transformé en affrontement armé. Deux ans plus

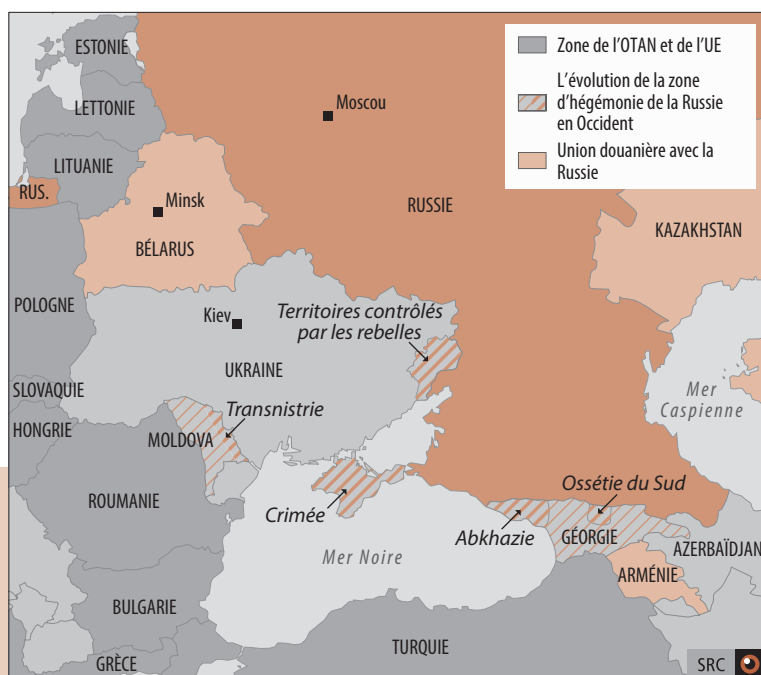


tard, l'économie et la population ukrainiennes sont marquées par le conflit armé. Des luttes intestines pour le pouvoir affaiblissent par ailleurs aussi le pays. L'élite politique à Kiev, à savoir la traditionnelle oligarchie, est en effet empêtrée dans de graves luttes de pouvoir intestines, qui nuisent à l'Etat ukrainien comme jamais encore depuis son indépendance en 1991 et accélèrent la tendance à une scission du pays dans ses régions. La Russie semble donc prête à hériter du pouvoir actuel. En Moldova voisine, le gouvernement prooccidental a été remplacé en 2015 après des années de luttes de pouvoir intestines ainsi que des mouvements de protestation de citoyens frustrés, le pays s'ouvrant désormais à nouveau davantage à l'influence russe. Celle-ci est par ailleurs déjà dominante au Bélarus et progresse en Géorgie également.

Le conflit avec la Russie n'est selon toute vraisemblance pas un phénomène éphémère, mais illustre bien un changement au long cours dans l'environnement stratégique de la Suisse. Une ère de 25 ans au cours de laquelle les conflits entre Etats sur le Vieux Continent ont diminué a désormais pris fin. Le retour à une situation

telle qu'elle prévalait au cours des deux décennies écoulées, où l'évolution vers un espace de politique de sécurité commun allant de l'Atlantique à l'Oural constituait à tout le moins une perspective à long terme, est dans l'intervalle devenu improbable. Quant à la lutte commune contre le terrorisme djihadiste, elle ne pourra vraisemblablement pas non plus freiner la polarisation géopolitique croissante entre l'Est et l'Ouest. L'Europe est entrée probablement dans une confrontation à long terme entre l'Occident et la Russie, sur le triple plan politique, économique et militaire. Le conflit ukrainien, les sanctions économiques prises par l'Occident à l'encontre de la Russie à la suite de ce dernier, les sanctions de la Russie vis-à-vis de l'UE, la récession subie par l'économie russe ainsi que l'actuelle intervention militaire russe en Syrie sont l'expression de ce conflit qui va perdurer probablement bien au-delà des années 2020. Un processus a été mis en route, qui, à terme, pourrait aboutir à la constitution de zones d'influence concurrentes sur le continent européen.

Les possibilités réalistes de développement en matière de politique de sécurité en Europe se



limitent désormais à deux grandes catégories : l'une au sein de laquelle une entente entre l'Est et l'Ouest limite suffisamment tôt les conflits le long des zones d'influence qui se dessinent sur le continent, l'autre dans le cadre de laquelle la spirale de la violence va progressivement se renforcer dans les années à venir. Dans le meilleur des cas, une lutte d'influence permanente va s'installer dans une large zone à travers le continent, avec une succession de phases de tension et de détente, avec une mise à l'épreuve constante des limites de la propre influence et de la résistance adverse. Quant à la question de savoir comment cette situation va vraiment évoluer, s'il sera possible de réguler ces tensions et limiter l'engagement de moyens, de geler les conflits tout en limitant les exigences propres ou à tout le moins en ajournant leur exécution, il est difficile d'y répondre. Ce conflit en cours peut mener à de graves crises ces prochaines années dans diverses zones de l'environnement stratégique de la Suisse. Sur la ligne de rupture Est-Ouest qui traverse l'Europe, on retrouve en effet aussi, outre l'Ukraine, le Bélarus et la Moldova, les pays baltes au nord et les Balkans au sud, où la rivalité Est-Ouest pourrait transposer des conflits dans une région qui n'a pas encore surmonté la désintégration de la Yougoslavie.

A l'heure actuelle, les Etats de l'OTAN mettent à nouveau un accent plus fort sur la défense collective. Depuis 2014, la mise en place de forces d'intervention rapide s'accélère, les exercices s'intensifient et la remise en état du matériel et de l'infrastructure regagne en importance. De leur côté, les Etats-Unis ont commencé d'augmenter l'effet dissuasif des forces armées américaines en Europe et

d'améliorer à nouveau le cadre pour un renforcement rapide des troupes en cas de conflit. Pour ce faire, ils n'anticipent pas seulement les menaces purement militaires mais également les défis au-dessous du seuil de guerre, à savoir les cyberattaques et les actes de sabotage perpétrés contre des infrastructures critiques à l'aide de forces d'opérations spéciales ou d'autres acteurs disposés à user de violence, la conduite de la guerre électronique ou encore les mesures économiques de contrainte. La Suisse assiste donc à une transformation simultanée de son environnement stratégique ainsi que de sa situation. Une attaque armée contre la Suisse reste certes toujours peu vraisemblable, mais les défis auxquels elle doit faire face en raison des développements en Europe sont multiples. Il est incontestable que l'environnement stratégique de la Suisse se polarise et se militarise à nouveau davantage sur un axe Est-Ouest. Le conflit avec la Russie est l'expression d'une nouvelle phase de la lutte géopolitique. Les menaces sont devenues une réalité des deux côtés de la frontière orientale de l'UE/OTAN et sont actuellement en pleine croissance. Une crise intervenant dans ce secteur entre l'Est et l'Ouest, que ce soit au-dessus ou au-dessous du seuil de la guerre, représenterait probablement un défi majeur pour l'ordre politique européen, sans grand délai de préalerte, un ordre dont la stabilité, depuis la Seconde Guerre mondiale, constitue précisément aussi le fondement de la politique suisse en matière de sécurité et de défense.

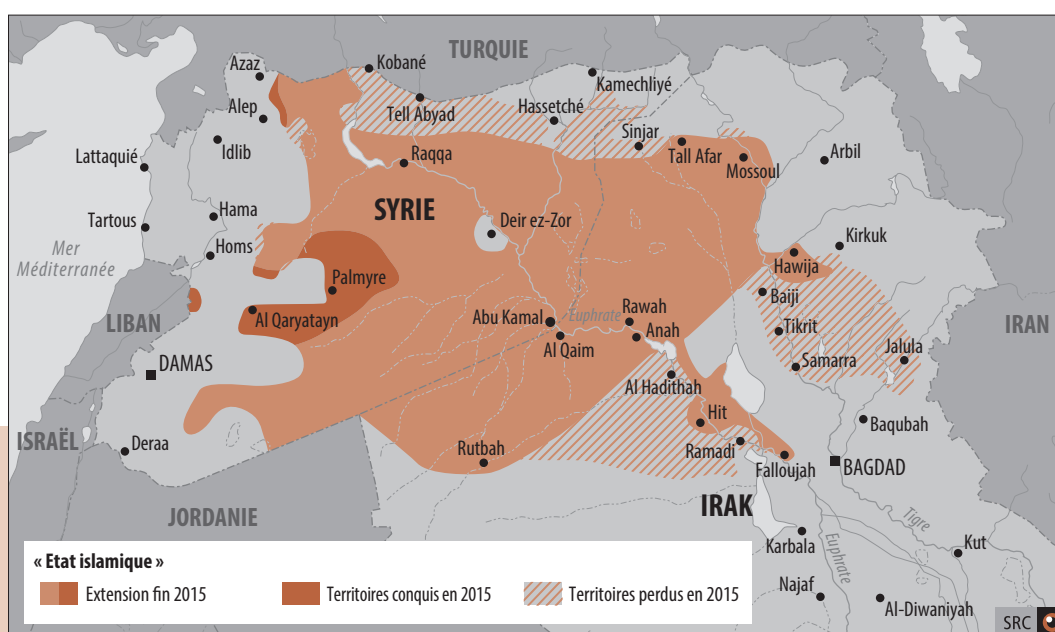
Les conséquences du Printemps arabe atteignent l'Europe

2015 est l'année au cours de laquelle les conséquences des situations de crise au Proche et au Moyen-Orient ayant fait suite au Printemps arabe de 2011 ont définitivement atteint l'Europe. Le flux migratoire, d'une part, a connu en 2015 une telle hausse que les infrastructures d'accueil en Europe ont en partie totalement été dépassées, entraînant une véritable crise des réfugiés avec de lourdes conséquences politiques et sociales. D'autre part, le terrorisme djihadiste de l'organisation « Etat islamique » en Irak et en Syrie a démontré en 2015, non pour la première fois mais avec un professionnalisme croissant, ses possibilités d'impact global avec l'attentat contre l'appareil de ligne russe au-dessus du Sinaï et les attentats de Paris.

La Syrie est à plusieurs égards l'épicentre de l'une de ces situations de crise. Aucun des pays de la région n'est parvenu à résoudre les problèmes fondamentaux à l'origine du Printemps arabe (à l'exception peut-être de la Tunisie) et de nouvelles crises se sont développées (comme au Yémen). Les tensions entre l'Ara-

bie saoudite et l'Irak comportent un potentiel de déstabilisation particulièrement élevé pour cette région. Mais c'est en Syrie, avec l'expansion de l'« Etat islamique » et les signes d'usure du régime de Bachar el-Assad, que l'internationalisation de ce conflit a atteint une nouvelle dimension. La Russie a pris la décision de portée stratégique de combattre aux côtés du régime avec ses propres formations militaires. Cet événement et les attentats perpétrés par l'« Etat islamique » à Paris ont aussi donné un nouvel élan à l'influence exercée par les puissances occidentales : des efforts supplémentaires ont été entrepris pour une solution politique et de nouvelles opérations militaires ont été déclenchées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Dans cette phase de la crise en Syrie, qui entre bientôt dans sa sixième année, la difficulté de parvenir à des compromis politiques s'est déjà nettement accrue. Malgré le renforcement des opérations militaires, une décision qui permettrait de mettre fin à la guerre civile dans ce pays n'est pas en vue, pas plus qu'une solution politique durable.

L'impact des actions de l'« Etat islamique » est profond. Au cours des douze prochains



mois au moins, cette organisation devrait maintenir le contrôle sur les territoires qui lui sont propres, même si ces derniers, au vu des succès militaires de ses adversaires, se rétrécissent. Un écrasement militaire durable de l'« Etat islamique » en Irak et en Syrie est improbable en 2016 car ce groupe continue de mettre à profit les faiblesses de ses opposants. Avec ses démonstrations de puissance, qui s'étendent de l'Irak et de la Syrie à la Libye en passant par le Liban et l'Egypte, l'« Etat islamique » remet en question la légitimité précaire des frontières étatiques et l'ordre postottoman en place depuis une centaine d'années au Proche et au Moyen-Orient. Il provoque également dans la région de nouveaux rounds d'interventions militaires, probablement de longue durée, sous la conduite des Etats-Unis et de la Russie.

L'issue de ce bouleversement sur les flancs sud et sud-est de l'Europe est incertaine. Une consolidation de l'« Etat islamique » en Syrie et en Irak représenterait pour l'ordre au Proche et au Moyen-Orient un changement d'importance stratégique et aurait aussi des conséquences sur la politique de sécurité de l'Europe, y compris la Suisse. En Syrie, le régime continue à se battre et il va probablement survivre, mais il le fera sur les ruines de la société syrienne et sans exercer de contrôle stable sur de nombreuses provinces. La perte d'un contrôle étatique sur de vastes territoires en Syrie et en Irak rendra nécessaire la poursuite d'un engagement militaire de l'Occident et de la Russie de longue durée, un engagement qui pourrait aussi devenir l'enjeu de nouvelles rivalités géopolitiques dans la région. L'Egypte et la Tunisie se battent avec des moyens différents

pour une stabilisation des relations de pouvoir dans leur propre pays. La Libye a perdu cette lutte et souffre depuis de tous les symptômes d'un Etat en échec.

Là où il se maintient encore, la Suisse soutient le difficile et long processus de transformation dans la région. Mais elle ne peut se soustraire aux risques qui existent dans l'espace au sud et à l'ouest de la Méditerranée. La migration à partir des zones de conflit vers l'Europe est devenue un des défis les plus importants et les plus urgents. L'Europe peut essayer d'en diminuer et d'en maîtriser les conséquences mais sans une stabilisation de la région – qui ne semble pas se profiler pour l'instant – la pression qu'exerce la migration sur l'Europe restera aussi de niveau très élevé au cours des douze prochains mois.

Un autre grand défi que doit relever l'Europe est de réussir à maîtriser la menace terroriste accrue qui émane de la région. Le thème central du rapport annuel 2015 du SRC était consacré à cette problématique. Pour les Etats occidentaux, le phénomène des voyageurs du djihad est devenu le problème de sécurité majeur qui était à craindre. Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 2 novembre 2015 – onze jours avant les attentats de Paris –, le SRC a attiré l'attention sur la menace accrue que représentent ces voyageurs en se référant à des informations indiquant que l'« Etat islamique » avait envoyé en Europe des personnes chargées d'y planifier ou d'y perpétrer des attentats. Une série d'autres problèmes exigent en outre une attention soutenue de la part des autorités : la mise en danger de la sécurité des citoyens et des représentations diplomatiques

dans ces pays, les menaces terroristes et les cas d'enlèvement dans la région, la perturbation du commerce et de l'approvisionnement en énergie ainsi que la gestion des régimes de sanctions et le maniement de fonds par des personnes exposées sur le plan politique.

La sécurité énergétique

La crise traversée par l'économie mondiale et les bouleversements politiques dans les régions critiques sur le plan de l'économie globale s'accompagnent de dysfonctionnements sur les marchés de matières premières, qui nous rappellent sans cesse la dépendance de notre société vis-à-vis des importations de matières premières et d'énergie. S'agissant de la sécurité énergétique de la Suisse, les risques n'ont toutefois pas fondamentalement évolué. Un marché pétrolier qui fonctionne bien garantit l'approvisionnement de la Suisse, même en des temps d'insécurité accrue dans les régions productrices. Ce constat vaut également dans la perspective de la chute dramatique du prix du pétrole, qui offre à court terme des avantages de prix pour les pays importateurs, mais empêche à moyen terme les investissements continus dans les travaux de prospection et de développement de nouveaux champs pétrolifères, ce qui va peut-être conduire à des difficultés ultérieures d'approvisionnement et à une nouvelle hausse des prix. Pour ce qui est du gaz naturel, il n'existe pas encore de marché international aussi robuste. La dépendance de la Suisse vis-à-vis de systèmes de pipelines fixes fortement axés sur la Russie ne va pas fondamentalement changer dans un proche avenir. Aussi bien le projet pharaonique Nabucco de l'UE que le

projet russe South Stream ont été interrompus au cours de ces dernières années. L'importance de la zone de crise ukrainienne pour le transit de gaz naturel de la Russie vers l'Europe va dès lors s'accroître encore davantage à court terme. A plus long terme, la révolution technologique liée à l'extraction du gaz de schiste a le potentiel d'accélérer la mise en place d'un marché international de gaz naturel et d'influer positivement sur la sécurité énergétique de la Suisse également.

Thème central : la Chine

Le thème central du présent rapport est consacré à la Chine. La perspective d'un service de renseignement ne doit en effet pas seulement être déterminée par l'actualité quotidienne mais aussi par les tendances sur le long terme, lorsqu'elles ont un impact sur la Suisse. Le renforcement de la Chine et sa transformation en grande puissance remplit sans aucun doute cette condition. En raison de l'engagement international croissant de la Chine, les contacts entre la Suisse et la Chine augmentent également, de manière mutuelle.

La Chine se considère comme la plus grande puissance d'Asie et cherche à être reconnue comme un acteur égal aux Etats-Unis sur le plan politique et économique. Depuis l'entrée en fonction du chef de l'Etat et du parti Xi Jinping, la Chine poursuit le leitmotiv du « rêve chinois du rajeunissement et de la renaissance de la nation ». Dans le contexte international, elle se met en scène comme un acteur de confiance, tout en imposant ses intérêts avec détermination. Elle vise ainsi à jouer le rôle de leader sur le plan régional en Asie.

Le terrorisme

Le terrorisme pour motifs djihadistes constitue toujours une menace importante dans les zones de conflits djihadistes, mais aussi dans les Etats occidentaux, musulmans et dans d'autres pays. Des personnes radicalisées et prêtes à faire usage de violence pourraient, en Suisse aussi, passer à l'acte ou utiliser notre pays pour préparer des attentats visant d'autres Etats. Dans l'ensemble, la menace qui émane du terrorisme djihadiste s'est à nouveau accrue en Europe. Ce constat vaut également pour la Suisse, qui fait partie de la zone occidentale européenne visée par cette menace.

Il ne faut pas oublier pour autant le terrorisme et l'extrémisme violent se fondant sur des motivations ethno-nationalistes. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), notamment, dispose en Europe occidentale d'un potentiel de violence qu'il peut à tout moment activer. Indépendamment de la situation en Turquie et dans les territoires peuplés par les Kurdes, il faut s'attendre à des manifestations et actions de protestation régulières et coordonnées dans toute l'Europe. De telles actions, pour le moins en Suisse, ne devraient pas engendrer de violence. Certains incidents en marge des manifestations pourraient cependant rapidement entraîner des actes violents,

en particulier si des groupes turcs et kurdes devaient se rencontrer.

L'extrémisme de droite et de gauche

Le potentiel de violence persiste aussi bien dans les milieux de l'extrême droite que dans ceux de l'extrême gauche. Cependant, la situation actuelle dans ces milieux est relativement calme. Les développements dans le domaine de l'asile, qui génèrent de fortes tensions, ainsi que des attentats supplémentaires pour motifs djihadistes en Europe pourraient toutefois entraîner une aggravation de la situation dans les domaines de l'extrémisme de droite et de gauche. A ce jour, des signes concrets d'une telle évolution n'ont pas été relevés en Suisse, ils l'ont par contre été dans d'autres pays européens.

La prolifération

La prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs représente toujours une menace pour la sécurité dans de nombreuses régions du monde. Grâce à une percée diplomatique, la situation liée au programme nucléaire iranien s'est nettement détendue en 2015. L'Iran continuera toutefois pendant des années encore à être soumis à un régime d'autorisation spécial dans le domaine du commerce extérieur. L'accord de l'Iran avec les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, codifié par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, oblige dans certains secteurs aussi la Suisse comme l'un des principaux exportateurs de biens à double usage. Quant à la Corée du Nord, elle poursuit en toute liberté son programme d'armes de destruction massive et a une nouvelle fois testé un explosif nucléaire le



Attentat avec un dispositif explosif ou incendiaire non conventionnel (DEINC) en relation avec le WEF, Zurich, janvier 2016 (Police de la ville de Zurich)

6 janvier 2016. Le régime international de sanctions introduit en 2014 en lien avec l'escalade militaire de la situation en Ukraine constitue un nouveau défi pour la Suisse également. De plus, l'usage répété de substances chimiques dans les conflits en Syrie et en Irak rappelle l'importance de la lutte contre la prolifération pour les champs thématiques voisins tels que la lutte contre le terrorisme également.

Le service de renseignement prohibé

Le service de renseignement prohibé est le fait d'Etats ou d'acteurs privés mandatés par des Etats ; dans certains cas, il existe aussi un marché pour les informations récoltées illégalement. En matière d'espionnage, il n'y a pas d'Etats amis, mais des formes de collaboration en cas d'intérêts convergents. Les intérêts étatiques définissent généralement l'orientation des activités de recherche d'informations, dictée aussi bien par des besoins constants que par la situation actuelle. Le service de renseignement prohibé crée des accès à des personnes et à des systèmes qui peuvent au besoin être utilisés à des fins autres que la recherche d'informations et qui pourraient éventuellement servir aussi à manipuler ou saboter des données. Les informations sont utilisées dans l'intérêt de l'Etat en question, le plus souvent de manière

secrète, mais elles peuvent, le cas échéant, également être rendues publiques. C'est ainsi que les opérations d'informations ont fortement gagné en importance au cours des dernières années.

Le cyberspace

Le présent rapport ne s'attarde pas spécialement sur le cyberspace, d'une part parce qu'il est une thématique transversale, d'autre part parce que la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information rédige deux fois par an un rapport sur les évolutions les plus récentes dans ce domaine. Le monde dit réel se retrouve toutefois dans de nombreux domaines du monde dit virtuel, même si ce dernier n'en renvoie pas une image complète. La grande différence réside dans le fait que, dans le monde virtuel, chaque point interconnecté de la terre peut être atteint en une fraction de seconde. Pour un acteur malintentionné, cela signifie donc qu'il peut s'attaquer à ces points sans devoir se trouver sur place. Les seuils d'inhibition y sont souvent plus faibles et les attaques y sont plus volontiers exécutées, que ce soit parce que l'anonymat est plus grand dans le monde virtuel et les conséquences personnelles pour les propres actions plus faibles, ou parce que la victime est identifiable, atteignable



Une des nombreuses défigurations de sites web après l'attentat contre « Charlie Hebdo », janvier 2015

ou insuffisamment protégée. A titre d'exemple, on peut citer les campagnes du collectif de pirates informatiques Anonymous dirigées contre des cibles ayant plus ou moins un rapport avec l'« Etat islamique », les assaillants restant justement anonymes. L'« Etat islamique » et ses protagonistes prennent par conséquent des mesures de protection, qui vont de dispositions personnelles jusqu'au retrait dans le Dark Web, la partie du web non repérable par les moteurs de recherche usuels.

Les attaques peuvent prendre des formes diverses et variées. Le website defacement (défiguration de sites web) en est une : après l'attentat contre la revue satirique « Charlie Hebdo », 1300 cyberattaques ont été perpétrées en France, avec 25 000 sites web piratés et défigurés à l'aide de propagande et de messages de sympathie islamistes. Cette vague d'attaques a également débordé sur la Romandie.

Outre ces acteurs privés ou organisés de manière peu structurée, des acteurs étatiques s'immiscent également dans les conflits. Leurs moyens sont souvent d'autant plus grands, tout comme les dommages qu'ils peuvent causer. Leur signification sur le plan de la politique de sécurité est donc d'autant plus importante. C'est ainsi que divers lieux ont été attaqués en Suisse et en Autriche, pays où se sont déroulées les négociations nucléaires avec l'Iran. L'infiltration dans des réseaux d'ordinateurs à des fins d'espionnage peut déjà directement faire partie d'un conflit. Elle permet toutefois aussi de causer ultérieurement des dommages à un adversaire, par exemple à l'aide de manipulations ou même d'actes de sabotage. Ces derniers restent assez rares : à en croire certains articles de

presse, il semblerait cependant que des pirates soient à l'origine de la panne d'électricité qui a affecté l'Ukraine en janvier 2016. Après les attaques contre une centrifugeuse iranienne et une aciérie en Allemagne, il s'agirait ainsi du troisième cas du genre.

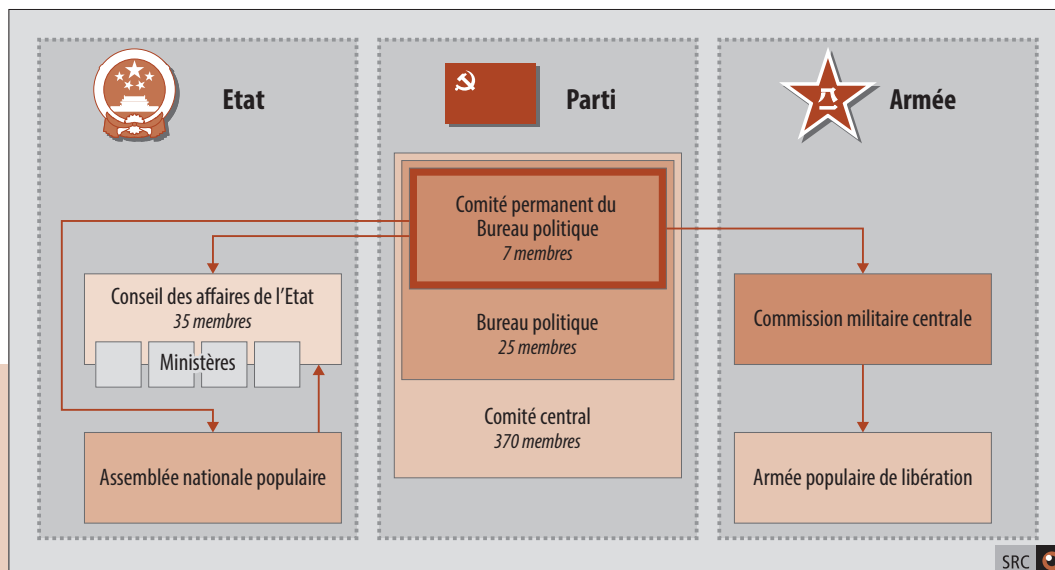
Thème central : la Chine

Au cours des trente dernières années, la Chine a connu une énorme phase de renforcement, en particulier grâce à la politique de réforme et d'ouverture menée tambour battant par Deng Xiaoping. Suite à la relance économique qui en a résulté, la Chine est devenue la deuxième puissance économique au monde. Pékin se sert désormais de cette puissance économique accumulée pour afficher une confiance accrue vis-à-vis de l'extérieur et étendre davantage son influence dans le monde entier. La Chine se considère comme la plus grande puissance d'Asie et cherche à être reconnue comme un acteur égal aux Etats-Unis sur le double plan politique et économique. En raison de l'engagement international croissant de la Chine, les contacts entre la Suisse et la Chine augmentent également, de manière mutuelle.

Une Chine devenue plus forte sous Xi Jinping

Après son entrée en fonction en 2012, le chef de l'Etat chinois et du parti Xi Jinping a consolidé à la vitesse grand V sa position à la tête de l'Etat, du parti et de l'armée. Au début de

son mandat, il proclama le leitmotiv du « rêve chinois du rajeunissement et de la renaissance de la nation », thématissant ainsi le désir historique de la Chine de récupérer sa grandeur nationale, désir lié au vœu de prospérité et de bien-être du peuple. Le parti utilise de tels slogans pour propager sa légitimité et sa crédibilité. En raison de graves scandales de corruption et de luttes de pouvoir internes au parti, son image est atteinte. Il se présente dès lors dans les médias étatiques comme un parti proche du peuple et représentant les masses. Le nouveau style conquérant du gouvernement s'illustre avant tout à travers la campagne anticorruption sans précédent lancée par Xi, à l'aide de laquelle des dizaines de milliers d'opposants politiques et personnes critiques issus des rangs du parti, de l'armée et du gouvernement ont été destitués. En parallèle à la campagne anticorruption, Xi a encouragé l'établissement d'un Etat de droit à vocation socialiste mais aux caractéristiques chinoises. Le pays doit strictement être régi selon le droit et la législation. Il ne vise donc pas une séparation des pouvoirs mais bien plus une restauration de la confiance des citoyens



vis-à-vis des organes judiciaires, qui restent toutefois toujours entièrement subordonnés au contrôle du parti. Xi se sert de ces évolutions pour étendre son pouvoir et son contrôle sur l'ensemble de l'appareil gouvernemental.

L'actuel gouvernement ne se contente pas d'employer des méthodes sévères pour combattre la corruption et les désaccords au sein du parti, mais lutte en même temps aussi contre l'apparition d'une société civile critique vis-à-vis du parti, comme l'ont montré en 2015 une vague d'arrestations de plus de 300 défenseurs chinois des droits de l'homme ou encore l'incarcération de publicistes critiques vis-à-vis de la Chine à Hong-Kong. Le parti promeut une forte idéologisation et isolation de la population vis-à-vis des influences venant de l'étranger. A cette fin, il a massivement renforcé les contrôles et la censure des médias et du web. Dans les écoles et les universités, ainsi l'a exigé le ministre de l'éducation, les valeurs occidentales doivent disparaître des matières enseignées et les valeurs chinoises être renforcées, la pensée marxiste constituant une exception. Le parti craint les groupements capables de s'organiser hors de sa sphère d'influence et de mobiliser les gens. C'est la raison pour laquelle Pékin est tout particulièrement intransigeant avec les minorités ethniques, les groupements spirituels indépendants, les syndicats et les dissidents. Les personnes critiques vis-à-vis du système gouvernemental ne sont pas tolérées, car le but suprême du régime reste le maintien au pouvoir du parti communiste. La préservation de l'intégrité territoriale et le maintien de l'ordre intérieur figurent, qui plus est, parmi les priorités du parti.

La Chine a besoin de réformes économiques profondes

Après trente ans ou presque de croissance record, le modèle économique chinois a besoin de réformes en profondeur. La Chine est certes devenue la deuxième puissance économique mondiale et a réussi à sortir de la pauvreté quelque 500 millions de personnes durant l'essor économique, mais elle n'a pas pu empêcher en parallèle le développement d'épiphénomènes problématiques tels que des surcapacités industrielles, des surinvestissements et le surendettement d'administrations locales. Ces difficultés ont été encore davantage accrues à la suite de la politique monétaire expansive de la Chine après la crise financière de 2008. D'une manière générale, la croissance économique est trop peu portée par la consommation propre et trop par l'économie d'exportation et les investissements infrastructurels. S'ajoute à ce constat le fait que la demande de marchandises chinoises est en recul en raison d'une économie mondiale en perte de vitesse. La Chine se bat ainsi contre un recul de sa croissance économique.

En novembre 2013, le Comité central du Parti communiste chinois a arrêté un ambitieux programme de restructuration de l'économie chinoise. L'objectif de la réorientation est de la transformer en une économie de services novatrice, davantage portée par la consommation intérieure grâce au relèvement du niveau des salaires. Conformément aux plans de réforme, l'influence économique du gouvernement central doit diminuer et les forces liées à l'économie de marché doivent être renforcées. Les réformes sont pour l'heure mises en œuvre de manière timide, car des obstacles bureau-

cratiques et la résistance des entreprises d'Etat freinent le processus. Les interventions gouvernementales visant à stabiliser le cours de la bourse à l'été 2015 et la dévaluation surprise de la monnaie chinoise à l'automne 2015 montrent que le gouvernement se sent encore toujours obligé de s'immiscer sur le marché. La Chine est critiquée pour ses interventions sur le marché, en particulier parce qu'elles ont jusqu'à présent été accompagnées d'une mauvaise communication.

La forte croissance économique de la Chine a toutefois aussi eu des conséquences négatives, telles qu'une pollution environnementale drastique et des différences salariales de plus en plus importantes. Bien que le parti en soit conscient, ces deux aspects ont une dimension sociale explosive. Ils sont dès lors d'une importance particulièrement cruciale, car ils sont liés à des désidérats de la classe moyenne en croissance. Celle-ci est mieux informée et connectée tout en possédant davantage de moyens financiers que les paysans et les travailleurs. Par conséquent, elle peut mieux se coordonner, se mobiliser et mettre le parti au défi.

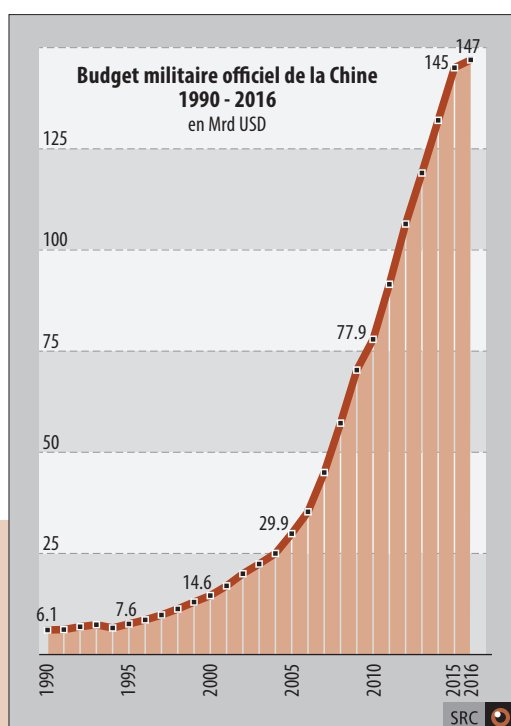
A long terme, la Chine va au-devant d'un problème démographique, puisqu'un nombre décroissant de personnes actives devront subvenir aux besoins d'un nombre croissant de personnes inactives. Ce sont là les conséquences de la politique de l'enfant unique, dont l'assouplissement ne va que marginalement contrecarrer l'évolution démographique de la Chine. Un autre problème réside dans l'écart de prospérité entre les provinces côtières et intérieures ainsi qu'entre les villes et les campagnes. De nombreux défis sont liés à cette évolution, comme la forte

migration intérieure de plus de 250 millions de travailleurs migrants et la discrimination de ces derniers due à l'absence d'autorisations d'établissement. Or, malgré des protestations répétées contre les dégâts environnementaux, les mauvaises conditions de travail, les expropriations de terrains ou les discriminations subies de la part des autorités, il n'y a pas de signes de troubles sociaux majeurs à caractère supra-régional. Dans les provinces frontalières telles que le Tibet, le Xinjiang ou encore la Mongolie intérieure, les problèmes socio-économiques ont un poids particulièrement important, car les minorités ethniques y sont politiquement opprimées et économiquement défavorisées.

La projection de la puissance chinoise vers l'extérieur

Depuis l'entrée en fonction de Xi Jinping, la Chine est plus déterminée et plus active vis-à-vis de l'extérieur. Xi Jinping incarne une Chine plus forte, lui qui, très tôt dans son mandat, a mis de côté la retenue de ses prédécesseurs sur le plan de la politique extérieure. Le gouvernement chinois pratique une politique de visite intensive et sait habilement se mettre en scène lors de sommets multilatéraux. Il tente d'endosser davantage de responsabilités à l'échelle internationale, pour gagner en influence, et intervient de plus en plus de manière décisive sur certains problèmes globaux. Sur le papier, Pékin mène une politique extérieure axée sur le « principe du développement pacifique ». S'agissant des intérêts-clés de la Chine, le gouvernement n'est toutefois ouvert à aucune sorte de concession et n'hésite pas non plus à adopter une position de confrontation. Cette remarque vaut avant tout pour les

exigences territoriales en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale, mais aussi pour la question de Taïwan et le soutien international du gouvernement tibétain en exil. Ces questions augmentent le potentiel de conflit avant tout avec les Etats voisins ainsi que les Etats-Unis et mettent en péril les relations économiques si importantes pour la Chine. C'est pourquoi elle essaie simultanément de stabiliser son environnement de politique extérieure, notamment à sa périphérie. Pour ce faire, la Chine se sert en premier lieu de sa domination économique et de ses importants moyens financiers. Lors de voyages à l'étranger, des accords de plusieurs milliards sont ainsi signés en termes d'investissements à l'étranger. Pour de nombreux Etats dans l'espace de l'ASEAN et sur le continent africain, mais aussi pour la Corée du Sud, la Mongolie et Taïwan, la Chine est dans l'intervalle devenue le principal partenaire commercial. C'est de la sorte que la Chine essaie, à travers sa politique économique expansive et la mise en place de rapports de dépendance économique, d'affaiblir l'influence des Etats-Unis dans la région.



La Chine réalise qui plus est une modernisation étendue de ses forces armées. Depuis des années, les dépenses de la Chine en matière de défense évoluent quasiment au même rythme que la croissance économique globale. Xi Jinping veut une armée forte et apte à intervenir à tout moment, capable de garantir la sûreté intérieure et extérieure du pays. L'armée chinoise passe gentiment du statut d'armée de défense à l'ancrage purement territorial et peu mobile à celui d'une force armée dynamique capable de déployer un effet militaire à une certaine distance également. Ce processus va se poursuivre sur les trente prochaines années. Pour l'heure, malgré la modernisation massive de l'armée et une amélioration visible de ses capacités, la disposition à l'engagement des forces armées chinoises reste toutefois limitée.

Bien que l'armée chinoise possède encore d'importantes lacunes en termes de capacités et qu'elle se trouve au beau milieu d'un processus de transformation, elle est considérée comme un instrument toujours plus efficace de la politique de puissance de la Chine. Aujourd'hui déjà, elle engage des moyens militaires pour marquer ses intérêts régionaux. Bien que la politique extérieure chinoise se caractérise par la volonté de ne pas se mêler des affaires intérieures d'autres Etats, on a quand même pu observer ces dernières années un engagement accru de formations militaires à distance des propres côtes. Dans un tel contexte, ce sont surtout la marine et les forces aériennes qui gagnent en importance par rapport aux forces terrestres, qui dominaient jusqu'à présent. La Chine peut ainsi faire la démonstration de ses systèmes militaires nouvellement mis en service sur la scène mondiale.

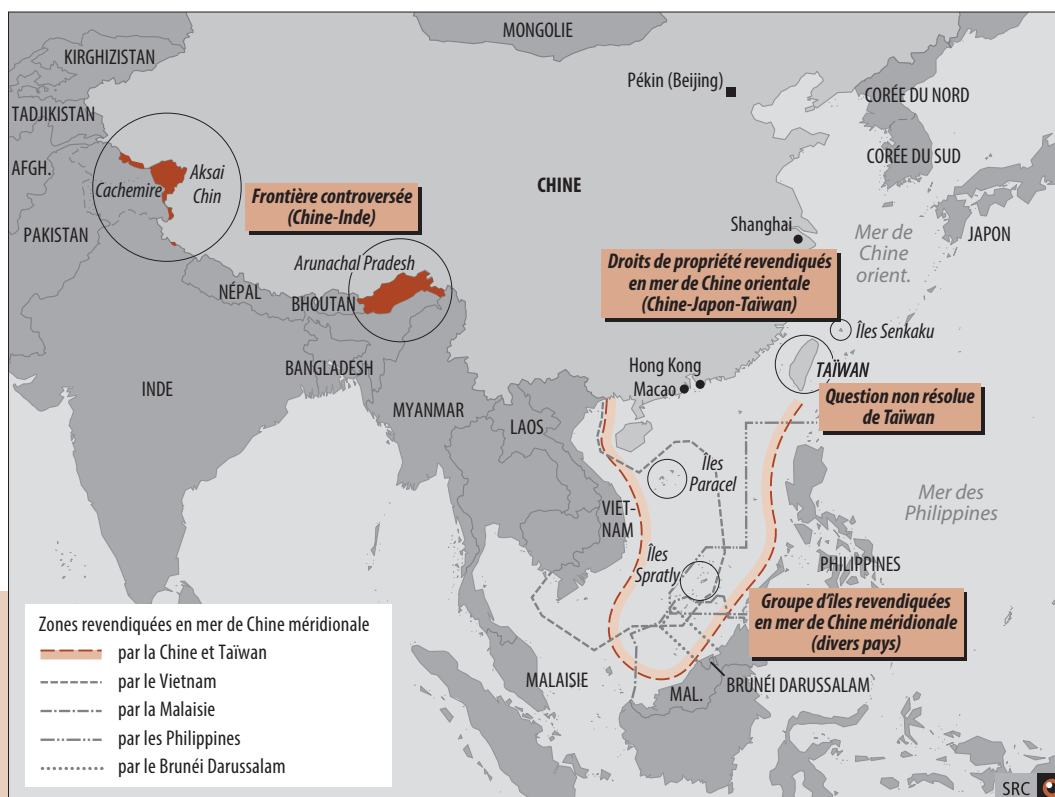
La Chine est consciente que sa promotion au rang de grande puissance va mener à des conflits d'intérêts avec des puissances établies. Pourtant, elle considère comme légitime son exigence de jouer un rôle de leader en Asie. A long terme, l'objectif est d'établir une zone de sécurité autour de la Chine et d'étendre la propre zone de puissance aux Etats voisins. C'est de cette manière qu'elle aura le plus de chances d'imposer ses intérêts-clefs. En sa qualité de grande puissance émergente, la Chine va s'immiscer de manière déterminée et confiante dans les secteurs de la politique extérieure qui touchent à ses propres intérêts. En revanche, elle va éviter les conflits qui ne touchent que marginalement aux intérêts du pays.

Le nouveau rôle de leader de la Chine en Asie

Durant plusieurs siècles, l'Empire du Milieu se trouvait au centre d'un système régional de tributs. Les pays ainsi que les peuples environnants et éloignés payaient régulièrement un

tribut à l'empereur chinois sous la forme de cadeaux et d'hommages. En contrepartie, ils obtenaient des biens économiques et en partie aussi des promesses de protection. En a résulté un système d'ordre régional stable. Le système de tribut et l'idéologie sinocentriste qui y est liée ont brutalement pris fin lors de l'invasion des puissances occidentales et du Japon durant la seconde moitié du 19^e siècle. L'historiographie chinoise considère cette période allant jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale comme le siècle de la honte nationale.

Le siècle de la honte nationale a profondément marqué la conscience collective et l'identité nationale de la Chine. En raison de cette mémoire historique, il est naturel, d'un point de vue chinois, que la Chine retrouve à l'avenir sa place centrale au sein de l'Asie. Cette pensée se reflète également dans le leitmotiv du rêve chinois propagé par Xi Jinping. Le parti communiste s'en sert habilement pour rallier la population à sa cause et se met en scène comme l'unique acteur



capable de rendre à la nation chinoise sa grandeur passée.

L'ascension de la Chine est globalement acceptée par la communauté internationale, pour autant qu'elle intervienne dans le cadre des normes et des règles internationales existantes. En raison de la globalisation croissante, il s'avère toutefois que la Chine, sur de nombreux points, défend d'autres normes et valeurs que l'Occident. L'ascension de la Chine est ainsi aussi ressentie comme une menace. Dans un document secret du parti, qui a été publié en 2013 par une revue étrangère de langue chinoise, le parti mettait en garde contre les « dangers » que la Chine devait réprimer. En faisaient notamment partie la liberté de la presse, les droits de l'homme universels, la démocratie multipartite, l'Etat de droit et le constitutionnalisme. Ce document illustre bien à quel point l'Occident et la Chine divergent sur un plan idéologique. A l'avenir, ces différences vont s'accroître, puisque la Chine affiche de plus en plus sa volonté d'user de son pouvoir fraîchement acquis pour créer de nouvelles normes internationales aptes à modifier l'actuel ordre politique et économique mondial. Pour ce faire, la Chine fonde de nouvelles institutions et de nouveaux fonds, tout en initiant des projets économiques étendus.

A travers l'initiative dite de la nouvelle Route de la Soie, la Chine planifie de devenir la plaque tournante et la clef de voûte d'une chaîne régionale de valeur ajoutée devant s'étendre de Chine vers l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud-Est et l'Asie centrale ainsi que vers l'Europe et l'Afrique, à travers terres et mers. L'initiative constitue la pièce maîtresse de l'actuelle politique extérieure de la Chine et vise, selon la lecture officielle des

événements, à renforcer les échanges et la collaboration dans la région. Dans les faits, les investissements massifs qui sont consentis permettent de créer une nouvelle architecture économique régionale, qui va mettre les Etats environnants dans un rapport de dépendance accru vis-à-vis de la Chine. Bien que le projet doive englober plus de 50 Etats, il repose sur des accords bilatéraux et non multilatéraux. A l'instar du système de tribut, l'initiative est construite de manière hiérarchique : la Chine se trouve au centre et pilote le flux des biens commerciaux vers les pays rattachés. A travers ce réseau, la Chine veut à nouveau s'établir comme une puissance forte en Asie, qui veille à la stabilité dans la région grâce à l'établissement de dépendances économiques.

La création de l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) en guise de complément au système de Bretton-Woods existant est aussi un signe d'une Chine à nouveau devenue plus forte. La banque multilatérale AIIB se concentre en priorité sur le besoin en investissements encore non couvert pour les infrastructures en Asie. En sa qualité d'initiatrice de cet institut bancaire, la Chine met à la disposition de l'AIIB les moyens financiers les plus importants et, conformément au règlement, bénéficie momentanément d'une minorité de blocage pour les décisions importantes. La Chine va à l'avenir également se servir de la banque pour contrecarrer les tensions régionales issues de sa montée en puissance à l'aide d'une diplomatie économique.

Le gouvernement chinois veut également légitimer son propre principe de souveraineté nationale sur le web et l'introduire comme norme universelle. Ce faisant, il défend la position selon laquelle les autorités nationales sont autorisées

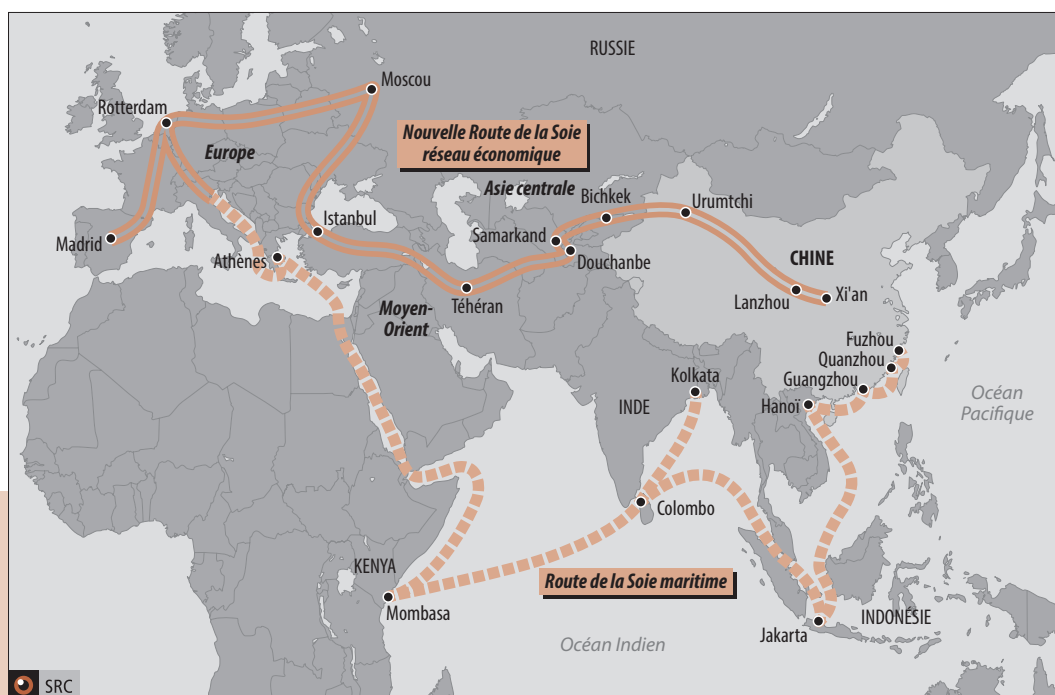
à réguler, contrôler et censurer tous les contenus en ligne qui sont consommés à l'intérieur des frontières du pays. Cette approche est en forte contradiction avec la compréhension occidentale.

La capacité à imposer les intérêts internationaux de la Chine, que ce soit dans le cadre de l'initiative dite de la nouvelle Route de la Soie ou de l'AIIB, est un symbole en Chine pour le dépassement du siècle de la honte nationale. La puissance nationale regagnée s'exprime également clairement dans l'approche déterminée de la Chine dans les différends territoriaux en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale. Du point de vue de la Chine, le contrôle sur ces territoires lui revient de droit, en raison de son rôle historique dans la région.

La République populaire de Chine et la Suisse

La Suisse entretient des relations intensives et variées avec la Chine. Suite à la politique de réforme et d'ouverture initiée par Deng Xiaoping à la fin des années 1970, les relations bilatérales entre les deux pays se sont fortement renforcées à tous les niveaux.

L'influence croissante de la Chine présente des chances et des risques pour la Suisse. De multiples chances par exemple pour la coopération bilatérale et multilatérale sur les plans politique et économique. Il existe ainsi des plateformes bilatérales de dialogue institutionnalisées dans de nombreux domaines. La Suisse est par exemple membre fondatrice de l'AIIB. D'un point de vue économique, la Chine est le principal partenaire commercial de la Suisse en Asie et, après l'UE et les États-Unis, le troisième plus important au monde. La Suisse profite de l'importation de marchandises chinoises produites à moindres frais. Les partenaires commerciaux chinois s'intéressent quant à eux aux produits de l'industrie suisse des machines, de l'électricité, du métal et de la pharmaceutique. Les fabricants suisses de montres et de bijoux profitent pour leur part de la prospérité croissante au sein de l'Empire du Milieu ainsi que de l'affinité marquée de nombreux nouveaux riches chinois pour le luxe. Grâce à l'accord bilatéral de libre-échange entré en vigueur en 2014, des conditions favorables sont applicables aux entreprises suisses, puisque de nombreuses taxes de douane sont progressi-



vement abaissées. Enfin, pour la branche suisse du tourisme, l'augmentation éclair de la nouvelle classe moyenne en Chine a été particulièrement payante : depuis 2014, elle enregistre en effet chaque année plus d'un million de nuitées de Chinois en Suisse.

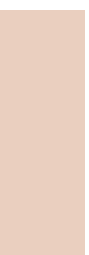
Quant aux risques, ils résultent principalement d'une dépendance de plus en plus marquée vis-à-vis de la croissance économique de la Chine. Un ralentissement important de l'économie ou de fortes variations de la monnaie en Chine auraient un impact négatif sur la Suisse. La pression économique ou politique exercée par la Chine sur les Etats de l'UE pourrait indirectement avoir des conséquences pour la Suisse. De plus, les branches industrielles suisses sont exposées à un risque d'éviction en raison de la concurrence chinoise. Les entreprises et les investisseurs chinois affichent un intérêt particulier pour le vaste secteur industriel et financier ainsi que pour les entreprises novatrices en Suisse. Il faut savoir en effet que la Suisse a une place dominante dans des secteurs où la Chine a un besoin de rattrapage. En reprenant des entreprises suisses et de plus en plus également des hôtels suisses, la Chine essaie d'exploiter le savoir désiré et d'acquérir des marques suisses avec leur bonne réputation.

La collaboration avec la Chine ne repose toutefois pas sur le principe de la réciprocité. Pékin n'offre pas à ses partenaires commerciaux étrangers le même accès au marché chinois des ventes et des investissements, comme il est par exemple garanti aux entreprises chinoises à l'étranger. De nombreuses branches économiques et financières sont ainsi exclues par la politique industrielle protectionniste de l'Etat. L'Etat de

droit déficitaire, les carences au niveau de l'application du droit en Chine et les interventions directes du gouvernement sur les marchés font qu'il est difficile d'évaluer les risques pour les entreprises étrangères actives en Chine.

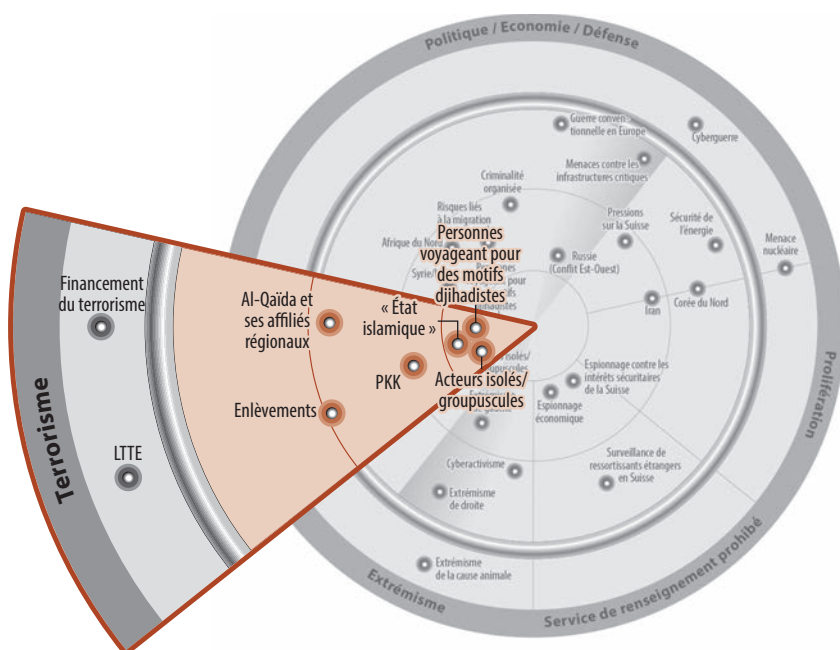
La Chine exerce en Suisse une influence non seulement économique mais aussi idéologique. Selon les directives du gouvernement, plus de mille instituts Confucius doivent par exemple être ouverts à travers le monde d'ici à 2020. Deux instituts ont d'ores et déjà été inaugurés à Genève et Bâle. La Chine élargit de plus aussi ses capacités dans le domaine des médias nationaux : depuis 2011, la télévision centrale chinoise (CCTV) a ainsi ouvert 70 bureaux dans le monde entier, dont un à Genève. L'attitude décidée et autoritaire de la Chine, la Suisse la ressent avant tout en lien avec la communauté tibétaine en exil en Suisse. Les réceptions officielles du dalaï-lama ne sont plus du tout tolérées par la Chine et sont sanctionnées rétroactivement à l'aide de diverses mesures. Celles-ci vont d'un refroidissement temporaire des relations diplomatiques à l'annulation de visites d'Etat. Elles peuvent aussi s'exprimer par une réduction provisoire des exportations depuis le pays en question vers la Chine. Cela montre qu'il continue d'y avoir des divergences d'opinion fondamentales entre l'Occident et la Chine pour ce qui touche aux droits de l'homme, aux libertés individuelles et à l'Etat de droit. En raison de la politique économique de puissance de la Chine, la détermination de la communauté internationale à exiger de la Chine également le respect des valeurs universelles a toutefois tendance à diminuer. ■

A gauche :
représentation simplifiée de l'initiative de la Chine
dite nouvelle Route de la Soie



L'extrémisme violent et le terrorisme pour motifs religieux et ethno-nationalistes

Le terrorisme pour motifs djihadistes constitue toujours une menace importante dans les zones de conflits djihadistes, mais aussi dans les Etats occidentaux, musulmans et dans d'autres pays. Des personnes radicalisées et prêtes à faire usage de violence pourraient, en Suisse aussi, passer à l'acte ou utiliser notre pays pour préparer des attentats visant d'autres Etats. Dans l'ensemble, la menace qui émane du terrorisme djihadiste s'est à nouveau accrue en Europe. Ce constat vaut aussi pour la Suisse, qui fait partie de la zone occidentale européenne visée par cette menace. Il ne faut pas pour autant oublier le terrorisme et l'extrémisme violent se fondant sur des motivations ethno-nationalistes. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), notamment, dispose en Europe occidentale d'un potentiel de violence qu'il peut à tout moment activer. Indépendamment de la situation en Turquie et dans les territoires peuplés par les Kurdes, il faut s'attendre à des manifestations et actions de protestation régulières et coordonnées dans toute l'Europe. De telles actions, pour le moins en Suisse, ne devraient pas engendrer de violence. Certains incidents en marge des manifestations pourraient cependant rapidement entraîner des actes violents, en particulier si des groupes turcs et kurdes devaient se rencontrer.



LA SITUATION

Le noyau dur d’Al-Qaïda perd son rôle de leader

La menace qui émane du terrorisme djihadiste international s’est en particulier accrue à l’égard des Etats occidentaux. L’intensité de la lutte de pouvoir que se livrent pour le rôle de leader de la mouvance djihadiste l’« Etat islamique » et le noyau dur d’Al-Qaïda a atteint un nouveau palier. Le noyau dur d’Al-Qaïda récuse notamment la légitimité du califat proclamé en juin 2014 par l’« Etat islamique ».

Au milieu du mois d’août 2015, après une année de silence, le chef du noyau dur d’Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, a ramené son organisation sur le devant de la scène avec la diffusion d’un message audio. Dans ce message, il prête allégeance au mollah Akhtar Mansour, le nouveau chef des talibans afghans. En septembre 2015, dans un nouveau message audio, al-Zawahiri a catégoriquement refusé la légitimité du califat proclamé par l’« Etat islamique » en juin 2014. Tous les affiliés d’Al-Qaïda – Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), Al-Shabaab en Somalie, Jabhat al-Nosra en Syrie et Al-Qaï-

da dans le sous-continent indien – ont confirmé leurs serments d’allégeance au noyau dur d’Al-Qaïda.

L’« Etat islamique » a depuis 2013 répété à de multiples occasions sa prétention au leadership de la mouvance djihadiste. Après la proclamation du califat en 2014, divers groupes djihadistes dans le monde ont annoncé leur soutien à l’« Etat islamique » ou lui ont fait allégeance. Dans la foulée, l’organisation a déclaré accepter l’adhésion de plusieurs de ces groupes et leur a donné le statut de « provinces » de l’« Etat islamique ». Celui-ci a depuis repris au noyau dur d’Al-Qaïda le rôle de leader de la mouvance djihadiste internationale.

Des différences malgré de nombreux points communs

Le noyau dur d’Al-Qaïda et l’« Etat islamique » partagent l’idéologie djihadiste internationale fortement marquée par Al-Qaïda et Oussama Ben-Laden. De nombreuses différences existent cependant entre ces deux organisations. Le noyau dur d’Al-Qaïda, par exemple, ne dispose plus aujourd’hui que d’une petite

	 Noyau dur d’Al-Qaïda	 « Etat islamique »
Idéologie	djihadiste internationale	djihadiste internationale
Agenda/manière d’agir	point central : lutte contre un ennemi lointain	point central : lutte contre un ennemi proche
Califat	but éloigné	instauration du califat en cours
Territoire	pas de contrôle d’un territoire	contrôle d’un territoire
Moyens financiers	difficultés financières	recettes : env. 2 milliards de dollars par an
Qualité de la propagande	développement médiatique et modernisation ratés / peu de présence dans les médias sociaux	professionnalisme technique et linguistique, diffusion rapide et importante dans les médias sociaux
Nombre de combattants occidentaux	quelques-uns seulement	env. 3000

équipe de dirigeants et seul un très petit nombre de ressortissants occidentaux restent prêts à combattre à ses côtés. En Occident, le groupe Al-Qaïda a très largement perdu de son potentiel de mobilisation. Les moyens financiers de l'organisation se sont considérablement réduits et le noyau dur d'Al-Qaïda ne peut déployer d'activités militaires qu'en collaboration avec des acteurs locaux. Ce groupe est peu présent dans les médias sociaux et ses activités de propagande sont très sporadiques et peu structurées.

A l'encontre du noyau dur d'Al-Qaïda, l'équipe des dirigeants de l'« Etat islamique » est présente et intacte. Plusieurs milliers de personnes provenant de l'Occident sont prêtes à soutenir activement cette organisation dans son combat. L'utopie de la réalisation d'un califat, mais aussi les comptes-rendus d'actes héroïques, rendent ce groupe attrayant pour de potentiels combattants. Grâce à des moyens financiers conséquents, provenant entre autres de l'exploitation des territoires occupés, mais aussi du pillage de banques et d'un trafic de pétrole extrait de puits dont le groupe s'est emparé, l'« Etat islamique » est bien équipé en armes et dispose de moyens militaires importants.

La volonté, la capacité et les moyens pour commettre des attentats

Au cours des derniers mois, il a clairement et à plusieurs reprises été démontré que l'« Etat islamique », les groupes djihadistes et les individus isolés qui lui sont liés ainsi que les terroristes liés à Al-Qaïda ont non seulement la volonté mais également les capacités et moyens nécessaires pour perpétrer des attentats dans le monde entier.

- Le 22 mars 2016, à Bruxelles (Belgique), des djihadistes ont attaqué l'aéroport et une station de métro. Les attentats ont fait plus de 30 morts et de 300 blessés. Le même jour, l'« Etat islamique » a revendiqué ces attaques.
- Le 15 janvier 2016, à Ouagadougou (Burkina Faso), des djihadistes ont attaqué le restaurant « Cappuccino » et l'hôtel « Splendid ». L'attentat a coûté la vie à 30 personnes, dont deux Suisses. AQMI a revendiqué cet attentat, mais c'est le groupe al-Mourabitoune qui l'a exécuté.
- Le 12 janvier 2016, 11 personnes ont été tuées et 14 personnes blessées lors d'un attentat à Istanbul (Turquie). Dix touristes allemands se trouvaient parmi les victimes décédées. Le mode opératoire de cet acte laisse présumer que ses auteurs sont en lien avec l'« Etat islamique » mais à ce jour, l'attentat n'a pas été revendiqué.
- Le 13 novembre 2015, à Paris (France), 137 personnes ont été tuées et plus de 350 personnes blessées lors de plusieurs attentats coordonnés. Trois kamikazes se sont fait exploser devant le « Stade de France » au nord de la ville. Dans la salle de concert du « Bataclan », trois hommes armés et munis de ceintures explosives ont tué des dizaines de personnes ; ils ont été tués lors de l'assaut du bâtiment par la police. Par ailleurs, plusieurs auteurs ont quasi simultanément tiré sur les clients de bars et de restaurants situés dans trois lieux différents et, dans un des restaurants, l'auteur-kamikaze a action-

A gauche :
comparaison entre le noyau dur d'Al-Qaïda et l'« Etat islamique »

L'« Etat islamique » : un phénomène complexe

L'« Etat islamique » est plus qu'une organisation terroriste internationale agissant pour des motifs djihadistes. Le SRC considère que l'« Etat islamique » est un phénomène qui comporte de multiples facettes qui se manifestent de manière diverse.

La conduite stratégique de l'« Etat islamique » est assurée par une équipe de combattants du djihad expérimentés originaires d'Irak et de Syrie, mais aussi de personnes en provenance d'autres pays. L'« Etat islamique » est une organisation hautement diversifiée, qui intègre avec efficacité les diverses compétences et capacités de djihadistes aguerris au combat, d'anciens militaires ainsi que de personnes provenant d'Europe et du monde islamique venus soutenir cette organisation.

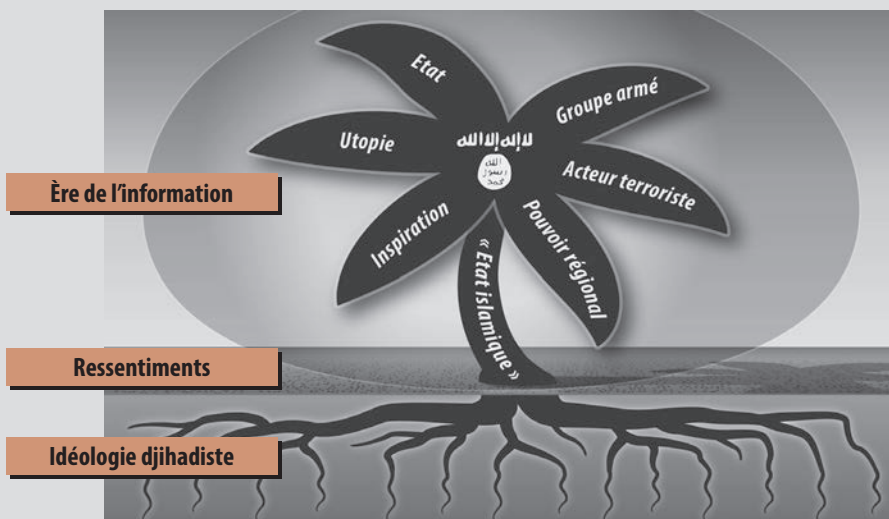
L'« Etat islamique » diffuse de manière ciblée de la propagande de qualité professionnelle en utilisant les moyens multimédias. L'organisation est très présente sur les réseaux sociaux et sa propagande constitue une source d'inspiration très importante en dépit des contre-mesures.

Malgré quelques revers militaires essuyés au cours des derniers mois, l'organisation contrôle toujours un territoire qui englobe à peu près la moitié de la Syrie orientale et un tiers de l'Irak occidental. L'« Etat islamique » exerce également son contrôle sur plusieurs villes importantes, entre autres sur Mossoul, la deuxième ville d'Irak. Cette situation renforce l'image que ce groupe se fait de lui-même puisqu'il se considère comme un Etat au sens propre du terme. Son but ultime

est l'instauration d'un califat en tant que seul Etat mondial pour tous les musulmans, Etat où le droit islamique strictement appliqué est l'unique loi et dans lequel le calife réunit en sa personne le pouvoir séculier et religieux.

En plus d'individus prêts à commettre des attentats au nom de l'« Etat islamique » un peu partout dans le monde, de nombreux groupes djihadistes ont également fait serment d'allégeance à cette organisation. Bon nombre d'entre eux ont officiellement été reconnus par l'« Etat islamique » à titre d'affiliés. En Libye, en Algérie, au Yémen, en Arabie saoudite, en Afghanistan et au Pakistan, en Egypte, au Nigéria et dans le nord du Caucase, l'« Etat islamique » dispose de ce qu'il nomme des « provinces » (wilaya, pluriel wilayat), terme qui incite à croire que l'« Etat islamique » connaît un essor mondial et augmente ainsi l'attrait qu'exerce cette organisation sur de potentiels sympathisants et combattants. Même si l'« Etat islamique » ne contrôle pas ces provinces en entretenant d'étroites relations avec ses affiliés sur place, l'organisation, avec l'influence qu'elle exerce sur eux, est devenue un acteur régional important dans le monde islamique.

L'utilisation de la violence est admise par l'« Etat islamique » comme un moyen légitime pour ériger le califat. En plus de ses ennemis déclarés, les Etats-Unis, Israël et l'Occident en général, ce groupe considère aussi comme adversaires la Russie ainsi que tous les incroyants qui, de son point de vue, ne partagent ou n'adhèrent pas à son approche et à sa stricte mise en pratique des préceptes et des lois de l'islam.



né sa ceinture explosive. Ces attentats ont été revendiqués par l'« Etat islamique ».

- Le 12 novembre 2015, deux attentats-suicides commis dans un quartier périphérique de Beyrouth (Liban) ont coûté la vie à 44 personnes et en ont blessé plus de 200. L'« Etat islamique » a diffusé via les réseaux sociaux l'information qu'il était à l'origine de ces attentats.
- Il est probable que le crash dans le Sinaï de l'avion de ligne russe qui avait décollé de la localité de Charm el-Cheikh (Egypte), le 31 octobre 2015, soit dû à la détonation d'un engin explosif introduit à bord de l'appareil. Ce crash a entraîné la mort des 224 passagers et membres de l'équipage. L'« Etat islamique » a très rapidement revendiqué cet acte, puis réitéré cette affirmation à plusieurs reprises. Il a, entre autres, publié dans sa revue « Dabiq » une photo de l'engin explosif qui aurait été utilisé.
- Le 10 octobre 2015, à Ankara (Turquie), deux attentats-suicides ont été commis pendant une manifestation pour la paix. Ils ont coûté la vie à 102 personnes et en ont blessé plus de 500. Un des deux auteurs était le frère de l'homme qui, en juillet 2015, avait commis l'attentat à Suruc (Turquie). En raison du mode opératoire, il est supposé que les auteurs seraient en lien avec l'« Etat islamique » ; ce dernier n'a toutefois pas revendiqué ces attentats.
- Le 21 août 2015, un individu isolé s'est rendu coupable, probablement pour des motifs djihadistes, de l'attentat manqué dans un train à grande vitesse reliant Amsterdam à Paris. Il est monté dans ce train à Bruxelles (Belgique), puis a ouvert le feu sur les passagers. Il a pu être maîtrisé par des passagers après avoir blessé plusieurs personnes.
- Le 20 juillet 2015, lors d'un attentat-suicide perpétré dans la ville de Suruc (Turquie), 34 personnes ont été tuées et plus de 70 blessées, dont certaines grièvement. A ce jour, cet attentat n'a pas été revendiqué, mais un lien de l'auteur avec l'« Etat islamique » est probable. Cette organisation a en effet proféré à plusieurs reprises la menace d'étendre son combat à la Turquie.
- Le 26 juin 2015, dans la localité de Port El-Kantaoui près de Sousse (Tunisie), un homme a tiré sur des touristes qui se trouvaient sur une plage et a lancé plusieurs grenades dans un établissement hôtelier. Cet attentat a coûté la vie à 38 personnes, dont de nombreux citoyens du Royaume-Uni. Le

Photo publiée dans la revue « Dabiq » de l'« Etat islamique » en novembre 2015. Elle montre l'engin explosif qui aurait provoqué le crash de l'avion de ligne dans le Sinaï en octobre 2015



même jour, un kamikaze a fait exploser un engin pendant la prière du vendredi dans une mosquée chiite de la ville de Koweït (Koweït), tuant 26 personnes et en blessant plus de 200. Le lendemain, l'« Etat islamique » a diffusé via le réseau Twitter un message revendiquant cet attentat.

- Le 18 mars 2015, à Tunis (Tunisie), deux hommes armés ont attaqué des touristes qui visitaient le Musée du Bardo. Plusieurs personnes ont été prises en otage à l'intérieur du bâtiment. L'attentat a coûté la vie à 19 touristes étrangers et deux Tunisiens, 40 personnes ont en partie grièvement été blessées. Les deux auteurs tunisiens de cet acte ont été tués lors de l'assaut du musée par les forces de sécurité tunisiennes. Le lendemain, l'« Etat islamique » a revendiqué cet attentat dans un message audio.
- Le 7 janvier 2015, deux frères de nationalité française et d'origine algérienne ont attaqué à Paris (France) la rédaction du journal satirique « Charlie Hebdo » et tué 12 per-

sonnes. Durant leur fuite, ils ont en outre tué une policière. Ces deux auteurs ont été tués le 9 janvier 2015 par la gendarmerie ; un des frères avait auparavant déclaré entretenir des liens avec AQPA. Celui-ci a certes revendiqué l'attentat, mais l'importance effective de son implication dans cet acte n'a pas encore pu être déterminée. La veille, un Français d'origine malienne a tué une policière à Montrouge (France) et le 9 janvier 2015, il a pris en otage des personnes qui se trouvaient dans un marché hypercasher à Paris. Il a tué quatre otages et à lui-même été tué lors de l'assaut du supermarché par les forces de l'ordre. Dans un message vidéo, l'auteur a déclaré avoir fait serment d'allégeance à l'« Etat islamique ». En 2016, le jour de la date anniversaire de l'attentat contre « Charlie Hebdo », les forces de sécurité à Paris ont tué un homme armé qui s'était présenté devant un poste de police muni d'une ceinture explosive factice.



Photo publiée sur Twitter par un voyageur du djihad suisse : ceinture explosive et passeport suisse

Voyages dans des zones de conflits djihadistes

Des personnes continuent à se rendre depuis la Suisse dans des zones de conflits djihadistes, notamment dans les territoires sous contrôle de l'« Etat islamique ». L'itinéraire de leur voyage passe par des pays tels que la Turquie et est de ce fait difficile à détecter. La propagande d'organisations terroristes ne motive pas seulement des personnes à se rendre dans des zones de conflit pour participer aux combats. Sur place, ces voyageurs motivés par le djihad reçoivent une formation pour commettre des attentats, acquièrent de l'expérience au combat, gagnent en crédibilité en tant que modèles à suivre et s'interconnectent avec d'autres personnes. De plus en plus de femmes et de mineurs se rendent, pour des motifs djihadistes, dans des zones de conflit ou, par conviction religieuse, dans les territoires contrôlés par l'« Etat islamique ». La collecte de données de l'« Etat islamique » (« liste de l'Etat islamique ») rendue publique en mars 2016 n'a guère apporté de nouveaux éléments au SRC.

Après leur retour, ces voyageurs du djihad peuvent représenter une menace concrète pour la sécurité intérieure de leur pays d'origine ou les pays d'où ils ont entrepris leur voyage. Des personnes qui reviennent de zones de conflits djihadistes peuvent aussi planifier et exécuter des attentats dans des pays avec lesquels elles n'ont aucun lien. Compte tenu de la libre circulation des personnes dans l'espace Schengen, le passage de la frontière entre les Etats européens est aisé et le risque d'être découvert est relativement faible. Les voyageurs motivés par le djihad constituent également une menace pour

leur pays d'origine pendant leur séjour dans une zone de conflit : ils peuvent agir sur la radicalisation de personnes restées au pays en se servant des médias électroniques ou d'autres canaux, en diffusant par exemple des récits d'événements ou en lançant des appels directs à la violence contre leur propre pays.

Une menace émane également de personnes radicalisées qui séjournent dans des Etats occidentaux et qui ne veulent ou ne peuvent pas se rendre dans des zones de combat. Ces personnes peuvent soutenir de potentiels auteurs à préparer un attentat, leur fournir assistance après un attentat ou encore organiser elles-mêmes des actes de violence ou terroristes après avoir été suffisamment endoctrinées par la propagande djihadiste. Dans de tels cas, le djihadisme peut aussi être utilisé comme prétexte idéologique pour justifier des actes commis pour d'autres motifs.

Le territoire suisse en tant que lieu de préparation d'actes terroristes

Des personnes radicalisées et prêtes à faire usage de violence peuvent, en Suisse aussi, passer à l'acte ou utiliser le territoire suisse pour préparer des attentats motivés par le djihad dans d'autres pays. En octobre 2015, le Ministère public de la Confédération a déposé auprès du Tribunal pénal fédéral une plainte contre quatre citoyens irakiens pour participation et soutien à une organisation criminelle. Il est notamment reproché aux accusés d'avoir préparé un attentat terroriste en Europe. Trois de ces quatre hommes ont été arrêtés en Suisse orientale au printemps 2014 et se trouvent depuis en détention. Au mois de mars 2016, le Tribunal

pénal fédéral a condamné en première instance trois de ces Irakiens.

Communication électronique

L'« Etat islamique » met très largement à profit les médias sociaux et d'autres moyens électroniques de communication pour diffuser de manière ciblée une propagande de qualité professionnelle. Il parvient ainsi à atteindre très rapidement un large public. Des internautes en Suisse peuvent aussi être radicalisés par ce biais.

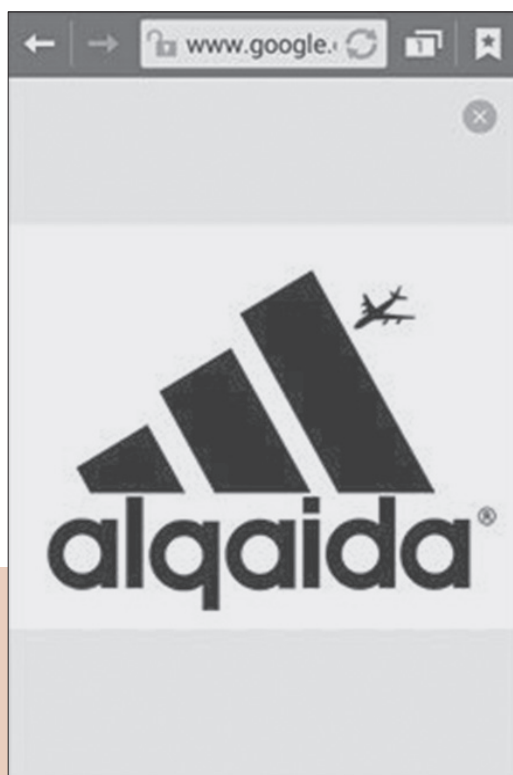
Les groupes djihadistes et des individus isolés continuent à utiliser intensément les canaux électroniques pour communiquer, recruter de nouveaux membres, trouver des personnes qui partagent les mêmes idées, diffuser de la propagande ou collecter des fonds. Par ailleurs, des activités offensives sont également effectuées dans l'espace virtuel. Des sites Internet sont par exemple modifiés ou défigurés (website defacement) ou des comptes de réseaux sociaux piratés et utilisés de manière abusive (social media hijacking). Des activités qui requièrent un sa-

voir technique plus poussé telles que le cyberespionnage ou le cybersabotage n'ont par contre quasiment jamais été constatées jusqu'à présent. Les attaques de l'espace virtuel visent certes en priorité des cibles occidentales, mais le choix des sites Internet touchés semble en grande partie dû au hasard et concerner des pages qui présentent des lacunes de sécurité ou des comptes mal protégés d'internautes.

En octobre 2015, en relation avec des activités de propagande sur Internet, le Ministère public de la Confédération a clos par une ordonnance pénale une procédure contre un Irakien pour soutien à une organisation criminelle, représentation de la violence, instructions pour la fabrication d'explosifs et incitation publique au crime et à la violence. L'homme avait pendant plusieurs années pris part à des discussions dans divers forums sur Internet consacrés à la propagande du djihadisme et au soutien de groupes terroristes.

Les « provinces » de l'« Etat islamique » et les affiliés d'Al-Qaïda

Dans certains pays d'Afrique sévissent des groupes terroristes djihadistes, dont des affiliés du noyau dur d'Al-Qaïda ou des « provinces » de l'« Etat islamique ». Des groupes tels que la « Province du Sinaï » de l'« Etat islamique » en Egypte, AQMI en Algérie et au Mali, al-Mourabitoun au Mali, Boko Haram au Nigéria ou Al-Shabaab en Somalie utilisent des territoires difficiles à contrôler ou des frontières poreuses pour effectuer des opérations, se soustraire à la pression des forces de sécurité, s'approvisionner en armes et en matériel, créer et développer des réseaux de soutien et recruter des com-



Propagande diffusée en novembre 2015 par des internautes en Suisse en réaction aux attentats de Paris

battants. Sont également actifs dans ces zones des groupes djihadistes qui ne sont affiliés ni à l'« Etat islamique » ni au noyau dur d'Al-Qaïda ou dont le serment d'allégeance n'a jamais été officiellement confirmé. C'est en Libye en particulier que des groupes djihadistes profitent du vide de pouvoir qui règne dans ce pays depuis août 2011. Cette situation a eu des conséquences sur la sécurité et la stabilité dans toute la région du Sahel et du Maghreb. Les groupes ou cellules djihadistes implantés dans cette région se différencient quant à leurs objectifs, leurs modes opératoires, leurs alliances, leurs motivations et leur composition nationale et ethnique. Bien qu'ils poursuivent des buts différents, leurs prétentions locales peuvent aussi coexister avec un agenda djihadiste international, qui considère l'Occident comme son premier ennemi.

Des ressortissants nord-africains rejoignent également des groupes djihadistes en Syrie, en Irak ou en Libye. Leurs pays d'origine se trouvent aussi de plus en plus confrontés à la menace qui émane de personnes qui reviennent des zones de combat du djihad. En outre, influencés par la propagande djihadiste interna-

tionale, un nombre croissant d'auteurs isolés ou de petites cellules réalisent de leur propre initiative des activités pour motifs djihadistes dans des pays d'Afrique du Nord.

Malgré la conclusion d'un accord de paix au Mali, la situation sécuritaire dans l'ouest du Sahel reste instable. Un risque élevé d'attentats existe toujours dans ce pays, notamment contre des représentants de l'Etat malien, la mission internationale de l'ONU, les forces spéciales françaises stationnées dans le pays et contre d'autres cibles occidentales. Un attentat commis par un homme armé contre un restaurant dans la capitale Bamako, le 7 mars 2015, a coûté la vie à cinq personnes et fait de nombreux blessés. Parmi les blessés se trouvaient deux membres de l'armée suisse engagés au Mali à titre de spécialistes en munitions. Le 15 janvier 2016, deux citoyens suisses ont été tués lors d'un attentat perpétré par AQMI à Ouagadougou (Burkina Faso). Cet attentat montre que les groupes terroristes anciennement actifs au nord du Mali s'emploient à étendre leur zone d'opération et à attirer l'attention par le biais d'attentats spectaculaires. En janvier 2016, également au Mali, une citoyenne suisse a une nouvelle



Photo publiée par un internaute suisse sur son profil dans les médias sociaux

fois été enlevée ; malgré de nombreuses mises en garde, cette personne continuait à vivre dans cette région.

Une situation instable règne aussi dans plusieurs Etats d'Afrique centrale, par exemple au Soudan et au Soudan du Sud ainsi qu'en République centrafricaine. Bien que les parties en conflit au Soudan du Sud aient conclu un accord de paix, les trêves convenues sont régulièrement violées.

La guerre civile continue à sévir dans la corne de l'Afrique, en particulier en Somalie. Il existe au sein de l'organisation Al-Shabaab, qui a fait allégeance au noyau dur d'Al-Qaïda, une fraction qui se prononce en faveur d'un rapprochement avec l'« Etat islamique ». Fin octobre 2015, un premier petit groupe s'est séparé de l'organisation-mère et a juré fidélité à l'« Etat islamique ». Malgré ces dissensions internes, les activités d'Al-Shabaab se poursuivent.

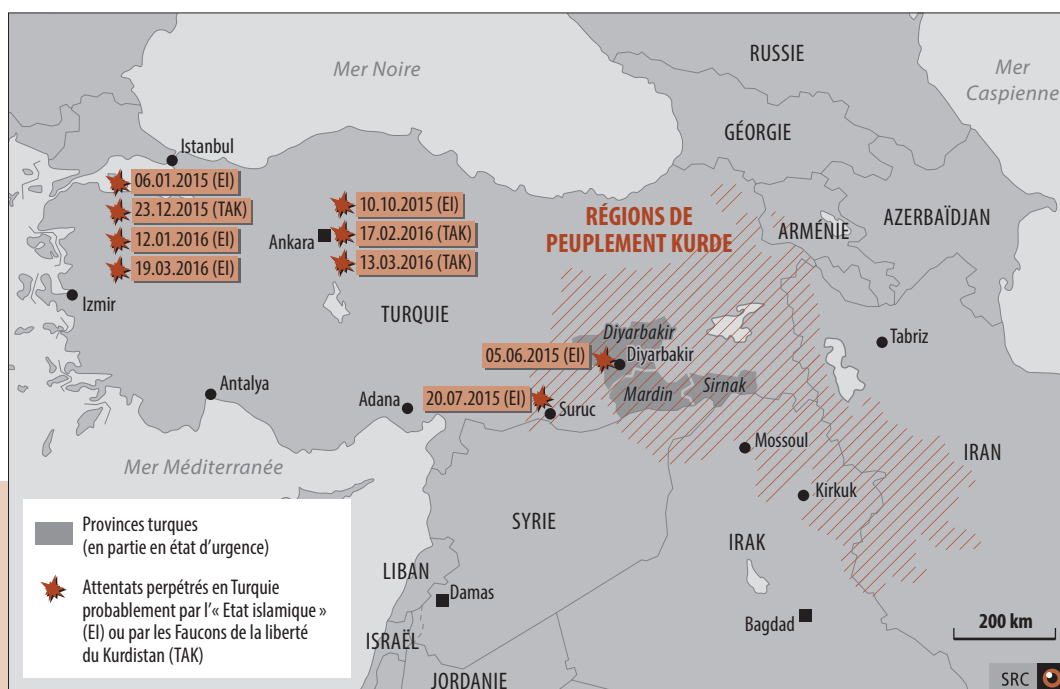
Dans la péninsule arabique, c'est principalement le Yémen qui vit une situation instable. AQPA ainsi que les affiliés de l'« Etat islamique » dans ce pays profitent du fait que dans de vastes territoires du pays, l'influence exercée

par les organes étatiques a considérablement diminué.

Le conflit entre le PKK et la Turquie

L'« Etat islamique » opère aussi dans des territoires peuplés de Kurdes. La Turquie se trouve de plus en plus impliquée dans des confrontations entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'« Etat islamique ». Après l'attentat du 20 juillet 2015 à Suruc, le PKK a accusé le gouvernement turc d'avoir favorisé cet acte – probablement commis pour des motifs djihadistes – par son soutien aux groupes djihadistes d'opposition en Syrie. Le gouvernement turc, quant à lui, a reproché au PKK d'avoir tué deux policiers après cet attentat. Les entretiens qui visent un rapprochement entre la Turquie et le PKK, en cours depuis 2013, ont par la suite été interrompus.

Dans cette situation, les affrontements violents et les combats entre le PKK et les forces de sécurité turques se sont intensifiés. Lors de manifestations de protestation dans diverses villes européennes, des débordements se sont ensuite fréquemment produits entre partisans



du PKK, d'un côté, et sympathisants du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir en Turquie, ainsi que nationalistes turcs de l'autre.

En Suisse, lors d'une manifestation organisée le 12 septembre 2015 par des partisans de l'AKP, une contre-manifestation de la jeunesse du PKK a abouti à un affrontement entre ces deux camps. Toutes les autres manifestations organisées dans notre pays par le PKK se sont par contre déroulées sans incidents violents jusqu'à présent.

La communauté tamoule ne manifeste pratiquement plus en public

L'objectif des Tamouls est toujours de créer un Etat tamoul indépendant dans une partie du Sri Lanka. Mais depuis assez longtemps déjà, les groupes tamouls en Suisse et dans d'autres pays européens ne manifestent pratiquement plus en public. Les événements et les activités mis sur pied par des organisations d'intérêts tamoules se déroulent dans un cadre restreint et n'engendrent pas de problèmes de sécurité.

L'APPRÉCIATION

Le rôle de leader de l'« Etat islamique »

L'« Etat islamique » a de fait repris le rôle de leader de la mouvance djihadiste et a ainsi gagné en influence. Il est actuellement la menace la plus importante pour les Etats occidentaux et leurs citoyens. Les auteurs d'attentats, sympathisants de l'« Etat islamique » ou soutenus par celui-ci, agissent sans aucun scrupule et avec une extrême brutalité, comme l'ont démontré les attentats de Paris en novembre 2015. Lors de ces attentats, de nombreuses personnes n'ont pas perdu la vie en raison des charges explosives, mais ont été tuées par des tirs ciblés.

Pour continuer à jouer un rôle important au sein de la mouvance djihadiste, le noyau dur d'Al-Qaïda est toujours déterminé à commettre des attentats dans les Etats occidentaux. Comme les moyens pour commettre de tels actes lui font toutefois grandement défaut, ce groupe est de plus en plus tributaire de l'appui fourni par un de ses affiliés.

Menace accrue pour la Suisse

Les attentats de Bruxelles en mars 2016 ont confirmé l'appréciation de la menace du SRC.

La menace qui émane du terrorisme djihadiste s'est encore accrue ces derniers mois, notamment en raison des personnes que l'« Etat islamique » envoie en Europe avec la consigne d'y planifier ou d'y commettre des attentats. La Suisse fait partie de l'espace européen assujéti à cette menace, qui s'est de ce fait aussi accrue pour notre pays. La Suisse n'est toutefois pas une cible prioritaire de telles organisations terroristes car elle ne participe pas à la lutte militaire contre le terrorisme et ne fait pas partie des ennemis jurés des djihadistes. Néanmoins, du point de vue des djihadistes, la Suisse fait partie du monde occidental anti-islamique et notre pays est donc considéré comme ennemi. Dans une vidéo de propagande de l'« Etat islamique », par exemple, le drapeau suisse figurait aux côtés de 60 drapeaux d'Etats visés par des attentats. La Suisse ou des intérêts suisses à l'étranger peuvent donc également devenir la cible de tels actes. Pour l'instant, le risque d'attentats en Suisse émane principalement d'auteurs isolés ou de petits groupes à même de commettre des attentats avec des moyens assez simples, qui nécessitent peu de préparation



et un effort logistique minimal. Plus le groupe d'auteurs et le plan de l'attentat sont complexes, plus la probabilité que l'attentat soit dirigé contre la Suisse ou des intérêts suisses à l'étranger est faible. A une exception près : font aussi partie des intérêts suisses ceux de tiers dans notre pays, par exemple les ambassades des Etats engagés militairement dans la coalition contre l'« Etat islamique ». Ces intérêts peuvent en partie être plus fortement menacés, de même que les citoyens suisses de confession juive et les intérêts juifs et israéliens en Suisse.

La menace de voyageurs du djihad et d'auteurs isolés

Le nombre des voyageurs du djihad qui se rendent en Syrie devrait continuer à s'accroître, mais dans une mesure plus faible qu'au cours des années précédentes. Parmi les auteurs potentiels ou petits groupes qui peuvent commettre un attentat en Suisse ou contre des intérêts suisses à l'étranger, ces personnes, radicalisées et formées par l'« Etat islamique » et d'autres groupes djihadistes, jouent un rôle particulier lorsqu'elles sont de retour au pays. Il existe en outre un risque que la propagande de l'« Etat islamique » et de ses partisans soit à même de contribuer à la radicalisation de personnes en Suisse, de les inciter à se laisser recruter ou à commettre des attentats de leur propre initiative.

Pour les organes de sécurité, il est très difficile d'identifier à temps de tels auteurs isolés ou petits groupes qui ne sont pas intégrés dans des structures organisées et de les empêcher de déployer leurs activités. Ce constat vaut particulièrement lorsque de potentiels djihadistes se mêlent aux réfugiés qui arrivent en grande

La lutte contre le terrorisme en Suisse

La Suisse a pris diverses mesures pour faire face à la menace terroriste.

Début 2015, le Conseil fédéral a mis en vigueur la loi fédérale urgente interdisant les groupes « Al-Qaïda » et « Etat islamique » et les organisations apparentées, adoptée le 12 décembre 2014, afin d'empêcher le soutien qui pourrait être apporté en Suisse à ces deux organisations.

Le 18 septembre 2015, le Conseil fédéral a approuvé la « Stratégie de la Suisse pour la lutte antiterroriste ». Cette stratégie fixe les activités et processus établis aux niveaux fédéral et cantonal et crée ainsi une base commune pour la lutte antiterroriste. Une lutte efficace contre le terrorisme et son financement doit être inscrite dans le cadre de la Constitution et du droit international public avec une prise en compte particulière des droits fondamentaux et des droits de l'homme. La lutte antiterroriste s'articule autour des quatre domaines d'actions que sont la prévention, la répression, la protection et la prévention des crises. En matière de politique étrangère, la Suisse s'engage pour la lutte contre le terrorisme et ses causes.

Cette stratégie détermine les lignes directrices des activités de la task force TETRA (Terrorist Tracking). Depuis octobre 2014, c'est au sein de cette task force que sont coordonnées les activités des organes fédéraux et cantonaux qui sont en charge des cas en lien avec le terrorisme djihadiste. En novembre 2015, TETRA a présenté son deuxième rapport, dans lequel elle propose, entre autres, qu'une interdiction préventive de quitter le territoire suisse puisse être prononcée sans qu'une procédure pénale soit nécessairement engagée contre la personne concernée. Cette proposition correspond au but de la résolution 2178 des Nations Unies visant à empêcher les voyages à des fins terroristes. Simultanément, le Groupe Sécurité a élargi le mandat de la task force à des thèmes ayant trait au terrorisme non djihadiste.

Le 18 décembre 2015, le Conseil fédéral a décidé de renforcer la lutte antiterroriste et, pour cela, de doter l'administration fédérale de 86 postes supplémentaires à temps complet pour une durée de trois ans, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2018.

A gauche :

la Suisse en tant que membre de la coalition contre l'« Etat islamique » – un internaute suisse partage l'article sur la vidéo de menace diffusée par ce groupe

nombre dans les pays européens. Sur Internet, et notamment par le biais des réseaux sociaux, la propagande très efficace de l'« Etat islamique » aboutit régulièrement à la radicalisation d'individus isolés et de petits groupes. Des auteurs peuvent explicitement être incités à commettre des actes de violence via de tels canaux électroniques, sans avoir jamais été en contact direct avec un groupe terroriste ou s'être rendus dans une région de conflit djihadiste.

Risque terroriste élevé dans divers pays d'Afrique et du Proche-Orient

Dans toute la région du Sahel et du Maghreb, des actes de violence peuvent être commis par des djihadistes et le risque d'attentats terroristes y est très élevé. Ces attentats sont à la fois dirigés contre des cibles occidentales et des cibles locales. Des touristes aussi peuvent encore être visés en Tunisie, au Maroc et en Egypte, trois destinations touristiques très prisées. Le risque d'enlèvements de citoyens occidentaux reste également très élevé dans toute cette région.

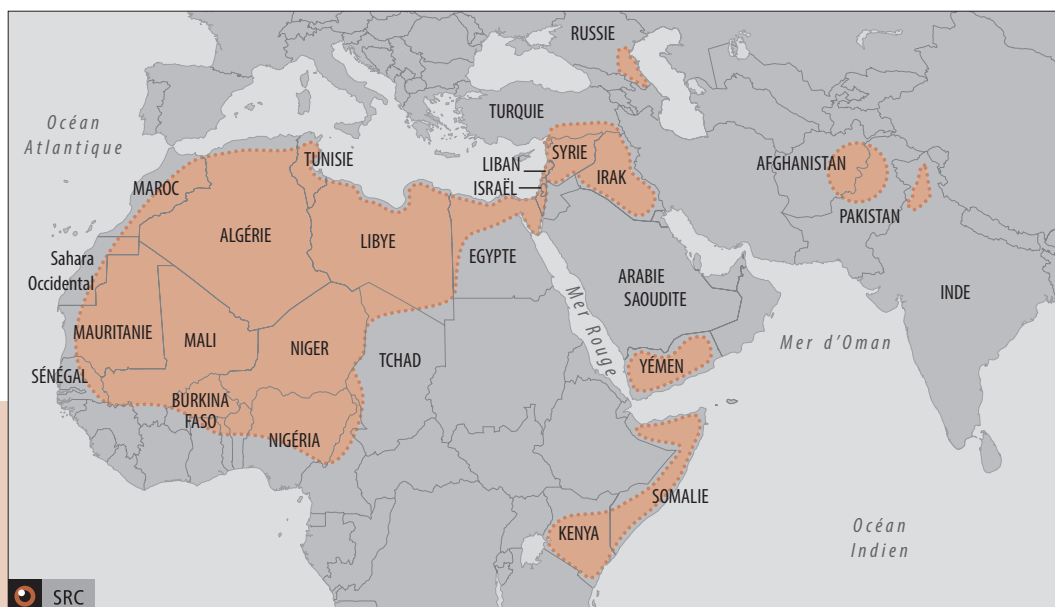
Ces menaces se trouvent en outre renforcées par des affrontements assimilables à une guerre civile entre organisations armées ou dans des

Etats en situation fragile. Des groupes djihadistes, par exemple au Mali, au Niger, au Nigeria ou en Somalie, mettent à profit ce type de situation pour y consolider leur présence. Le contexte sécuritaire détérioré dans des pays tels que le Kenya, le Tchad, le Soudan ou la République centrafricaine pourrait offrir un terrain favorable pour des activités djihadistes.

Dans la péninsule arabique, une coalition d'Etats arabes poursuit au Yémen son offensive contre les rebelles Houthis. Des groupes djihadistes, principalement AQPA, mais de plus en plus fréquemment aussi les affiliés de l'« Etat islamique », utilisent à leurs fins la situation sécuritaire instable dans ce pays. Or, même si la lutte contre les Houthis est actuellement prioritaire pour AQPA, ce groupe reste lié à l'agenda djihadiste international. Si une occasion se présente, ce groupe reste disposé et capable d'attaquer des intérêts occidentaux tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Yémen.

Le conflit entre la Turquie et les Kurdes se poursuit

Le conflit entre l'Etat turc et le PKK se poursuit. Les débordements lors de manifestations



en Europe sont une réaction à la situation en Turquie et peuvent, en Suisse aussi, se reproduire en fonction de l'évolution de la situation. Dans ce cas, des installations turques telles que des locaux d'associations, des mosquées, des agences de voyage et des représentations étatiques officielles constituent des cibles potentielles d'actes de violence de la part de partisans du PKK.

Les combats entre une organisation proche du PKK et l'« Etat islamique » au nord de la Syrie (Kobané) et au nord de l'Irak (Sinjar) ont également provoqué des tensions entre partisans du PKK et sympathisants de l'« Etat islamique » en Europe. Dans ce contexte, des affrontements violents peuvent se produire entre ces deux camps. Depuis fin 2015, une situation en partie proche d'une guerre civile règne en Turquie. Des attentats du PKK ou d'organisations en lien avec ce parti pourraient, à l'avenir aussi, être dirigés contre des installations de l'Etat sans viser toutefois la population civile ou la branche du tourisme. Un des objectifs du PKK est notamment d'être supprimé de la liste des organisations terroristes dressée par l'UE. L'« Etat islamique », par contre, pourrait perpétrer des attentats non seulement contre des cibles kurdes mais également contre des cibles touristiques pour répandre de la peur et de la terreur et mettre ainsi la Turquie sous pression et influencer sa politique.

Les activités des Tamouls en Suisse

Lors d'événements organisés par la communauté tamoule installée dans notre pays, actions qui se déroulent sans incidents, la présence de membres et sympathisants des Tigres de libé-

ration de l'Eelam tamoul (Liberation Tigers of Tamil Eelam, LTTE) est régulièrement constatée. A l'extérieur du Sri Lanka, cette organisation tente de se donner une nouvelle orientation. La reconstitution d'un mouvement séparatiste violent tel que les LTTE est cependant peu probable à l'heure actuelle.

A gauche :
vue d'ensemble des zones d'opérations les
plus importantes des groupes djihadistes

LES PERSPECTIVES

Pas de démantèlement rapide de l'« Etat islamique » en vue

En raison de son nouveau rôle de leader de la mouvance djihadiste internationale, l'« Etat islamique » a le vent en poupe. Une destruction militaire durable de cette organisation par les partenaires de la coalition est improbable au cours des prochains mois, et cela malgré la récente intensification de leurs opérations. L'« Etat islamique » exploite les lignes de rupture confessionnelles et de pouvoir politique en mettant sur pied des actions ciblées afin de les renforcer. Il pourra continuer à mettre très largement à profit pour sa propagande le contrôle constant qu'il exerce sur des territoires en Irak et en Syrie, le rattachement de diverses « provinces » dans l'ensemble du monde islamique et les conséquences directes de ses actes de violence contre des cibles dans les pays qu'il considère comme ennemis. Le territoire que contrôle l'« Etat islamique » continuera à se déplacer vers l'ouest de la Syrie en raison des résultats

importants qu'obtiennent les adversaires de cette organisation en Irak. Tant que la pression militaire en Irak sera supérieure à celle de la Syrie, cette tendance ne se modifiera guère.

La menace qui émane d'auteurs isolés et de petits groupes

Les personnes qui se radicalisent par le biais de la propagande djihadiste ou lors de voyages dans des zones de conflit du djihad représentent, à l'avenir aussi, la menace la plus importante pour la sécurité d'Etats occidentaux et de leurs citoyens. A moyen terme, la menace persiste que de tels voyageurs, revenus dans leur pays après avoir séjourné dans des régions djihadistes, se rassemblent en petits groupes d'où pourraient émerger de nouveaux réseaux djihadistes très compétents. Les attentats de Paris ont indiqué une tendance en ce sens. En outre, des combattants non européens pourraient tenter d'entrer en Europe par des voies légales ou illégales, et pour ce faire, tirer parti d'une certaine



Propagande diffusée en novembre 2015 sur Internet par des internautes en Suisse en réaction aux attentats de Paris

couverture que peuvent leur offrir les mouvements migratoires.

Plusieurs pays d'Afrique restent instables

Bon nombre de défis régionaux, ethniques, sociaux, de politique de sécurité et économiques auxquels se voient confrontés divers pays au nord, à l'ouest, au centre et à la Corne de l'Afrique se trouvent dans une impasse et des solutions ne pourront y être trouvées rapidement. Dans les régions où règnent des situations en partie proches de guerres civiles ou lors d'attentats, le risque perdure que des citoyens suisses soient victimes d'actes de violence, même si la Suisse n'est pas directement dans la ligne de mire des organisations terroristes. Dans certaines zones, le risque que des ressortissants d'Etats occidentaux deviennent les cibles occasionnelles d'enlèvements existe toujours.

Le conflit entre Kurdes et Turcs perdure

Le PKK et des groupes d'origines kurdes qui lui sont associés continueront, en dehors de la Turquie, à organiser leurs activités en fonction des événements qui se produisent dans les territoires peuplés de Kurdes en Turquie, en Syrie, en Irak et des opérations menées par l'« Etat islamique ». Il faut par conséquent s'attendre à des manifestations et actions de protestation répétées et coordonnées dans toute l'Europe. En Suisse, de telles actions ne devraient pas engendrer de violence. Toutefois, des incidents en marge de manifestations peuvent rapidement aboutir à des actes de violence, en particulier lorsque des groupes turcs et kurdes se rencontrent.

La situation au Sri Lanka influence les Tamouls

L'influence que les développements au Sri Lanka exercent sur les communautés tamoules à l'étranger persistera. Le gouvernement actuel du Sri Lanka a annoncé vouloir agir pour apaiser les différends qui existent toujours dans le pays. On ne peut estimer pour l'instant si la nouvelle orientation à laquelle aspirent les LTTE rencontrera ou non le succès escompté.

L'influence des réseaux sociaux reste importante

Les activités de propagande sur Internet se poursuivront. La diffusion de la propagande djihadiste, en particulier sur les réseaux sociaux, devrait encore s'accroître. La propagation virale de ces messages joue un rôle très important pour la radicalisation d'individus isolés. Compte tenu de l'extrême facilité d'accès aux canaux de communication électroniques et des innombrables possibilités de s'y manifester de manière anonyme ou dissimulée, il sera pratiquement impossible d'endiguer ces activités de manière efficace ou d'en assurer une observation globale.

Les conseils aux voyageurs du DFAE

Informations indépendantes

Ces derniers mois, l'Égypte, la Tunisie, Istanbul et Paris, des destinations touristiques très appréciées, sont devenues la cible d'attentats terroristes. Compte tenu de l'impact émotionnel ou de la proximité géographique de ces attentats avec la Suisse, le sentiment d'insécurité s'accroît dans notre pays.

En 1997, la Suisse a déjà vécu une telle situation lors de l'attentat de Louxor, qui a coûté la vie à de nombreux touristes suisses et ressortissants d'autres pays européens. C'est du sentiment d'insécurité qui régnait à l'époque qu'est né le besoin d'informations indépendantes sur la situation sécuritaire à l'étranger. Afin d'y répondre, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a publié, en novembre 1998, ses premiers conseils aux voyageurs sur Internet. Conformément aux compétences et au mandat du DFAE, ces conseils se concentrent sur les domaines de la politique et de la criminalité. Depuis, les conseils spécifiques du DFAE aux voyageurs couvrent 176 pays et ils sont consultés plus de deux millions de fois chaque année.

Risques d'attentats et d'enlèvements

Outre les informations spécifiques sur chaque pays, le DFAE publie aussi des recommandations générales concernant par exemple le terrorisme et les risques d'enlèvements.

Au vu de l'impossibilité de prévoir les attentats, le DFAE ne recommande pas de manière générale de renoncer à entreprendre un voyage dans les villes ou les pays qui pourraient être ou

ont déjà été touchés par de tels actes. Ce risque existe pratiquement dans chaque pays et plus spécifiquement dans des lieux où beaucoup de personnes sont rassemblées, par exemple des sites touristiques, des centres commerciaux, des transports publics, des manifestations sportives et des événements culturels, des boîtes de nuit, des hôtels internationaux de bonne renommée et des restaurants populaires.

Les terroristes ont recours de plus en plus souvent à des enlèvements pour exiger une rançon ou pour imposer leurs exigences. Dans de tels cas, les possibilités d'influence de la Suisse sont limitées. La responsabilité de résoudre les cas d'enlèvement revient aux autorités locales. Pour ne pas mettre en danger d'autres citoyens ni renforcer l'organisation terroriste, la Suisse ne paie pas de rançons. L'issue de tout enlèvement est incertaine. L'unique résultante certaine est une énorme tension psychique et physique pour les victimes et leurs proches. Comme le choix des terroristes se porte souvent sur des enlèvements d'étrangers, le DFAE déconseille de se rendre dans des régions où ce risque est très élevé.

Sources d'information

Les informations destinées aux voyageurs se fondent principalement sur les évaluations de la situation des ambassades de Suisse à l'étranger. Ces dernières disposent d'un vaste réseau de contacts englobant les autorités du pays, des entreprises suisses et des particuliers installés dans le pays, des organisations non gouverne-

mentales locales, d'autres ambassades et des contacts personnels. Lorsqu'il s'agit du terrorisme, ces conseils s'appuient aussi sur des informations du SRC. A l'encontre des blogs de voyage dont le contenu ne reflète qu'une appréciation individuelle de la situation, les informations du DFAE sont le résultat d'une observation à long terme intégrant divers angles de vue.

Les ambassades de Suisse sur place et les services compétents à la centrale observent en permanence l'évolution de la situation. En cas de modification de l'appréciation, les recommandations aux voyageurs sont adaptées. Sur Internet, ces derniers disposent ainsi à tout moment d'une appréciation actualisée de la situation. Les adaptations les plus importantes des conseils aux voyageurs du DFAE sont par ailleurs également diffusées via Twitter.

se rendre ou non dans le pays ou la destination choisis et les mesures de précaution appropriées. ■

Responsabilité propre des voyageurs

Les informations du DFAE sont aussi disponibles sur la plate-forme en ligne « itineris », sur laquelle les voyageurs suisses peuvent enregistrer leurs itinéraires de voyage. Lorsqu'une situation dans un pays se détériore brusquement et de façon inattendue, le DFAE, grâce à « itineris », peut contacter les Suisses qui se trouvent dans ce pays, les en informer et au besoin leur fournir du soutien.

Avec ses conseils et la plate-forme « itineris », le DFAE met à disposition des voyageurs deux instruments importants pour la planification et le déroulement de leur voyage. Le DFAE recommande aussi de s'informer sur la destination choisie dans les médias et guides de voyage. En connaissance des risques, les voyageurs prennent eux-mêmes la responsabilité de

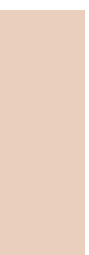
Sites sur Internet :

www.dfae.admin.ch/voyages
www.eda.admin.ch/reisehinweise
www.dfae.admin.ch/viaggi
[www.twitter.com/travel_edadfae](https://twitter.com/travel_edadfae)
www.itineris.eda.admin.ch

Smartphone-App pour Android et iPhone :

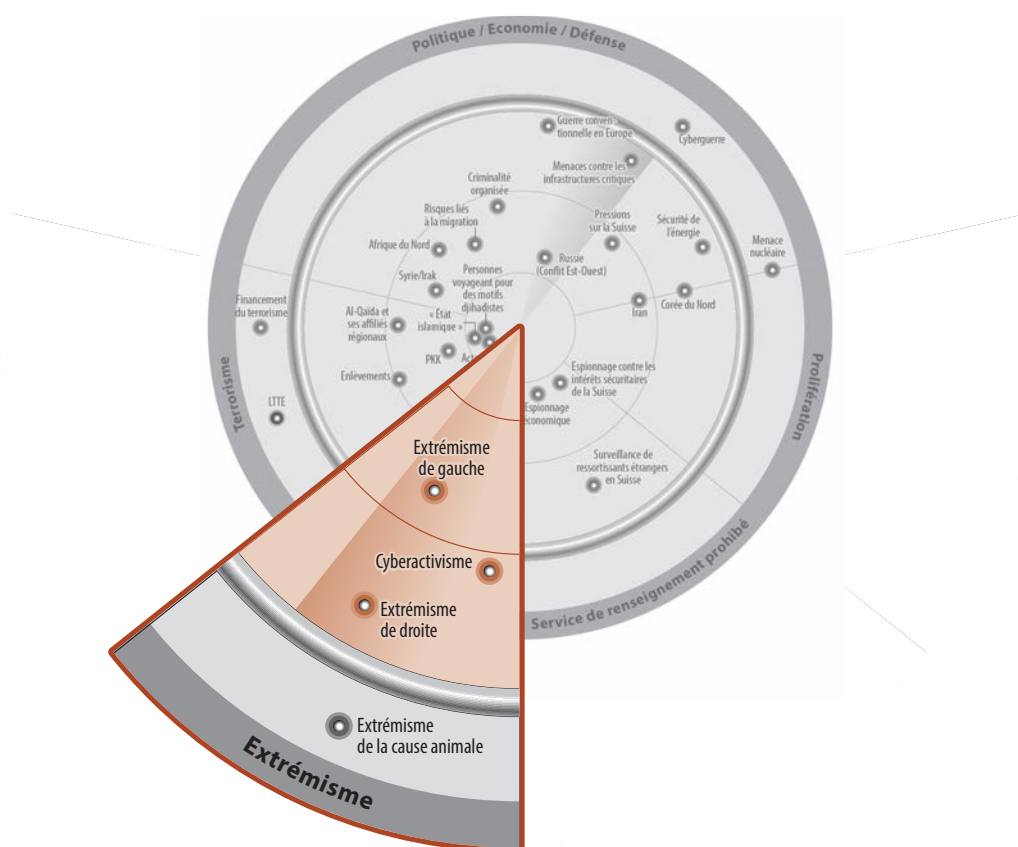
itineris





L'extrémisme de droite et de gauche

Le potentiel de violence persiste aussi bien dans les milieux de l'extrême droite que dans ceux de l'extrême gauche. Cependant, la situation actuelle est relativement calme. Les développements dans le domaine de l'asile, qui génèrent de fortes tensions, ainsi que des attentats supplémentaires pour motifs djihadistes en Europe pourraient toutefois entraîner une aggravation de la situation dans les domaines de l'extrémisme de droite et de gauche. A ce jour, des signes concrets d'une telle évolution n'ont pas été relevés en Suisse, ils l'ont par contre été dans d'autres pays européens.



LA SITUATION

La situation reste stable

En 2015, le SRC a reçu 28 annonces d'incidents dans le domaine de l'extrémisme violent de droite et 199 dans celui de l'extrémisme violent de gauche, non inclus de simples barbouillages. Cela signifie une augmentation de 47 % dans le cas de l'extrême droite, de 9 % dans celui de l'extrême gauche. Ces pourcentages n'étant basés que sur des chiffres modestes, les fluctuations d'une année à l'autre s'avèrent cependant peu significatives. Ces chiffres confirment la tendance à l'amélioration de la situation observée depuis de nombreuses années : les données relevées ayant trait à l'extrême droite sont de faible niveau, celles qui concernent l'extrême gauche comparativement bien plus élevées, avec une tendance à la baisse depuis le début de la décennie.

Parmi les événements connus du SRC, les incidents accompagnés de violence étaient liés dans près de 43 % des cas à l'extrême droite et dans près de 25 % des cas à l'extrême gauche. La question importante est de savoir quel est le type de violence dont il est fait usage. La réponse à cette question influence de manière déterminante l'appréciation de la situation.

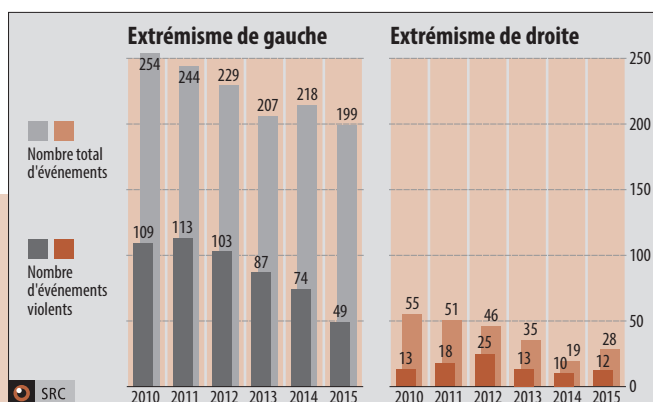
- Les extrémistes de droite se battent, ils menacent et insultent des personnes, crachent sur elles, ils profanent parfois des tombes et leur attitude méprisante à l'égard des êtres humains se traduit (bien que rarement) par de

la violence physique. En règle générale, des armes ne sont utilisées que très sporadiquement et les incendies criminels sont rares.

- Les extrémistes de gauche attaquent des personnes à l'occasion de manifestations avec des pierres, des bouteilles, des engins pyrotechniques et procèdent à des déprédations matérielles, en général avec de la peinture, plus rarement avec du feu ou de l'eau. Le degré d'agressivité est élevé, notamment à l'encontre des policiers. La dernière attaque avec un dispositif explosif ou incendiaire non conventionnel (DEINC) s'est produite en janvier 2016 pendant le World Economic Forum (WEF). Rarement mais plus fréquemment qu'en 2014, il arrive que le feu soit bouté à des véhicules et des attaques sont également commises ponctuellement avec des substances chimiques telles que l'acide butyrique.

Les extrémistes de droite et de gauche se considèrent réciproquement comme ennemis. Ce sont avant tout les extrémistes de gauche qui cherchent le conflit, et les affrontements directs entre membres de ces deux milieux se déroulent avec violence. Lors d'événements annoncés à l'avance, en particulier ceux organisés par les milieux de l'extrême droite, les dispositifs de sécurité des autorités doivent continuer à prendre cet élément en compte. Les mesures de sécurité,

Les événements motivés
par l'extrémisme de droite
ou de gauche annoncés au
SRC depuis 2010
(sans les barbouillages)



parfois d'envergure, prises dans ces cas contribuent à ce que les affrontements violents entre les deux camps restent rares.

L'extrémisme de droite

Le gros de l'attention des extrémistes de droite se concentre actuellement sur les thèmes de la migration et de l'islam. Une stratégie qui fixe-rait des buts et les moyens pour les atteindre n'a toutefois pas été relevée. La situation particulièrement tendue à laquelle on assiste dans le domaine de la migration depuis l'automne 2015 pourrait fournir aux milieux violents de l'extrême droite la possibilité d'instrumentaliser à leurs fins ce thème actuellement au premier plan. En septembre 2015, des auteurs inconnus ont attaqué avec des bouteilles un centre de transit pour requérants d'asile à Oberembrach ZH et ont giflé un de ses habitants. Cette attaque a été la première action menée dans le domaine de l'asile depuis la fin mai 2014 (dépôt d'un dispositif explosif ou incendiaire non conventionnel devant le centre de transit pour requérants d'asile à Thoun BE). En parallèle au débat sur les réfugiés, une hausse des propos xénophobes et racistes a été constatée dans les médias sociaux. L'Office fédéral de la police a également relevé en marge du débat sur l'asile une augmentation des menaces contre des personnalités politiques.

Les milieux d'extrême droite continuent à faire preuve de retenue et d'agir de façon conspirative, une attitude qu'ils adoptent aussi lors d'événements publics. En 2015, les dates de commémoration des batailles de Sempach et de Morgarten ont à nouveau été l'occasion de rassemblements de l'extrême droite. Ces derniers ont eu lieu le soir et une bonne cinquantaine de personnes a

pris part à chacun d'eux. En revanche, la traditionnelle cérémonie au Grütli, organisée par les extrémistes de droite après la Fête nationale officielle du 1^{er} août, n'a pas eu lieu en 2015 ; l'historique prairie a par contre été utilisée en février 2016 pour une rencontre assez importante de membres de l'extrême droite. Pour remplacer l'habituelle cérémonie autour du 1^{er} Août, des concerts de skinheads étaient prévus en Suisse romande et en Suisse orientale. Le concert des Hammerskins suisses dans le canton de Vaud et celui du groupe Blood & Honour à Schänis SG, organisé sous couvert de fête d'anniversaire, ont été interdits par les autorités. Ils ont toutefois pu se dérouler sur les sites alternatifs du Lieu VD et de Schönenberg ZH. Ces concerts ont eu des suites dans le canton de Zurich : en août 2015, des tracts ont été distribués alternativement par des activistes de l'extrême gauche et de l'extrême droite et, début septembre, des extrémistes de gauche se sont rassemblés à Hombrechtikon ZH ; ils ont finalement rencontré des extrémistes de droite à la gare de Bubikon ZH et les ont attaqués. Ces derniers ont réagi en organisant une nouvelle action de distribution de tracts à Hombrechtikon.

Comme relevé depuis quelques années déjà, les extrémistes de droite violents tentent aussi de s'organiser, mais les efforts qu'ils ont déployés à

Réaction du groupe de musiciens à un concert annulé dans le canton de Vaud en avril 2015



cette fin sont restés lettre morte jusqu'à présent. En plus de participer à des événements organisés par les skinheads en Suisse, les extrémistes de droite prennent aussi part à de tels événements à l'étranger : ils se déplacent à cette fin dans toute l'Europe, mais principalement dans les pays voisins de la Suisse.

L'extrémisme de gauche

Contrairement aux extrémistes de droite violents, les extrémistes de gauche cherchent à attirer l'attention du public. Leurs tentatives d'instrumentaliser des thèmes d'actualité sont à l'ordre du jour. Les « frontières » et la « répression » sont les deux sujets qui dominent dans ces milieux en ce moment. Avec le slogan « No Borders », les extrémistes de gauche luttent pour que les migrants puissent entrer en Suisse sans obstacles et contre les règles actuellement en vigueur dans le domaine de l'asile. Leurs protestations sont dirigées contre les institutions chargées de faire appliquer ces règles : l'éventail va des prisons, dans lesquelles sont détenues des personnes qui doivent être expulsées, à des entreprises privées qui assument des tâches dans le domaine de l'asile. Mais ils ne se limitent pas seulement à protester : leurs actions peuvent aussi, à l'aide de blocages, avoir pour but d'empêcher ces expulsions. Concernant le thème de la « répression », des interfaces existent par exemple avec les prisons, et ce thème est depuis des années un des sujets de prédilection des extrémistes de gauche violents. La situation est devenue plus calme autour des thèmes « espaces libres » et « développement urbain ». En été 2015, à l'occasion de l'exercice CONEX 15 de l'armée suisse, il s'est avéré que le thème « armée » n'avait plus, et

de très loin, le même potentiel de mobilisation que par le passé. Ce constat vaut aussi pour la rencontre annuelle du World Economic Forum à Davos GR : il n'existe pas de mouvement de protestation important auquel les extrémistes de gauche violents peuvent se joindre afin de l'instrumentaliser à leurs propres fins. Les extrémistes de gauche se manifestent par contre lors d'événements et de manifestations sur une série d'autres thèmes : les droits de la femme, le droit à l'avortement, l'Accord sur le commerce des services de l'Organisation mondiale du commerce, la démocratie au Congo, etc. – la liste est longue.

L'évolution précédemment décrite se vérifie aussi au-delà des frontières : après avoir essayé pendant des années de mettre à profit la crise en Grèce pour faire valoir leurs idées, les extrémistes de gauche violents ont en 2014 changé de priorité pour s'orienter dorénavant sur la lutte contre l'« Etat islamique », en particulier à Kobané (Syrie). Depuis, les extrémistes de gauche violents et les partisans de groupes turcs d'extrême gauche et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se soutiennent réciproquement. Ils manifestent principalement ce soutien en participant à des manifestations de l'un ou l'autre de ces groupes.

Connexions internationales

Les deux groupes de skinheads Blood & Honour et Hammerskins, présents depuis des dizaines d'années sur la scène internationale, restent les deux principales organisations dans le domaine de l'extrême droite violente en Suisse. Il n'y a pas dans notre pays d'autres groupes durables ou de structures fixes à côté de ces deux groupes et les contacts que les membres de ces milieux entretiennent à l'étranger sont généra-

lement d'ordre personnel. Des tentatives faites en Suisse romande et en France de s'organiser en groupes transfrontaliers ont échoué ; ces groupes ont été démantelés ou se sont dissous d'eux-mêmes. Des extrémistes de droite suisses ont cependant fourni une aide matérielle assez modeste à une organisation ukrainienne du nom de Misanthropic Division. Cette division fait partie du Régiment Azov et prend part aux combats contre les séparatistes en Ukraine de l'est. Le Régiment Azov fait l'objet d'accusations de crimes de guerre. Dans ses écrits et ses actions, la Misanthropic Division se réfère à d'anciennes grandes figures du national-socialisme. Parmi les extrémistes de droite étrangers qui soutiennent la Misanthropic Division, les Suisses ne jouent qu'un rôle marginal : selon les éléments à disposition, leur rôle se limite essentiellement au cyberspace. Fin septembre 2015, les médias ont cependant révélé qu'au moins deux extrémistes de Suisse avaient combattu ou combattaient encore en Ukraine.

Rappelons enfin que depuis de nombreuses années, des extrémistes de droite allemands élisent domicile en Suisse. Leur installation dans notre pays aurait en premier lieu des raisons personnelles, en particulier économiques. Cela étant, le transfert de structures organisationnelles de ces extrémistes de droite n'a pas été relevé en Suisse et aucune indication ne fait état que des délits à l'étranger soient planifiés à partir de la Suisse. Les extrémistes de droite allemands n'en sont pas moins présents dans les milieux suisses.

Le Secours Rouge International (SRI) se trouve en tête des connexions internationales dans le domaine de l'extrême gauche violente. Le SRI dispose d'un secrétariat général en Belgique et

en Suisse et sa force motrice est l'organisation Revolutionärer Aufbau Zürich (RAZ, Reconstruction révolutionnaire de Zurich). Celle-ci ne gère pas seulement le secrétariat général du SRI en Suisse, ses membres entretiennent aussi des contacts personnels, par exemple avec des extrémistes de gauche violents en Italie, qui ne font pas partie du camp marxiste-léniniste comme la RAZ et le SRI, mais qui appartiennent au camp anarchiste. Parmi ces contacts se trouve la Federazione Anarchica Informale (FAI), responsable des derniers attentats importants en Suisse et contre des intérêts suisses à l'étranger. Aujourd'hui, la FAI est affaiblie et les groupes opérationnels dont elle dispose encore ne semblent pas viser la Suisse et ses intérêts pour l'instant. Concernant les liens avec des groupes kurdes et de l'extrême gauche turque, en plus du PKK, il faut relever actuellement les contacts entretenus avec le groupe turc DHKP-C (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple), classé organisation terroriste par l'UE et les Etats-Unis. Des extrémistes de gauche suisses se sont solidarisés avec ce groupe en avril 2015 après l'issue sanglante d'une prise d'otages à Istanbul. Lors d'actions de protestation, une collaboration avec ces groupes est toujours possible, mais elle dépend également de la situation et des événements du moment. L'anarchiste et activiste écologiste violent Marco Camenisch, qui achève actuellement de purger sa peine pour assassinat en milieu ouvert, reste une personne de référence pour les milieux de l'extrême gauche, aussi à l'extérieur de la Suisse.



Objet déposé en janvier 2016 devant le consulat de Turquie à Zurich. Il contenait une poudre qui s'est avérée inoffensive. La Revolutionäre Jugend Zürich (Jeunesse révolutionnaire de Zurich) a revendiqué cette action sur Internet (Police de la ville de Zurich)

L'APPRÉCIATION

L'extrémisme de droite

Les milieux de l'extrême droite sont toujours soumis aux contraintes sur lesquelles, depuis assez longtemps déjà, le SRC attire l'attention dans ses rapports : le fait d'être reconnu comme membre de l'extrême droite a souvent des conséquences personnelles pouvant aller jusqu'à la perte de l'emploi ou de la place d'apprentissage, voire conduire à d'autres désagréments, par exemple lorsqu'un membre de ce milieu veut faire une carrière militaire. Cette situation se reflète dans le comportement des extrémistes de droite puisqu'ils évitent de se manifester en public, la société suisse rejetant majoritairement les idées d'extrême droite. Il devient aussi de plus en plus difficile pour les extrémistes de droite de trouver un lieu de rassemblement, par exemple pour un concert. Des salles sont louées pour des raisons apparemment anodines, par exemple une fête d'anniversaire. Le lieu est ensuite tenu secret – aussi dans le milieu lui-même – jusqu'à quelques heures avant le déroulement du concert. Si la salle n'est plus disponible à court terme, par exemple pour cause de résiliation du contrat par le propriétaire, l'événement est déplacé vers un lieu de remplacement – généralement situé dans un autre canton – déjà pressenti et organisé au préalable. Dans ce cas, les autorités n'ont souvent plus le temps d'empêcher que l'événement se déroule.

A relever encore qu'une partie des extrémistes de droite sont de toute évidence armés et qu'ils peuvent, le cas échéant, faire usage des

armes en leur possession. Des armes sont collectionnées, achetées, vendues et probablement aussi passées en contrebande à la frontière. En raison de découvertes – en général fortuites – de matériel lors de perquisitions de domiciles, il faut partir du principe qu'il existe souvent dans ces milieux des collections assez importantes d'armes fonctionnelles.

L'extrémisme de gauche

Au niveau des thèmes qu'ils abordent, les milieux violents de l'extrême gauche gardent leur flexibilité et tirent des événements d'actualité leur motivation pour protester. Cela étant, ils restent dépendants de ces événements, leurs thématiques ne rencontrent guère d'écho auprès d'un vaste public, ils se cantonnent dans des positions négatives ou des exigences maximales irréalistes. Leurs tentatives d'instrumentalisation sont transparentes et peuvent sans autres être contrées, en partie du moins. Ainsi, lors d'une marche de l'Association Suisse-Palestine fin octobre 2015, des extrémistes de gauche présents ont tout d'abord été invités à remballer leur banderole jugée inappropriée par les organisateurs, puis ils ont été évincés de la manifestation en raison de leur comportement déplacé.

C'est l'organisation Revolutionärer Aufbau Schweiz (RAS, Reconstruction révolutionnaire suisse), et notamment sa section zurichoise, qui continue à donner de l'impulsion aux milieux violents de l'extrême gauche. Ce fait revêt un poids particulier en ce qui concerne les relations internationales de ces milieux. Marco

Camenisch, quant à lui, reste un élément motivant pour des attaques et des actions en Suisse et contre des intérêts suisses à l'étranger. Les groupes régionaux agissent toutefois aussi de manière indépendante les uns des autres et leurs différences idéologiques fondamentales restent importantes et déterminantes pour leurs actions. Les 18 et 19 septembre 2015, se sont par exemple déroulées deux manifestations pour protester contre l'exercice militaire CONEX 15, dont l'une plutôt d'obédience marxiste-léniniste, l'autre plus proche de l'anarchisme. À noter enfin que la RAS, même en sa qualité de force d'impulsion, ne devrait pas être en mesure d'influencer à sa convenance la disponibilité individuelle à faire usage de violence. À Berne notamment, des attaques se produisent régulièrement contre des postes de police ou des transports publics et les auteurs de ces actes utilisent la Reitschule comme base de repli. Ici comme ailleurs, le degré d'agressivité est élevé, notamment à l'encontre des policiers, et les extrémistes de gauche tentent parfois sciemment de blesser les personnes qu'ils attaquent.



Matériel saisi à Berne en février 2015, probablement destiné à être utilisé lors d'une manifestation à Zurich (Police cantonale bernoise)

LES PERSPECTIVES

L'extrémisme de droite

Aucune information n'indique qu'un mouvement social d'une certaine ampleur contre l'immigration ou l'islam soit en passe de se former dans notre pays. C'est ce que démontre clairement le fait qu'à l'encontre de ce qui est observé dans certains de nos pays voisins, toutes les tentatives d'organiser en Suisse une manifestation sous le nom de Pegida (Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlands / Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident) ont échoué.

On peut s'attendre par conséquent à ce que les milieux de l'extrême droite n'aillent pas au-delà de quelques actions violentes ne répondant à aucune stratégie et qu'ils continuent à mener une existence isolée en marge du public. Leur potentiel de violence persiste néanmoins et peut se manifester spontanément en fonction de la situation ; il pourrait encore s'accroître dans le cas d'autoradicalisations. En outre, si la situation particulière et passablement tendue dans le domaine de la migration devait se détériorer et faire naître le sentiment que le système politique ne prend pas au sérieux les peurs légitimes

de la population, les milieux de l'extrême droite pourraient y réagir avec violence. Il en va de même si un plus grand nombre d'attentats terroristes spectaculaires, perpétrés pour des motifs djihadistes, devaient avoir lieu en Europe. A noter qu'une frange de personnes xénophobes, racistes et opposées à l'islam prêtes à faire usage de violence existe aussi à l'extérieur des milieux de l'extrême droite. Selon la situation, ces personnes pourraient également commettre des actes de violence difficiles à détecter à l'avance.

L'extrémisme de gauche

La situation plus calme constatée dans le domaine de l'extrémisme de gauche ne doit pas faire oublier qu'un potentiel de violence existe toujours dans ces milieux. Ce dernier peut être activé assez facilement à l'occasion de manifestations et se traduit souvent par des attaques graves contre des personnes, en particulier contre les forces de l'ordre. Les activistes abandonnent en général dans ce cas toute retenue et sont prêts à mettre en danger, parfois volontairement, l'intégrité physique et la vie des personnes attaquées. La tendance à la violence des

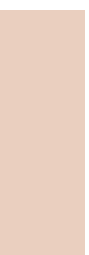


extrémistes de gauche est par contre bien moins marquée lorsqu'il s'agit d'attaques plus musclées. Les délits avec des dispositifs explosifs ou incendiaires non conventionnels et les incendies criminels sont rares, les extrémistes de gauche utilisent en général plutôt de la peinture pour se manifester. Diverses raisons peuvent être à la base de cette retenue. D'une part, le niveau de violence en Suisse est en général plus faible que dans d'autres pays européens ; les relations des activistes suisses avec des extrémistes de gauche violents à l'étranger pourraient toutefois modifier la donne. D'autre part, il manque à ces milieux en Suisse un mouvement social à l'arrière-plan ainsi qu'un but réel à même de les motiver de façon positive. Cette situation pourrait se modifier si les extrémistes de droite devaient plus fréquemment faire appel à la violence, par exemple contre des requérants d'asile. Aujourd'hui déjà, les extrémistes de gauche qui prônent l'« antifascisme » sont plus actifs dans ce domaine que les extrémistes de droite ; une réaction contre des attaques de l'extrême droite ne devrait par conséquent pas se faire attendre longtemps. La sensibilisation plus marquée qu'entraînent les actes terroristes commis pour des motifs djihadistes pourrait en outre inciter le public à sanctionner plus rapidement et avec plus de détermination de plus petits actes de violence ou, au contraire, pousser les extrémistes de gauche à recourir plus massivement à la violence pour obtenir l'attention souhaitée. Il n'est toutefois pas exclu que des membres de l'extrême gauche, fidèles aux principes antifascistes, répondent avec violence à des délits commis par des auteurs violents de l'extrême droite contre des personnes ou des

groupes auxquels ils attribuent une responsabilité pour des attentats terroristes perpétrés pour des motifs djihadistes. Il n'y a cependant pour l'instant aucun élément concret laissant présager un développement en ce sens.

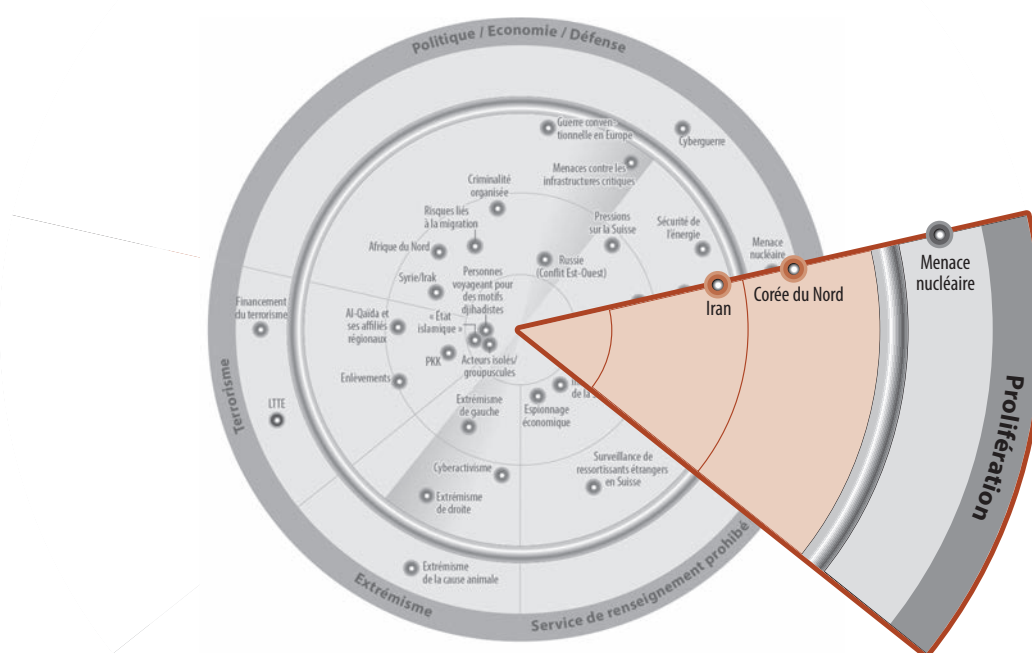
Au niveau des thématiques de l'extrême gauche violente, peu de choses vont se modifier puisque pratiquement tous les sujets abordés se situent dans la lignée de l'« anticapitalisme » et de l'« anarchisme ». Mais les thèmes qui seront effectivement repris par ces milieux dépendent très largement de l'actualité, dont ils ne déterminent pas eux-mêmes l'ordre du jour. C'est ce qui est aussi observé par rapport à des thèmes tels que les « espaces libres » et le « développement urbain » qui, ces dernières années, ont donné l'impression qu'ils allaient se maintenir au premier rang des thèmes de l'extrême gauche. Au sein de ces milieux s'effectue actuellement un changement de génération qui se poursuivra au cours des prochaines années et qui aura notamment pour conséquence une diminution du poids attribué au marxisme-léninisme au profit de l'anarchisme. ■

A gauche :
manifestation non autorisée à Berne en septembre 2015
(Police cantonale bernoise)



Prolifération

La prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs représente toujours une menace pour la sécurité dans de nombreuses régions du monde. Grâce à une percée diplomatique, la situation liée au programme nucléaire iranien s'est nettement détendue en 2015. L'Iran continuera toutefois pendant des années encore à être soumis à un régime d'autorisation spécial dans le domaine du commerce extérieur. L'accord de l'Iran avec les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, codifié par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, oblige dans certains secteurs aussi la Suisse comme l'un des principaux exportateurs de biens à double usage. Quant à la Corée du Nord, elle poursuit en toute liberté son programme d'armes de destruction massive et a une nouvelle fois testé un explosif nucléaire le 6 janvier 2016. Le régime international de sanctions introduit en 2014 en lien avec l'escalade militaire de la situation en Ukraine constitue un nouveau défi pour la Suisse également. De plus, l'usage répété de substances chimiques dans les conflits en Syrie et en Irak rappelle l'importance de la lutte contre la prolifération pour les champs thématiques voisins tels que la lutte contre le terrorisme également.



LA SITUATION

2015, l'année du changement

La prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs continue de représenter une menace pour la sécurité dans de nombreuses régions de la planète. Dans un monde globalisé, la possibilité de détourner l'usage de marchandises et de technologies suisses à des fins politico-militaires subsiste bel et bien. 2015 a toutefois aussi été l'année du changement. Le Conseil fédéral a ainsi chargé l'administration fédérale de veiller à ce que les sanctions prises par d'importants partenaires commerciaux en lien avec la situation autour de l'Ukraine ne soient pas contournées via la Suisse. Les pays du groupe P5+1 (membres permanents du Conseil de sécurité et Allemagne) ont conclu avec l'Iran un accord-cadre destiné à maîtriser le dossier nucléaire sur le long terme. L'accord englobe la réintégration de l'Iran dans le commerce mondial, processus qui doit toutefois aussi être accompagné de mesures de sûreté prises par des autorités nationales, notamment les services de renseignement. Finalement, le conflit en Syrie et en Irak et l'usage répété de substances chimiques dans les combats ont rappelé l'importance de la lutte contre la prolifération dans des champs thématiques voisins tels que la lutte contre le terrorisme également.

Une percée diplomatique majeure dans le programme nucléaire iranien

La situation en lien avec le programme nucléaire iranien s'est nettement détendue. En date du 14 juillet 2015, un accord-cadre (Joint

Comprehensive Plan of Action, JCPOA) a pu être signé après des années de négociations entre les pays du groupe P5+1 et l'Iran. Les limitations convenues de son programme nucléaire, l'Iran les a mises en œuvre jusqu'au 16 janvier 2016 (Implementation Day). L'analyse de la dimension militaire passée du programme nucléaire iranien a abouti à un consensus pragmatique à travers une résolution du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) du 15 décembre 2015. La mise en œuvre de l'accord-cadre et les mécanismes de contrôle qu'il a été convenu de mettre en place sous forme de mesures d'accompagnement vont limiter pendant des années la possibilité de l'Iran de se départir du traité de non-prolifération dans un délai raisonnable. En parallèle, on assiste toutefois également à un renforcement simultané des capacités techniques lui permettant de flexibiliser son programme nucléaire.

Une amélioration constante des missiles balistiques iraniens

Dans les négociations de l'Iran avec les pays du groupe P5+1, aucun consensus viable n'a pu être obtenu sur la question des programmes iraniens visant à fabriquer et propager des missiles balistiques. Jusqu'en octobre 2015, l'Iran a respecté son moratoire factuel sur les tests de missiles balistiques de moyenne portée. En lançant une variante de son missile Shahab-III le 10 octobre 2015, l'Iran a éprouvé le désaccord constaté à la table des négociations en lien

A droite :
extension de l'installation d'enrichissement
d'uranium à Yongbyon, Corée du Nord (2014)

avec son programme de missiles. Le test de ce nouveau système ne reflète pas un progrès technique significatif en rapport avec la situation de la menace, mais avait plutôt une résonance politique. Dans les faits, le développement qualitatif du programme iranien de missiles continue de connaître des soubresauts. Les progrès les plus significatifs ont été obtenus pour des systèmes de faible portée, lesquels n'influent pas directement sur la sécurité de la Suisse mais sur celle des Etats dans la région.

Le programme nucléaire nord-coréen : un nouveau test nucléaire

Le programme nucléaire nord-coréen reste une source de préoccupation pour la communauté internationale. En date du 6 janvier 2016, pour la quatrième fois déjà au total, la Corée du Nord a fait détonner un explosif nucléaire. L'engin explosif représente techniquement une évolution de la technologie actuelle, mais ne correspond pas au développement abouti d'une bombe à hydrogène. Les informations disponibles sur la Corée du Nord restent maigres. Des prises de vue par satellite montrent toutefois des avancées dans le programme d'enrichissement d'uranium. Le processus politique dans le cadre des discussions dites des six parties (Corée du Nord, Corée du Sud, Etats-Unis, Chine, Russie

et Japon) reste au demeurant au point mort. La Corée du Nord augmente sa capacité à produire des matières fissiles pour des armes nucléaires et pourrait être en mesure, en cas de conflit, de fournir à ses troupes quelques charges explosives. Cette menace reste toutefois régionale. Malgré les progrès réalisés dans le domaine de la construction de missiles, la Corée du Nord n'est pour l'heure pas capable d'engager une arme nucléaire à l'échelle intercontinentale.

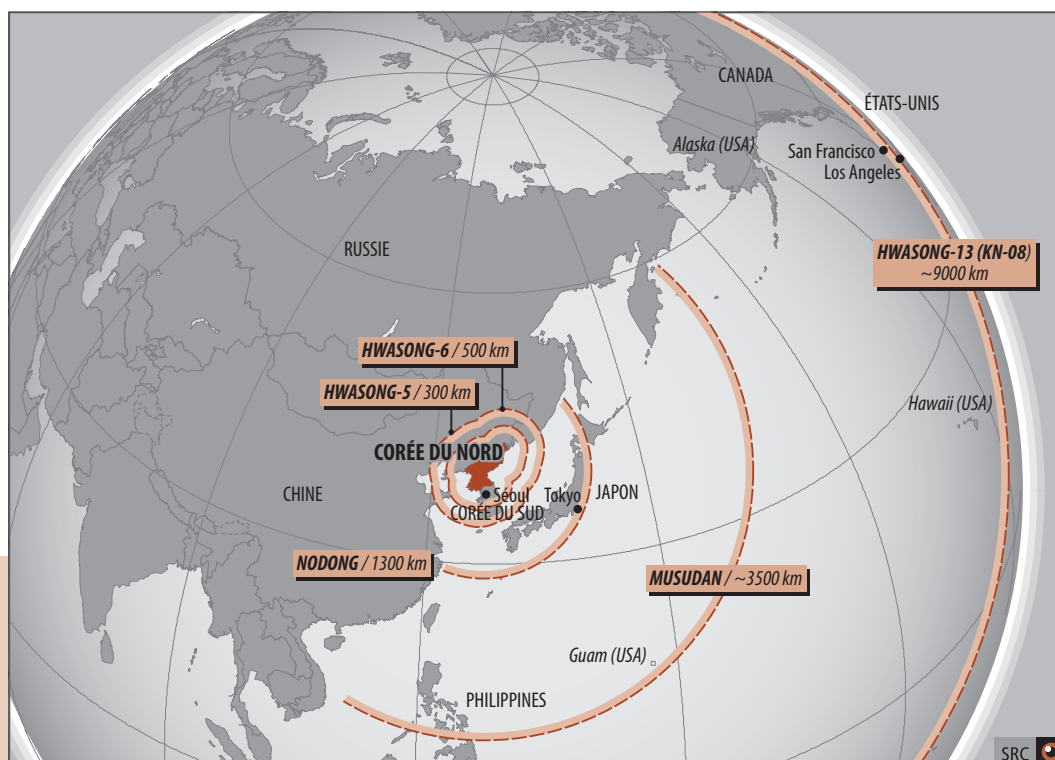
Les missiles balistiques nord-coréens en progrès constants

Dans la septantième année après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Corée du Nord s'est avant tout servie de son programme de missiles pour tenter d'entamer un dialogue stratégique d'égal à égal avec les Etats-Unis. Lors d'une parade, elle a ainsi une nouvelle fois présenté un système d'arme ayant soi-disant une portée intercontinentale. Comme nouveauté, Pyongyang a annoncé le test couronné de succès d'un missile balistique lancé à partir d'un sous-marin. Ces deux capacités ne sont toutefois pas prouvées de source indépendante. Des progrès avérés sont en revanche observés dans le domaine du programme spatial. Le site de Sohae, d'où la Corée du Nord a pour la première fois mis un satellite en orbite en 2012, a ainsi été agrandi.



Utilisation de substances chimiques en Syrie et en Irak

Dans les zones de guerre en Syrie et en Irak, des armes et substances chimiques ont été utilisées à plusieurs reprises dans les combats, comme le confirment des indications issues de sources fiables. La disponibilité des moyens correspondants est donnée dans cette région pour toutes les parties au conflit. Le seuil d'inhibition pour l'emploi de matières chimiques est faible et les combattants sur place disposent de l'expérience nécessaire dans l'engagement de ces moyens. Des installations de production improvisées pourraient également toujours être présentes dans la zone. Ces constats influent sur l'appréciation de la probabilité d'attaques non conventionnelles hors de la zone de conflit également.



L'APPRÉCIATION

Crise nucléaire avec l'Iran : des restrictions efficaces

L'accord-cadre et sa codification contraignante dans le cadre de la résolution 2231 du Conseil de sécurité limitent efficacement la possibilité pour l'Iran d'entrer à court terme en possession d'armes nucléaires. Ils peuvent à long terme mener à une normalisation de la situation entourant le dossier nucléaire iranien. A l'heure actuelle, toutes les parties montrent ouvertement de leur volonté de mettre l'accord en application. Ces déclarations ne doivent toutefois pas donner l'impression que le problème est définitivement résolu. La mise en œuvre ultérieure de l'accord semble ne pas encore être assurée à long terme, puisqu'il suscite encore et toujours de la résistance de la part des adversaires d'un équilibre entre les deux Etats, que ce soit en Iran ou aux Etats-Unis.

Le commerce extérieur de l'Iran sera encore soumis à un régime d'autorisation spécial pendant des années. Ce régime englobe notamment des servitudes détaillées pour les entreprises d'exportation lors des livraisons de biens en Iran et des contrôles des marchandises livrées par les autorités de l'Etat exécutant. Le programme de missiles iranien reste aussi dans le viseur des services de renseignement, notamment en raison de la livraison d'armes et de technologies iraniennes sur le théâtre des combats en Syrie.

La résolution n'engage toutefois pas seulement l'Iran et les pays du groupe P5+1, mais aussi, dans certains secteurs, tous les membres

de l'ONU. Pour la Suisse, l'un des principaux pays exportateurs de biens à double usage, le fait qu'un canal d'acquisition contrôlé internationalement pour l'exportation en Iran de biens à double usage soit établi revêt une importance toute particulière. A cet égard, il n'y a pas que les exportations au profit du programme nucléaire iranien qui soient soumises aux dispositions de la résolution 2231, mais toutes les exportations de biens à double usage de la Suisse en Iran. L'industrie suisse est tenue de demander une autorisation à l'ONU pour les exportations en Iran via l'autorité fédérale suisse compétente et de prévoir un droit d'inspection pour les autorités fédérales dans le contrat conclu avec le client final iranien.

Corée du Nord : toute la palette de production pour le programme nucléaire est disponible

Les capacités nord-coréennes en matière d'enrichissement d'uranium sont peu claires, mais pourraient être plus avancées que les iraniennes dans le domaine de la technologie de centrifugation. Sur la base de la ligne de développement du programme connu, l'existence d'une autre installation d'enrichissement d'uranium plus ancienne serait plausible.

Le régime en Corée du Nord ne s'est pas gêné par le passé de vendre sa technologie en matière de missiles à de nombreux clients comme le Pakistan, l'Iran, la Libye, l'Egypte et la Syrie, sans réserves. Il est en mesure de proposer toute la palette de production pour un pro-

A gauche :
portée des vecteurs nord-coréens

gramme d'armes nucléaires, de la production du matériel de fission (uranium et plutonium) à la fabrication des vecteurs de moyenne portée nécessaires en passant par la construction d'une charge explosive nucléaire simple.

Prolifération et terrorisme

L'utilisation de substances chimiques dans le conflit en Syrie atteste l'importance de la non-prolifération d'armes de destruction massive dans la lutte contre le terrorisme également. Tout comme pour l'utilisation de matières explosives, un groupe de terroristes doit évaluer si le transport de substances chimiques est plus facile à gérer qu'une production dans le secteur d'engagement. Le contrôle des substances chimiques de départ nécessaires et le contact étroit du SRC avec l'industrie et le commerce soutiennent les mesures de lutte contre le terrorisme.

LES PERSPECTIVES

Des risques variés pour la Suisse

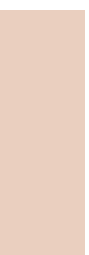
Le flux de marchandises et de technologies soumises à contrôle vers des pays problématiques du point de vue de la prolifération via des pays tiers représente un important défi pour le contrôle suisse à l'exportation. La Suisse dispose d'excellentes capacités industrielles et offre une plateforme de recherche attrayante et relativement ouverte en comparaison internationale. La présence d'étudiants issus d'Etats hors de l'UE est en hausse, également d'Etats considérés comme sensibles du point de vue de la prolifération. Outre les instituts de recherche et les hautes écoles, le SRC sensibilise dès lors de plus en plus aussi les étudiants étrangers aux risques liés à la prolifération. La transmission de savoir-faire, une simple collaboration, même de nature informelle, ou des faveurs vis-à-vis des instituts de formation ou de recherche dans le pays d'origine peuvent ainsi être soumises à autorisation en Suisse.

Grâce à la coopération internationale et à la collaboration avec l'industrie, les autorités suisses sont à même d'empêcher ou de démasquer des tentatives illégales d'acquisition. L'industrie suisse assume majoritairement ses obligations légales de manière exemplaire et se met en contact avec les autorités en cas de doute.

Les défis sont toutefois toujours plus nombreux. Les voies d'acquisition évoluent en permanence et se réorganisent. Nombreuses sont celles qui transitent par l'Asie. Le déplacement croissant de la production à l'étranger rend la tâche plus difficile à la fois à l'industrie et aux

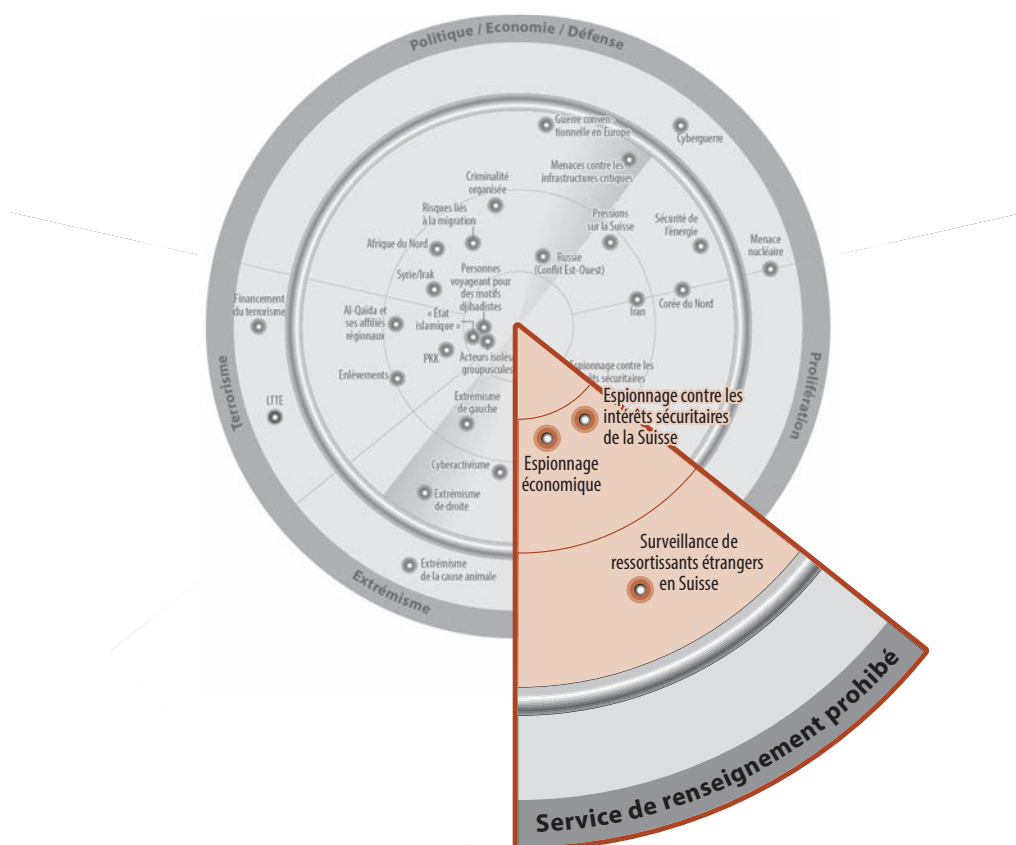
autorités en matière de contrôle du flux des marchandises critiques. On constate également dans les domaines pertinents du point de vue de la prolifération une tendance des acheteurs à se focaliser sur l'acquisition de sous-systèmes et de composants. Identifier des sous-systèmes critiques et les soustraire au commerce illégal est plus difficile que de faire la même chose pour des systèmes entiers, dont l'exportation est soumise à des contrôles internationaux toujours plus étendus et plus efficaces.

Le régime international de sanctions introduit en 2014 en lien avec l'aggravation militaire de la situation en Ukraine représente un nouveau défi dans le contexte de tensions géopolitiques croissantes entre la Russie et l'Occident. Sont touchés les partenaires commerciaux de la Suisse qui ont des relations étendues et bien développées sur le plan sectoriel. Grâce à ses propres mesures de surveillance, la Suisse veille à ce que les sanctions en question ne soient pas contournées via la Suisse. ■



Service de renseignement prohibé

Le service de renseignement prohibé est le fait d'Etats ou d'acteurs privés mandatés par des Etats ; dans certains cas, il existe aussi un marché pour les informations récoltées illégalement. En matière d'espionnage, il n'y a pas d'Etats amis, mais des formes de collaboration en cas d'intérêts convergents. Les intérêts étatiques définissent généralement l'orientation des activités de recherche d'informations, dictée aussi bien par des besoins constants que par la situation actuelle. Le service de renseignement prohibé crée des accès à des personnes et à des systèmes qui peuvent au besoin être utilisés à des fins autres que la recherche d'informations et qui pourraient éventuellement servir aussi à manipuler ou saboter des données. Les informations sont utilisées dans l'intérêt de l'Etat en question, le plus souvent de manière secrète, mais elles peuvent, le cas échéant, également être rendues publiques. C'est ainsi que les opérations d'informations ont fortement gagné en importance au cours des dernières années.



LA SITUATION

Objectifs et finalité des activités de renseignement

Les activités de renseignement servent en premier lieu à récolter des informations. Quant au service de renseignement prohibé, il sert avant tout à rechercher des informations qui ne peuvent pas être récoltées à l'aide de moyens légaux. En parallèle, de nombreux Etats étrangers emploient aussi leurs services de renseignement pour promouvoir directement leurs propres intérêts, par exemple à travers l'acquisition de marchandises autrement non disponibles, dans le but d'exercer une influence politique ou économique ou de préparer des mesures en vue de situations particulières.

Les informations récoltées par les services de renseignement peuvent servir à des fins diverses. Elles aident par exemple à prévenir des dommages pour le propre pays et contribuent ainsi à la protection et à la sécurité, par exemple dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Pour les objectifs légitimes, partagés par d'autres Etats, il existe des voies légales pour récolter des informations, comme par exemple la collaboration avec le service de renseignement du pays concerné ou la voie de l'entraide juridique dans le domaine de la justice. De nombreux services de renseignement ont aussi des missions à l'étranger à des fins de collaboration. Le personnel du renseignement qui y travaille est accrédité par l'Etat hôte. Lorsque la collaboration n'est pas possible ou que les résultats sont considérés comme insuffisants, il faut également s'attendre à des activités de

service de renseignement prohibé pour des objectifs légitimes. Etant donné toutefois que les services de renseignement servent en premier lieu des intérêts nationaux, il y a lieu de garder à l'esprit que même la collaboration convenue avec un autre service de renseignement afin d'atteindre un objectif donné peut être utilisée pour espionner le partenaire.

Les modes opératoires illégaux entrent par la suite en ligne de compte lorsqu'il s'agit de protéger ou d'imposer les intérêts nationaux propres vis-à-vis des intérêts d'autres Etats. L'espionnage peut servir à affirmer ou améliorer la propre position dans un environnement politique ou économique international concurrentiel. L'assurance ou l'amélioration de la position visée peuvent concerner le pays-cible de l'opération ou n'importe quel autre membre de la communauté internationale, mais aussi au propre pays. C'est ainsi que divers pays surveillent leurs communautés en exil en Suisse également.

Les informations et les accès créés afin de les récolter peuvent être utilisés à diverses fins. La création d'un accès à un système ou à une personne donne non seulement la possibilité d'acquérir des informations, mais aussi de les manipuler ou même les saboter. Les informations peuvent être utilisées à des fins diverses : il peut s'agir d'une information isolée qui apporte l'avantage décisif, par exemple l'offre d'un concurrent dans le domaine économique, ou d'informations permettant d'obtenir une vue d'ensemble de la situation. Lors de leur utilis-

A droite :
image manipulée concernant l'écrasement
du vol MH17, novembre 2014

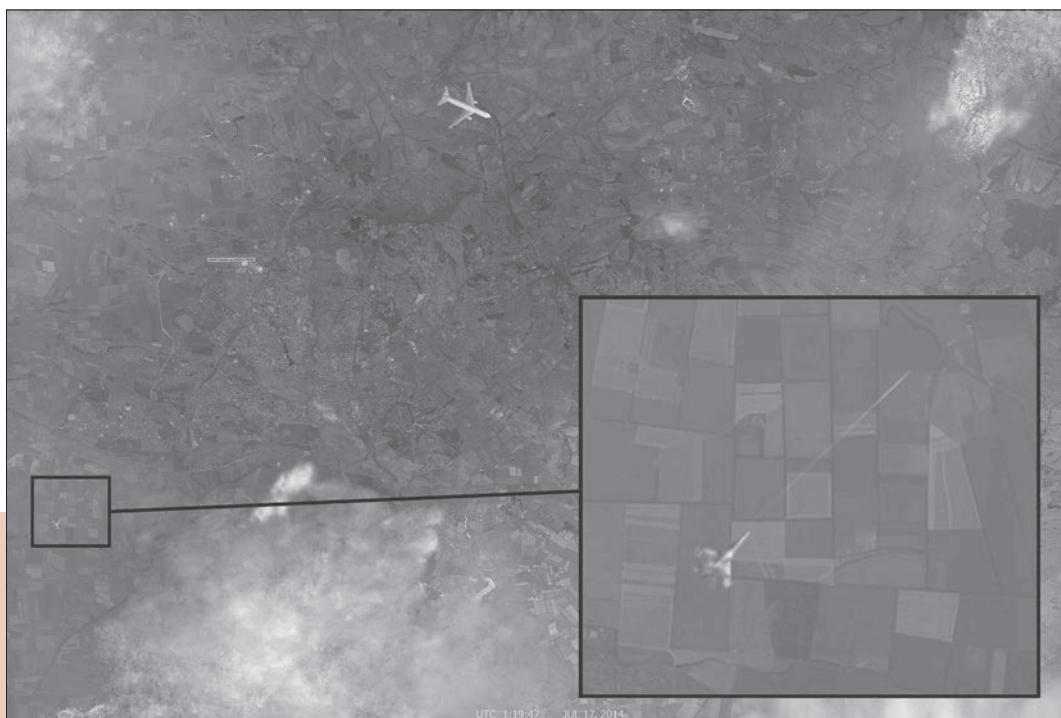
tion, les informations récoltées par les services de renseignement ne doivent pas obligatoirement rester secrètes.

La diffusion ciblée d'informations à des fins politiques ou militaires a fortement gagné en importance ces dernières années. Ces opérations dites d'information vont d'une politique d'information légitime à des campagnes de manipulation menées entre autres avec des moyens relevant du renseignement en passant par des actions de propagande ciblées. Des réseaux clandestins, agissant à couvert et souvent à la limite de la légalité, sont créés pour la diffusion d'informations. La publication ciblée d'informations récoltées par des services de renseignement n'est pas un tabou non plus. La publication des propos désobligeants tenus par la déléguée du Ministère des Affaires étrangères américain aux Affaires européennes en février 2014 sur l'UE, propos liés aux combats en Ukraine, en est probablement un exemple. L'enregistrement d'une conversation probablement obtenu à l'aide de moyens issus du renseignement et diffusé via YouTube a provoqué des

tensions à un moment peu propice dans les relations entre les Etats-Unis et l'UE. Au mois de novembre 2014, à la veille du sommet du G20 à Brisbane (Australie), une chaîne de télévision russe a diffusé une image manipulée montrant une photo satellite soi-disant prise par une source occidentale peu avant l'écrasement du vol MH17. Elle devait appuyer la thèse selon laquelle le MH17 avait été abattu par un avion de combat ukrainien et jeter ainsi le doute sur la reconstitution du déroulement des faits avancée par l'Occident.

Méthodes

Au sein des services de renseignement étrangers, le cyberespionnage et les autres cyberopérations prennent toujours plus de poids dans le cadre de la récolte d'informations. Dans un monde où la mise en réseau s'accroît de jour en jour et où les technologies de l'information et de la communication (TIC) gagnent en importance, ce constat n'est guère surprenant. Une attaque électronique offre de surcroît quelques avantages aux auteurs par rapport aux mé-



thodes d'espionnage classiques : les cyberopérations offrent de bonnes chances aux auteurs d'agir impunément. Elles peuvent être menées depuis un endroit sûr, de sorte que leur détection et, pour autant qu'elle soit possible, l'identification des auteurs ne conduisent pas à leur arrestation et à des conséquences pénales.

Le simple fait que les activités de cyberespionnage soient en hausse ne signifie pas pour autant que les méthodes classiques ont perdu en importance et que la défense contre celles-ci peut être négligée. Le traitement de sources humaines reste en effet l'une des méthodes d'espionnage dite classique. Elle est pratiquée à l'aide de membres des services de renseignement, qui se font par exemple passer pour des diplomates, des journalistes, des chercheurs ou des hommes d'affaires. De telles utilisations peuvent également être réalisées ou soutenues à l'aide de méthodes cybernétiques. Le déploiement de moyens humains peut également ouvrir la voie à des cyberopérations. Les autres formes classiques d'activités de renseignement sont celles désignées sous l'acronyme OSINT (Open Source Intelligence), qui consistent à utiliser les informations publiques sur le plan du service de renseignement prohibé, ou l'exploitation sous plusieurs formes de signaux, dont ceux issus des contenus et liaisons de communication. Les images aériennes, qui peuvent en partie être acquises dans le commerce, sont également des vecteurs d'information.

Un service de renseignement prohibé attiré par le caractère international de la Suisse

Les négociations internationales, les conférences de l'ONU ou une forte présence de re-

présentations étrangères attirent inévitablement l'attention de nombreux Etats et induisent des activités de services de renseignement, comme en témoignent les activités d'espionnage rendues publiques contre les négociations avec l'Iran autour de son programme nucléaire.

Le milieu diplomatique est l'une des plateformes les plus utilisées par les services de renseignement pour récolter des informations. De nombreux services de renseignement étrangers emploient des membres du renseignement dans les ambassades ou les consulats de leur pays et les font passer pour du personnel diplomatique, ce qui les protège, doublement en cas d'immunité diplomatique, et facilite l'accès aux personnes visées issues de la politique, de l'administration, de l'économie et de l'armée.

La Suisse est particulièrement touchée par ce phénomène : la présence de nombreuses organisations internationales et d'organisations non gouvernementales offre la possibilité et des raisons de détacher des représentants et de soigner les échanges diplomatiques (par exemple dans le cadre de conférences ou de négociations internationales).

Les membres accrédités déjà mentionnés des services de renseignement ne représentent qu'une partie du personnel envoyé à l'étranger pour des opérations de renseignement. De nombreux Etats utilisent aussi pour leurs missions des membres du renseignement voyageant à l'étranger. Ces derniers peuvent également se faire passer pour des diplomates, mais aussi pour des touristes ou des femmes ou hommes d'affaires. Le plus souvent, ils sont utilisés pour rencontrer une source humaine à l'étranger.

Au cours de ces dernières années, le SRC a

observé en Suisse plusieurs activités de renseignement prohibé par des diplomates accrédités ou des membres du renseignement en déplacement. Dans certains cas, des interdictions d'entrée ont été prononcées.

Surveillance de l'opposition

Les opposants de régimes, en exil, sont dans le viseur des services de renseignement de leurs pays d'origine. Il s'agit d'Etats dirigés de manière autoritaire, au sein desquels du moins la liberté d'expression est limitée. La plupart de ces Etats disposent également des moyens pour surveiller leurs adversaires à l'étranger. Le SRC constate régulièrement que des diasporas en Suisse sont la cible d'activités relevant du service de renseignement prohibé. Ces activités constituent une atteinte à la souveraineté de la Suisse et une violation de droits qu'elle garantit. Elles contournent ainsi la protection que la Suisse offre à l'ensemble de sa population.

Ce phénomène ne touche pas seulement la Suisse, mais aussi tous les Etats avec une diaspora considérée comme une menace dans les pays d'origine. Le cas échéant, les services de renseignement de ces pays sont chargés de récolter des informations sur leurs communautés en exil, de les surveiller, voire même de les instrumentaliser à des fins de politique intérieure. Cela dépend évidemment du profil des communautés en exil. Pourtant, les réfugiés politiques ne sont pas les seuls à appartenir à l'opposition ou à être considérés comme en faisant partie. Le profil des communautés en exil est en effet très hétérogène. Il y a aussi des citoyens suisses, ayant ou n'ayant pas de lien biographique avec un Etat, qui s'engagent aux côtés d'activistes

ayant fui leur patrie pour se réfugier en Suisse. Ces ressortissants suisses peuvent faire l'objet d'une surveillance tout comme les activistes exilés.

Les activistes peuvent être amenés à servir de sources. Outre des incitations positives, une pression peut également être exercée à cet effet, par exemple en brandissant la menace de mesures de rétorsion, contre lesquelles il n'est presque pas possible d'offrir une protection, par exemple contre des proches vivant au pays. Au-delà de la récolte d'informations pure et simple, les services de renseignement essaient parfois aussi d'affaiblir les organisations et mouvements d'opposition par infiltration : des personnes infiltrées peuvent par exemple s'évertuer à semer la discorde et de cette manière diviser un mouvement d'opposition. Dans le pays d'origine, les informations ainsi récoltées servent aussi à la répression. Les exilés peuvent dans le pire des cas être assassinés.

Cyberespionnage

Outre les cyberattaques à l'aide de moyens simples et techniquement peu exigeants, il existe depuis le début du nouveau siècle, voire avant, des *advanced persistent threats* (menaces persistantes avancées), à savoir des attaques ciblées, d'une complexité élevée, qui doivent rester clandestines le plus longtemps possible et servir à acquérir des données spécifiques. Ces caractéristiques ont jusqu'à présent été le signe qu'un auteur étatique se cachait derrière les activités d'espionnage. Or, même si l'important déploiement de moyens et l'intérêt à long terme nécessaires semblent confirmer une telle conclusion, le cas d'un groupe actif depuis quelques an-

nées démontre que cela ne doit pas obligatoirement être le cas. Ce groupe dispose de logiciels d'espionnage complexes et de la capacité à les placer. Soit il assure pour ses clients l'exécution de l'opération dans son entier, soit il se contente de vendre le maliciel. Les cibles de ce groupe étaient en Suisse pour l'heure exclusivement des entreprises privées mais aussi des sympathisants djihadistes sur le web ou d'autres pirates informatiques.

Le graphique ci-contre donne une vue d'ensemble des principales menaces persistantes avancées. Parmi les attaques les plus récentes, seules deux sont mentionnées ici, à savoir l'attaque visant les négociations sur le nucléaire avec l'Iran et celle visant le Bundestag allemand.

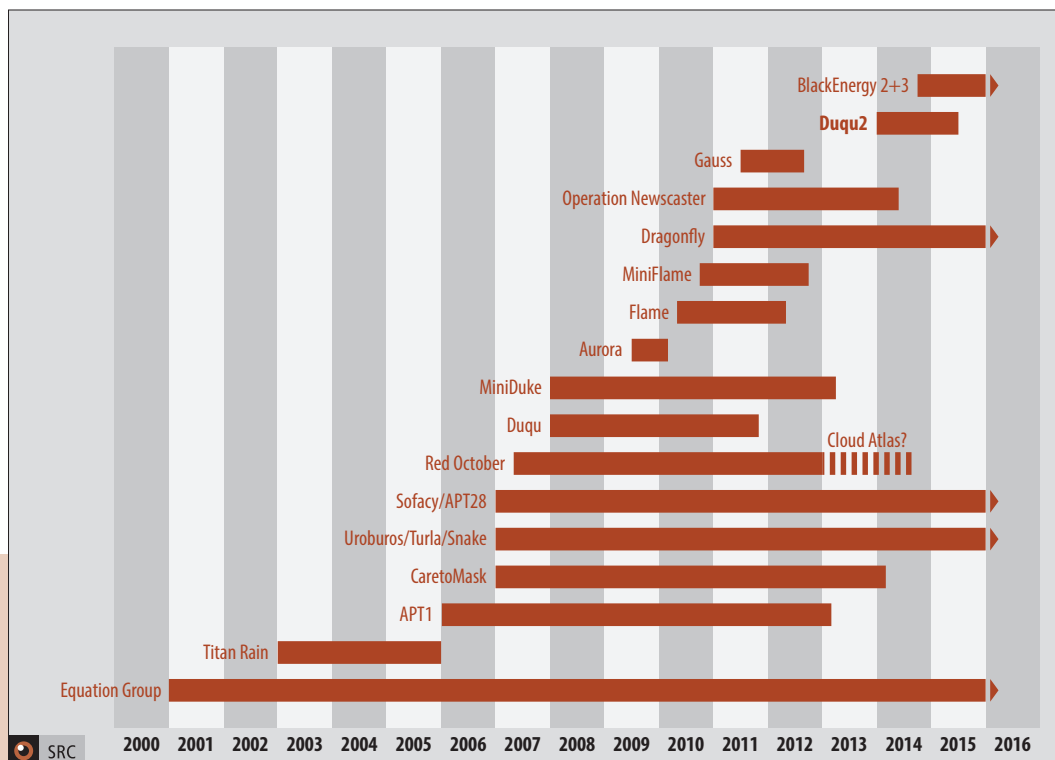
- Divers lieux où se sont déroulés les pourparlers entre les membres permanents du Conseil de sécurité, l'Allemagne et l'Iran ont été attaqués, en Suisse également. Dans trois de ces endroits, on a trouvé des traces du logiciel utilisé. L'entreprise russe Kaspersky, qui a elle-même été attaquée, a donné le nom

de Duqu2 au maliciel en raison de sa similitude avec le logiciel Duqu identifié en 2011. Il présente en outre aussi des similitudes avec le logiciel Stuxnet, qui avait notamment été utilisé contre le programme nucléaire iranien.

- La cyberattaque menée en mai 2015 contre le Bundestag allemand a aussi été exécutée à l'aide d'un logiciel déjà connu. L'opération a déjà été rendue publique en octobre 2014 dans un autre contexte et vise principalement des cibles dans les domaines de la défense et de la politique de sécurité. L'administration fédérale suisse a également été attaquée. Pour infecter les systèmes, les pirates utilisent avant tout des lacunes de sécurité inconnues auparavant, appelées Zero-Day Exploits.

Une surveillance globale

Le monde se trouve actuellement dans une ère « post-Snowden », du moins sous l'angle du renseignement. Les révélations faites en



2013 par Edward Snowden, un ancien collaborateur d'un prestataire de services de la National Security Agency (NSA), sur les activités de celle-ci, mais aussi du Government Communications Headquarters (GCHQ) britannique et plus généralement des Etats dits des Five-Eyes (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande), ont entraîné un redimensionnement des activités de renseignement. Dans cette nouvelle dimension, il est question de la sauvegarde intégrale de données électroniques étant stockées à n'importe quel endroit déplacées via de quelconques canaux. L'exemple de la liste de sélecteurs publiée dans les médias en Allemagne dès mars 2015 pour l'exploration stratégique de la communication montre une nouvelle fois ce à quoi il faut en principe s'attendre. Dans l'intervalle, non seulement les victimes mais aussi les attaquants ont tiré les enseignements de ces révélations. A cet égard, les réactions politiques ont montré, par exemple aux Etats-Unis, qu'une limitation de telles activités ne constitue qu'une option partielle à l'intérieur du pays et uniquement à l'encontre des propres ressortissants, mais pas à l'étranger. A en croire des articles de presse, le service de renseignement canadien (Communications Security Establishment) aurait temporairement suspendu l'échange d'informations à la fin du mois de janvier 2016 car des métadonnées se rapportant aux ressortissants canadiens auraient involontairement été livrées aux partenaires Five-Eyes en raison d'une erreur de logiciel.

A gauche :

Quelques outils d'espionnage constatés entre 2001 et 2016. Le graphique montre la durée des activités des outils d'espionnage. Leur début coïncide avec la découverte d'un logiciel d'espionnage alors que leur fin – si clairement établie – se réfère au moment où ils ont été rendus publics. Le cas indiqué en gras est présenté plus en détail dans le rapport.

L'APPRÉCIATION

Les menaces persistent

La dimension de politique de sécurité des révélations de Snowden reste toujours hautement actuelle : les services de renseignement acquièrent des informations confidentielles sur un large front grâce à la surveillance des moyens de communication et à la violation active de systèmes informatiques. Ils peuvent potentiellement aussi les falsifier ou carrément manipuler des processus et des infrastructures. L'interpénétration de la communication est profonde, quasiment globale et systématique. Les moyens engagés doivent dès lors s'y adapter : les prestataires sont légalement contraints de fournir leurs données, des accès cachés existent vers les principaux flux de communication, des cryptages ont de plus été systématiquement forcés ou affaiblis et des normes cryptographiques ont même été influencées.

Les menaces persistantes avancées vont également perdurer. Ne pas être détecté fait partie des buts de ces attaques. On constate toutefois aussi que des maliciels, éventuellement sous une forme modifiée, sont toujours utilisés. Les composantes de base du maliciel restent certes les mêmes, mais elles continuent d'être développées et sont à chaque fois réadaptées, de telle sorte à ne pas être reconnues par les mécanismes de protection installés. Une autre caractéristique des menaces persistantes avancées réside aussi dans le fait qu'après que son attaque ait été démasquée, on doit tout de même s'attendre à ce que l'assaillant essaie à nouveau de pénétrer dans le système.

Les cyberattaques ciblées présupposent une connaissance de la cible, notamment lorsqu'il s'agit d'installer le maliciel dans un système. Cela peut se faire de différentes manières, par exemple à travers une personne présente physiquement qui insère directement le logiciel ou via Internet. Les méthodes les plus courantes sont les courriels ciblés, appelés spear phishing, ou les infections ciblées de pages Internet, les waterhole attacks. Désormais, il faut toutefois un peu de temps et d'investissement pour faire en sorte que les victimes désignées cliquent sur un lien ou ouvrent le document attaché d'un courriel et franchissent ainsi le pas nécessaire à l'exécution de l'installation.

Le pilotage du maliciel installé s'effectue via un serveur de contrôle. Celui-ci relie les ordinateurs infectés par le maliciel à un réseau dit de zombies et peut donc être utilisé non seulement à des fins d'espionnage mais aussi à des fins criminelles. De tels serveurs de contrôle sont aussi observés en Suisse.

Opérations d'information

Les opérations d'information couronnées de succès présentent quelques points communs. Elles contiennent des messages-clefs simples. Ces messages sont complémentaires et présentés de différentes manières, configurés de façon simple ou complexe et répétés régulièrement par le biais de divers canaux. Du chef d'Etat à l'individu apparemment indépendant en passant par les représentants des autorités, tous défendant le même point de vue, ainsi que

dans les divers médias, courriers des lecteurs et commentaires sur Internet par le biais de trolls ou de trolls d'Internet, les messages sont accordés, du point de vue du timing et du contenu. De tels accents améliorent l'impact autant que la coordination susmentionnée, à savoir l'orientation marquée vers un groupe cible spécifique. C'est ainsi qu'une campagne visant à entraver les relations entre deux Etats va tenter d'influencer différemment la population qu'un gouvernement. Les services de renseignement ne sont pas seulement l'instrument mais aussi la cible de campagnes de manipulation taillées sur mesure.

Pas d'Etats amis

Lorsqu'il est question de service de renseignement prohibé, il n'y a pas d'Etats amis, mais uniquement des pays qui défendent leurs propres intérêts, lesquels peuvent être entièrement ou partiellement compatibles avec ceux d'autres Etats ou alors s'en écarter, voire les concurrencer. Le fait que des intérêts soient concordants n'offre toutefois aucune garantie qu'un Etat ne déploie pas d'activités de renseignement prohibé dans d'autres Etats, comme en témoignent les activités d'exploration dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, qui sont le fait de nombreux services.

L'opposition reste dans le viseur

L'intensité des activités de renseignement prohibé dirigées contre les adversaires du régime qui vivent en exil dépend de plusieurs facteurs constants, mais aussi de la situation. L'actualité en matière de politique de sécurité a en particulier une grande influence sur l'inten-

sité des activités de renseignement. C'est ainsi que les visites officielles de politiciens ou de fonctionnaires étrangers provoquent une intensification des activités de renseignement prohibé en Suisse, souvent davantage en raison de besoins liés à la sécurité que pour des causes purement liées au renseignement. Dans de tels cas, des membres de services de renseignement s'activent en Suisse pour obtenir des informations sur des manifestations ou des tentatives de perturbation de la visite. Indépendamment de la situation, l'objectif est d'identifier des personnes qui sympathisent avec des mouvements critiques vis-à-vis du régime ou qui les soutiennent et peuvent donc représenter un risque de déstabilisation pour le régime.

La recherche de renseignements à l'aide de personnes infiltrées au sein de l'opposition sont difficiles à détecter. Il n'y a par exemple que peu d'intérêt à collaborer avec les organes de lutte contre l'espionnage de l'Etat hôte lorsque la famille et les proches au pays peuvent devenir des victimes de tentatives d'intimidation et de mesures de répression.

LES PERSPECTIVES

Poursuite des activités de renseignement prohibé, importance accrue des opérations d'information

Le service de renseignement prohibé dirigé contre des intérêts économiques, politiques et militaires va se poursuivre, en Suisse également. Les standards technologiques élevés de l'industrie suisse, le rôle de pôle international dans le domaine de la recherche, la présence de l'ONU et d'autres organisations internationales, la place financière ainsi que pour le commerce d'énergie et de matières premières sont autant de raisons qui expliquent pourquoi la situation ne va pas changer, même si tout l'arsenal des mesures de lutte contre ces activités prohibées est déployé. Celles-ci comprennent entre autres les mesures en matière de droit sur les étrangers et les poursuites pénales, et surtout la prévention.

Les opérations d'information vont encore gagner en importance à l'avenir. Les Etats dirigés de manière autoritaire bénéficient globalement d'un avantage lorsqu'il s'agit de faire usage de ce genre d'opérations par rapport aux sociétés occidentales.

Vulnérabilité des TIC

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) restent vulnérables et probablement exposées à l'accès par les Etats au sein desquels l'industrie pour les technologies-clés TIC est établie. Ces pays restent des auteurs potentiels d'activités d'espionnage étendues, pour autant qu'ils disposent égale-

ment de services de renseignement importants. Ceux-ci pourraient dans le meilleur des cas limiter leurs activités de renseignement dans leur propre pays et vis-à-vis de leurs propres ressortissants, mais pas à l'étranger. La confiance vis-à-vis des entreprises TIC de ces pays reste ainsi ébranlée.

L'une des conséquences de cette vulnérabilité est que, dans les pays qui ne disposent pas eux-mêmes de la capacité de fabriquer les technologies-clés, les aspects liés à la sécurité des projets TIC revêtent une importance accrue, provoquant par la même occasion des transferts sur les marchés internationaux. Les technologies-clés ne vont toutefois pas migrer dans

TRAVEL INTELLIGENCE

La notion de Travel Intelligence désigne la recherche et la saisie par des services de renseignement d'informations sur le séjour et les voyages de personnes données. Afin d'identifier les activités représentant une menace pour la sécurité, le service de renseignement a également besoin de telles informations. Concrètement, il s'agit en premier lieu d'éléments émanant de procédures de contrôle à la frontière et de douane (entrée, sortie et transit) effectuées pour les ressortissants de certains pays. Les données relatives à l'enregistrement dans certains aéroports sont par ailleurs aussi analysées et recoupées avec les indications figurant dans les systèmes d'information du SRC. En amont, le SRC est également impliqué dans le processus de consultation quant à l'octroi de visas pour l'espace Schengen. Les critères pour cette acquisition d'informations sont régulièrement déterminés par le Conseil fédéral dans une liste classifiée, qui se base sur l'état de la menace. Couplée aux observations émanant d'autres sources, la Travel Intelligence contribue à l'obtention d'un tableau plus complet de la situation pour ce qui est des voyages, séjours et contacts des personnes visées.

d'autres pays, du moins pas à moyen terme. C'est pourquoi des conflits sont à prévoir dans le cadre de projets TIC, par exemple sous la forme de confrontations judiciaires portant sur des adjudications dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. A cet égard, il n'est a priori pas sûr que les tribunaux donnent la priorité aux réflexions globales en matière de sécurité, par exemple par rapport au service de renseignement prohibé : si les tribunaux exigent par exemple que les risques soient démontrés ou prouvés de manière détaillée, cela ne sera plus possible à partir d'un certain degré de précision, du fait qu'il existe une dépendance vis-à-vis des Etats leaders dans ce domaine. Toutefois, il y a ici aussi un facteur contraire : les entreprises qui proposent des technologies-clés doivent se battre contre le scepticisme depuis l'affaire Snowden et sont par conséquent intéressées à regagner la confiance. Il faut dès lors partir du principe que l'une ou l'autre entreprise rendra public les failles de sécurité, par exemple des portes dérobées ou des erreurs dans des algorithmes de cryptage, plus rapidement que cela aurait été le cas auparavant.

Les poursuites pénales et leurs alternatives

Le SRC fait en sorte que les espions identifiés soient remis aux autorités de poursuite pénale, pour autant qu'ils ne jouissent pas de l'immunité diplomatique. Les cas d'espionnage échappent toutefois à l'entraide judiciaire internationale, les enquêtes durent longtemps, les cas sont complexes et, finalement, malgré le caractère légal des mesures en question, des mesures de rétorsion en découlent, du moins de la part de certains pays. En vue de préserver les in-

térêts du pays, la procédure de poursuite pénale a dès lors besoin, conformément à l'article 66 de la loi fédérale sur l'organisation des autorités pénales de la Confédération, d'une autorisation du Conseil fédéral, afin de pouvoir poursuivre des délits politiques tels que des activités relevant du service de renseignements politiques, selon l'article 272 du Code pénal suisse.

Parfois, il suffit toutefois d'expliquer la situation juridique au pays d'origine de fonctionnaires actifs dans le renseignement, afin d'obtenir qu'une personne soit rapatriée. Si ce n'est pas le cas, des mesures relevant de la législation sur les étrangers peuvent être prises contre des espions reconnus, par exemple le refus de l'accréditation diplomatique ou du visa. Une interdiction d'entrée peut en outre être prononcée ou la personne concernée peut être déclarée persona non grata. Selon les circonstances, ces mesures peuvent être prises discrètement ou être rendues publiques dans le but de donner un signal.

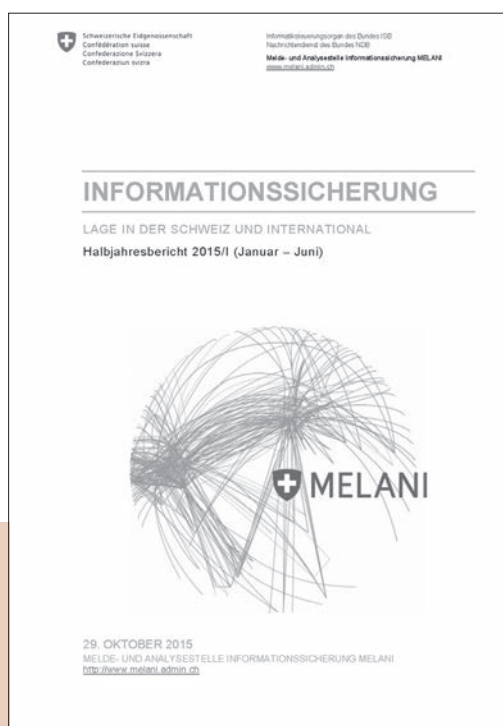
Finalement, suite à une pesée d'intérêts, il est aussi possible que le séjour en Suisse d'une personne identifiée comme espion soit délibérément toléré, pour le moins temporairement. Cela peut notamment être le cas en lien avec des événements au sein d'organisations internationales ou de négociations dont le succès peut revêtir un intérêt politique important. Le WEF, les pourparlers sur la Syrie à Genève et les visites de délégations avec des personnes occupant des positions-clés sur le plan économique ou politique sont des exemples de telles manifestations.

Prévention et responsabilité propre

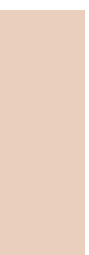
Dans l'ensemble, la prévention est la partie la plus importante du dispositif de défense contre le service de renseignement prohibé. Le SRC est tenu par la loi de prendre des mesures préventives contre les activités d'espionnage de services de renseignement étrangers. C'est pourquoi le SRC, en collaboration avec les cellules de renseignement cantonales, sensibilise depuis des années les entreprises, les instituts de recherche et les hautes écoles aux risques inhérents au service de renseignement prohibé et à la prolifération. Le programme de prévention et de sensibilisation Prophylax poursuit ce but vis-à-vis des entreprises économiques, alors que le programme Technopole est spécifiquement axé sur la recherche en Suisse. Le SRC est de plus intervenu lors de manifestations consacrées à l'espionnage économique et a organisé des séminaires pour des représentants de Swissmem à Zurich et à Lausanne, intitulés « Prévention contre l'espionnage économique ». Dans le domaine de la sûreté de l'information, la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information s'appuie sur un partenariat public-privé.

A l'avenir, la sensibilisation des personnes se rendant à l'étranger représentera l'un des principaux défis à relever. Les activités de renseignement visant des intérêts suisses ne se déroulent pas obligatoirement en Suisse. Pour des raisons de sécurité, il semble que les tentatives de recrutement et de conduite de sources occidentales s'effectuent plutôt à l'étranger. Là-bas, le service de renseignement indigène exerce un contrôle sur son environnement et ne doit pas craindre un dispositif de surveillance ennemi.

Toute personne domiciliée en Suisse devrait annoncer de telles tentatives de recrutement au SRC. Une annonce rapide après une approche suspecte et après des tentatives de recrutement peut empêcher que des dommages soient causés ou que la personne en question se retrouve dans une situation où elle se rend coupable d'espionnage. ■

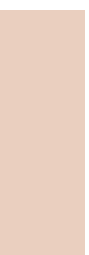


Le rapport semestriel de MELANI
est disponible sur Internet
(www.melani.admin.ch)



Liste des abréviations

AIEA.....	Agence internationale de l'énergie atomique
AIIB.....	Asian Infrastructure Investment Bank
AKP.....	Parti de la justice et du développement
AQMI.....	Al-Qaïda au Maghreb islamique
AQPA.....	Al-Qaïda dans la péninsule arabique
CCTV.....	Télévision centrale chinoise
DEINC.....	Dispositif explosif ou incendiaire non conventionnel
DFAE.....	Département fédéral des affaires étrangères
FAI.....	Federazione Anarchica Informale
GCHQ.....	Government Communications Headquarters
JCPOA.....	Joint Comprehensive Plan of Action
LTTE.....	Tigres de libération de l'Eelam tamoul / Liberation Tigers of Tamil Eelam
MELANI.....	Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information
NSA.....	National Security Agency
OTAN.....	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
Pegida.....	Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident
PKK.....	Parti des travailleurs du Kurdistan
RAS.....	Revolutionärer Aufbau Schweiz / Reconstruction révolutionnaire suisse
RAZ.....	Revolutionärer Aufbau Zürich / Reconstruction révolutionnaire de Zurich
SRI.....	Secours Rouge International
TIC.....	Technologies de l'information et de la communication
WEF.....	World Economic Forum / Forum économique mondial



Rédaction

Service de renseignement
de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction

Février/mars 2016

Contact

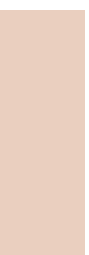
Service de renseignement
de la Confédération SRC
CH-3003 Berne
E-mail : info@ndb.admin.ch
www.src.admin.ch

Diffusion

OFCL, Vente des publications fédérales,
CH-3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
n° d'art. 503.001.16f
ISSN 1664-4697

Copyright

Service de renseignement
de la Confédération SRC, 2016



LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

Service de renseignement de la Confédération SRC

Papiermühlestrasse 20

CH-3003 Berne

www.src.admin.ch / info@ndb.admin.ch